

LE SONDAGE D'OPINION MENÉ PAR L'ICPSI EN 1988

*Combien les Canadiens et
Canadiennes sont-ils prêts à
consacrer à la défense ?
Et à quoi veulent-ils
affecter les fonds ?*

UNE ANALYSE DE
DON MUNTON

Alain Borgognon
Le sinistre mais
profitable trafic
international des
déchets toxiques.

**Bissonnette, Cox
et Pearson**
L'Institut a cinq ans
déjà.

Sharon Hobson
Que faire au sujet
des sous-marins et
pourquoi la déci-
sion est importante.

King Gordon
Un ami de John
Holmes lui rend
hommage.

Michael Constable
Une lettre nous
parvient depuis un
magasin de jouets
«de guerre», à
Moscou.

Dans le présent numéro :

LES CAHIERS DE L'INSTITUT

4. De Lénine à Gorbatchev : l'évolution des perspectives soviétiques sur les relations Est-Ouest, par Paul Marantz, mai 1988, 100 pages.

5. Le débat sur les essais d'armes nucléaires, par Jozef Goldblat et David Cox, août 1988, 94 pages.

6. La réinsertion du Vietnam dans le système international, par Gérard Hervouet, novembre 1988.

LE GUIDE

Introduction aux politiques canadiennes relatives à la limitation des armements, au désarmement, à la défense et à la solution des conflits, 1987-1988, 295 pages.

EXPOSÉS

16. Limiter les risques d'une guerre nucléaire accidentelle par Dianne DeMille, janvier 1988.

17. Le désarmement chimique : de l'interdiction d'employer des armes chimiques à l'interdiction d'en posséder par Jozef Goldblat, février 1988.

18. Le Traité ABM a-t-il encore un avenir? par Ronald G. Purver, février 1988.

19. La guerre du Golfe par Francine Lecours, mai 1988.

20. La déstabilisation des États de la «ligne de front» en Afrique australe 1980-1987 par Dan O'Meara, juin 1988.

21. L'équilibre des forces classiques en Europe par Roger Hill, juillet 1988.

22. Le Groupe des plans nucléaires de l'OTAN par Jocelyn Coulon, août 1988.

23. Établir et maintenir la paix à Chypre par Robert Mitchell, octobre 1988.

OPINIONS

6. Les nouvelles dimensions des relations canado-soviétiques au sujet de l'Arctique par John Hannigan, novembre 1988.

7. Doit-on se soucier de la défense du Canada? par Geoffrey Pearson, novembre 1988.

RAPPORTS DE CONFÉRENCE

4. Paix, développement et sécurité dans le Bassin des Caraïbes : Perspectives d'évolution d'ici l'an 2000, délibérations d'une conférence, Kingston (Jamaïque) 22 au 25 mars 1987, par Lloyd Searwar, 41 pages.

5. Vers l'instauration de la paix en Amérique centrale, 8 et 9 mai 1987, par Liisa North, décembre 1987, 83 pages.

6. Le commerce international des armes : problèmes et perspectives, par Keith Krause, mars 1988, 53 pages.

NOTE DE LA RÉDACTION

Il est de tradition, lorsqu'une année s'achève, de prendre du recul, de faire le point, et de reprendre la barre à la recherche de nouveaux horizons. Quelques-uns des articles que nous vous proposons dans le présent numéro de *Paix et Sécurité* vous inciteront peut-être à voir sous un jour nouveau des questions telles que l'achat par le Canada de sous-marins à propulsion nucléaire, ou le déversement de déchets toxiques dans les pays du tiers-monde.

Tout d'abord, les résultats du sondage d'opinion réalisé par **Don Munton** pour l'ICPSI en 1988 nous renseignent sur ce que les Canadiens et les Canadiennes pensent de leur défense. Ils continuent de croire à l'OTAN et aux armes conventionnelles, même si l'Union soviétique n'est plus considérée comme étant l'«ennemi» et que l'on ne perçoit plus de menace immédiate. Quant à l'à-propos du niveau de dépenses nécessaires en matière de défense, quatre personnes sur dix sont d'accord pour dire que le gouvernement

canadien devrait accroître la proportion de son budget qu'il affecte à la défense. Cet appui des Canadiens et Canadiennes est qualifié par les enquêteurs de «modéré».

Plusieurs d'entre vous ont déjà fait la connaissance d'**Alain Borgognon** grâce aux excellents reportages sur la pollution des Grands Lacs qu'il a présenté à l'émission «Le Point» de Radio-Canada. Cette fois, il s'attaque aux exportations de déchets toxiques vers les pays du tiers-monde. Un article rempli de révélations qui ne laissent entrevoir que la pointe de l'iceberg ...

Nucléaire ou diesel? Britannique ou français? Le nouveau gouvernement devra bientôt prendre une décision au sujet de l'achat de sous-marins pour la Marine canadienne. **Sharon Hobson** nous présente les fiches techniques de l'*Améthyste* et du *Trafalgar* et décrit les contraintes économiques et politiques auxquelles le gouvernement devra faire face. Est-il trop tard pour reculer?

À l'occasion du départ de **Geoffrey Pearson**, directeur général de l'ICPSI, qui sera remplacé en février 1989 par **Bernard Wood**,

Paix et Sécurité a organisé une rencontre-discussion entre **David Cox**, **Lise Bissonnette** et **Geoffrey Pearson** afin de passer en revue les cinq premières années de l'Institut. Les participants se sont attardés, entre autres, aux orientations passées et futures de l'ICPSI dans un monde en constante évolution.

King Gordon rend hommage à **John Holmes**, grand Canadien qui a oeuvré pour la paix, décédé en août dernier. Il retrace les étapes de la carrière de **John Holmes** et, en y ajoutant des anecdotes personnelles, il nous fait rencontrer un homme remarquable.

En terminant, sur une note plutôt humoristique, **Michael Constable** nous fait part d'une expérience assez inusitée qu'il a vécue à Moscou l'an dernier pendant la période des Fêtes.

- **Hélène Samson**

Institut

canadien pour

la paix et

la sécurité

internationales

Directeur général:
Geoffrey Pearson

Membres du conseil
d'administration:
William Barton, *Président*

David Braide
Orest Cochkanoff
Gisèle Côté-Harper
Ann Gertler
Edward Greene
John Halstead
Kal Holsti
Jacques Lévesque
Richard Mercier
Judith Padua
Geoffrey Pearson
Harry A. Porter
Mary Simon
Brian Urquhart
Jean-Guy Vaillancourt

L'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales a été créé par une loi du parlement du Canada en 1984 pour «accroître la connaissance et la compréhension des questions relatives à la paix et à la sécurité internationales d'un point de vue canadien». L'Institut ne se fait l'avocat d'aucune politique particulière, pas plus qu'il ne prend part à l'élaboration des décisions gouvernementales. L'Institut est une société de la Couronne. Ses administrateurs sont nommés par le gouvernement du Canada qui consulte tous les partis reconnus à la Chambre des communes. Ces dispositions aident à garantir l'autonomie de l'Institut.

PAIX ET SÉCURITÉ

Place de la Constitution
360, rue Albert, bureau 900
Ottawa (Ontario) K1R 7X7
(613) 990-1593

Bureau de rédaction :
Nancy Gordon, *Présidente*

David Cox
Roger Hill
Hilary Mackenzie
Madeleine Poulin

Rédacteur en chef :
Michael Bryans

Rédactrices en chef adjointes :
Hélène Samson
Eva Bild

Rédacteur de la chronique
des livres français :
Jocelyn Coulon

Présentation et production
The Spencer Francey Group,
Ottawa/Toronto

Version française :
Sogestran Inc., Denis Bastien

Courrier de la deuxième
classe - Enregistrement
N° 7944
Port payé à Smiths Falls
ISSN 0831-1846

© L'Institut canadien
pour la paix et la sécurité
internationales, 1988.

Paix et Sécurité paraît tous les trois mois. Ce bulletin vise à informer la population canadienne sur les activités de l'Institut et à favoriser l'expression de toutes les opinions ayant cours au pays sur les questions susmentionnées. Les opinions formulées dans chaque article sont exclusivement celles de l'auteur. N'hésitez pas à nous faire part de vos observations et idées.

Le magazine *Paix et Sécurité* est produit par des moyens électroniques de conception et d'assemblage. La composition finale se fait grâce à une machine Linotronic L-300.

Il est interdit de reproduire des extraits du magazine sans l'autorisation expresse de l'Institut.

TABLE DES MATIÈRES



-
- 2 **LES CANADIENS ET LEUR DÉFENSE** PAR DON MUNTON
Même s'ils n'ont plus des attitudes typiques de la guerre froide, les Canadiens et Canadiennes sont toujours en faveur de l'OTAN et de la défense classique.
-
- 6 **LES POUBELLES DE L'OCCIDENT** PAR ALAIN BORGOGNON
Les pays riches exportent des déchets toxiques à destination des pays pauvres, et cela est presque aussi lucratif pour les intéressés que le trafic des drogues ou le commerce des armes.
-
- 8 **L'INSTITUT A CINQ ANS DÉJÀ!**
Lise Bissonnette, David Cox et Geoffrey Pearson s'interrogent sur les problèmes et l'avenir de l'ICPSI, cinq ans après sa fondation.
-
- 10 **L'IMBROGLIO DES SOUS-MARINS** PAR SHARON HOBSON
Le Canada aura du mal à choisir entre le sous-marin français et son rival britannique, mais en ne retenant ni l'un ni l'autre, il mécontentera ses alliés.
-
- 12 **JOHN W. HOLMES, 1910-1988** PAR KING GORDON
Portrait d'un éminent Canadien qui s'est distingué dans le domaine des affaires politiques et extérieures de son pays.
-
- 22 **LETTRE DE MOSCOU** PAR MICHAEL CONSTABLE
Un plan ingénieux pour réduire les forces classiques ...
-

■ **Don Munton** est professeur de science politique à l'Université de Colombie-Britannique, à Vancouver; **Alain Borgognon** est journaliste à la télévision de Radio-Canada, à Montréal; **David Cox** est membre du département des Études politiques, à l'Université Queen's; **Lise Bissonnette** est journaliste; **Geoffrey Pearson** est directeur général de l'ICPSI; **Sharon Hobson** est correspondante au Canada du *Jane's Defence Weekly*; **King Gordon** est spécialiste en matière de développement et de relations internationales; **Michael Constable** est un illustrateur professionnel.

13 CHRONIQUE DE LA DÉFENSE

17 TRIBUNE

14 CONDENSÉ SUR LA LIMITATION DES ARMEMENTS

18 LIVRES

16 EN DIRECT DE LA COLLINE PARLEMENTAIRE

20 NOUVELLES DE L'INSTITUT

Le sondage

d'opinion réalisé

par l'ICPSI

en 1988

ON A SOUVENT ALLÉGUÉ QUE LA POPULATION canadienne ne s'intéressait pour ainsi dire pas aux questions de sécurité et de défense. C'est la raison pour laquelle on n'entend que peu d'opinions ou de débats éclairés à ce sujet et que le pays n'a jamais vraiment eu pour tradition de vouloir se doter d'une défense forte. D'après C.P. Stacey, le plus éminent historien militaire de notre pays, le Canada est une nation «non-militaire». La population canadienne, affirme-t-il, «semble répugner instinctivement à dépenser en temps de paix pour assurer sa préparation militaire.»

À première vue, les résultats du nouveau sondage d'opinion publique commandé par l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales pourraient

LES CANADIENS ET LEUR DÉFENSE

La majorité des Canadiens et Canadiennes ne partagent plus des points de vue typiques de la guerre froide, mais ils sont malgré tout en faveur de l'Alliance occidentale et de la défense classique.

PAR DON MUNTON

sembler confirmer la thèse selon laquelle la défense et la sécurité sont des questions qui n'intéressent pas la population canadienne. Ainsi, elle voudrait que le Canada reste dans l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) mais elle rejette la doctrine fondamentale de l'Alliance en matière de défense de l'Europe. Elle dit approuver le niveau actuel, et même futur, des budgets de défense, mais ne serait pas prête à payer plus d'impôts s'il le fallait; elle estime que les réductions d'armements vont contribuer à renforcer et non à diminuer la sécurité.

En regardant d'un peu plus près les résultats du sondage, on ne peut pas vraiment parler, au sujet de la population canadienne et des questions de défense et de sécurité, d'ignorance ou d'incohérence, et encore moins de «non-militarisme», surtout dans le contexte de la situation du Canada en matière de sécurité. Si les questions de défense et de sécurité suscitent indéniablement beaucoup moins de controverse publique au Canada que dans de nombreux autres pays, cela ne veut pas nécessairement dire que la population canadienne ignore tout de ces questions ou que ses opinions en la matière se font au gré des événements.

Les résultats du sondage d'opinion publique dont il est ici question montrent qu'en fait, la population canadienne s'appuie, pour se faire une opinion en matière de défense et de sécurité, sur une certaine argumentation politico-stratégique. Ses attitudes dans ce domaine peuvent être analysées en fonction de quatre grandes questions : 1) Quelles sont les ententes que le Canada devrait avoir en matière d'alignement ou de défense? 2) Quel devrait être le niveau des dépenses affectées à la défense? 3) Quels moyens militaires le Canada peut-il et

doit-il avoir? 4) Quelles devraient être les grandes orientations de la politique à suivre?

On peut se demander, pour chacune de ces questions, quelle est à l'heure actuelle la position de l'opinion publique canadienne. Premièrement, il est utile de savoir ce que pense la population canadienne au sujet d'un certain nombre de questions de fond. Le sondage mené par l'ICPSI en 1988 confirme ce que celui de 1987 avait laissé entrevoir, à savoir que l'attitude de la population canadienne face aux questions de paix et de sécurité a profondément changé depuis les années 1960. Certains signes montrent de façon patente que sa perception des pays «amis» et «ennemis» a changé, et que la «menace» n'est plus ce qu'elle était dans les scénarios traditionnels de la guerre froide.

D'une façon générale, la population canadienne fait à peine plus confiance aux États-Unis qu'à l'Union soviétique lorsqu'il s'agit de déterminer lequel des deux pays est le plus à même de faire face aux problèmes mondiaux. De l'avis de la majorité des répondants, aucune des deux superpuissances ne veut réellement le désarmement, et près de la majorité d'entre eux estime ne pouvoir faire confiance ni à l'une ni à l'autre pour ce qui est du respect d'un quelconque accord de limitation des armements.

Si la moitié du public canadien est d'accord pour dire que «la puissance militaire soviétique est de plus en plus menaçante et représente pour l'Occident un danger réel et immédiat», l'autre moitié est d'avis contraire. Interrogés sur la question de savoir quel était, à leur avis, le plus grand danger pour la paix mondiale, 5 p. 100 seulement des répondants ont nommé l'URSS, tandis que la majorité a cité la course aux armements, la prolifération des armes nucléaires et les conflits régionaux extérieurs à l'Europe, comme celui du Moyen-Orient.

En outre, la majorité des répondants, soit 75 p. 100 d'entre eux, estime improbable, voire très improbable, une attaque soviétique contre l'Europe occidentale au cours des dix prochaines années; près de 80 p. 100 des personnes interrogées partagent un point de vue semblable au sujet d'une telle attaque contre l'Amérique du Nord. Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'en matière de sécurité, la population canadienne estime que le danger ne vient plus uniquement de Moscou; il ne vient même plus essentiellement de Moscou.

AUSI FONDAMENTAL ET DURABLE QU'IL PUISSE PARAÎTRE, ce changement n'a en rien ébranlé les convictions de la population canadienne en ce qui a trait à l'alignement international de son pays, qui faisait l'objet de la première question. Elle semble en effet être plus favorable que jamais à l'appartenance du Canada à l'OTAN. En fait, la proportion de répondants qui souhaiterait voir ce rôle diminuer n'est que de 20 p. 100, et elle est encore plus faible pour ce qui est de ceux qui voudraient voir le pays se retirer complètement de l'Alliance. La plupart des répondants (80 p. 100) rejettent l'idée de toute diminution du rôle du Canada. On constate là une évolution par rapport au sondage mené au Canada en 1984 par la *United States Information Agency* (USIA), dans le cadre duquel 89 p. 100 des personnes interrogées s'étaient déclarées contre le retrait du Canada de l'OTAN.

La population canadienne se déclare favorable au maintien, voire à l'accroissement, de la contribution

Il s'agit du deuxième sondage dans une série de sondages commandés et financés chaque année par l'ICPSI. Celui-ci a été conçu par l'auteur. Le présent article récapitule les premiers résultats rendus publics. Le sondage a été proposé par le Longwoods Research Group au cours des mois de juin et juillet 1988 à un échantillon national qu'on a voulu représentatif, constitué à partir d'une liste de 30 000 ménages dressée par la société Market Facts Ltd. Le sondage a été réalisé par courrier, et on a eu au total 1 002 répondants dont 573 avaient déjà pris part au sondage de 1987. Le taux de réponses a été en 1988 de 63 p. 100. La marge d'erreur compte tenu d'un échantillon de cette taille est de l'ordre de plus ou moins 3 p. cent, 95 fois sur 100. Pour les résultats complets du sondage et autres données techniques relatives notamment à l'échantillon, on se reportera au document de travail de l'ICPSI rédigé par Michael Driedger et Don Munton.

militaire de son pays à l'OTAN. En 1987, l'ICPSI avait constaté que la moitié des répondants était favorable à une stabilisation des effectifs canadiens détachés en Europe, alors que près d'un quart des personnes interrogées avait préconisé un accroissement. (Ces proportions n'ont pas beaucoup évolué par rapport au début des années 1960, date à laquelle ces questions ont été posées pour la dernière fois). En 1988, environ 10 p. 100 des répondants ont opté en faveur d'une réduction des forces, et un peu moins de 25 p. 100 d'entre eux ont indiqué souhaiter un retrait total des troupes d'Europe.

Ces chiffres sont d'autant plus surprenants qu'on voit parallèlement que les répondants sont fortement enclins à penser que la meilleure raison possible pour justifier un quelconque accroissement des forces de défense nationales est précisément la protection de la souveraineté et du territoire canadiens. Dans le sondage de 1988, les trois-quarts au moins des répondants ont avancé ce motif, tandis que les autres ont invoqué la défense de l'Europe occidentale ou la recherche par le Canada d'une plus grande influence au sein de l'OTAN.

Bien entendu, ce n'est pas parce qu'elle est favorable à l'Alliance que la population canadienne pense nécessairement qu'il faut continuer à fournir le même effort de défense. On pourrait au contraire s'attendre que, particulièrement dans le cas d'une puissance moyenne comme le Canada, la population préconise une réduction du niveau de participation. Cette situation s'explique par ce que l'on appelle le phénomène des «resquilleurs»: il est courant de constater dans le cas de «denrées collectives» telles que la défense par exemple, que les moins pourvus ont tendance à contribuer moins qu'ils le pourraient en réalité, car ils se rendent bien compte que l'organisation va continuer de prospérer quelle que soit l'intensité de leur effort. Les observateurs ont souvent reproché au Canada la petitesse de son effort en matière de défense, calculé en proportion de son produit national brut (PNB) ou d'après l'importance des dépenses par habitant, les chiffres globaux étant encore plus ridicules. Certains ont même été jusqu'à dire du Canada qu'il était l'exemple type, au sein de l'Alliance, du «resquilleur».

Que cette accusation soit justifiée ou non compte tenu de l'effort de défense du Canada, en termes relatifs ou autrement, il reste que la population canadienne ne semble pas encliner à partager cette façon de penser. Quant à la deuxième grande question posée en 1988 par l'ICPSI, à savoir l'à-propos du niveau de dépenses nécessaires en matière de défense, plus de 40 p. 100 des répondants sont d'accord, voire tout à fait d'accord, pour dire que le gouvernement canadien devrait accroître la proportion de son budget qu'il affecte à la défense. Cela signifie bien entendu que six personnes sur dix sont d'avis contraire, mais il est presque certain cependant que la majorité de ces répondants souhaitent voir les dépenses en matière de défense rester à peu près à leurs niveaux actuels.

ON CONSTATE EN OUTRE QU'AU COURS DES DERNIÈRES DÉCENNIES, la population canadienne est devenue de plus en plus favorable à un renforcement des effectifs des Forces armées. Au moment de la crise des missiles de Cuba en 1962, un des points culminants de la guerre froide, la proportion de Canadiens ou de Canadiennes qui souhaitait un maintien des forces à leur niveau de l'époque était équivalente à celle des Canadiens ou Canadiennes qui voulait un renforcement des effectifs. La même question a été posée par l'ICPSI dans le cadre de son sondage de 1987; on a constaté cette fois que les répondants étaient favorables, dans une proportion de deux contre un, à un accroissement des effectifs, et non

à un maintien aux niveaux existants. La proportion de répondants s'étant déclarée en faveur d'une réduction des forces était toujours presque négligeable.

L'un des facteurs ayant joué ici tient sans aucun doute au fait que le public reconnaît la justesse des déclarations ministérielles et des multiples critiques prononcées dans les médias au sujet du piteux état d'une grande partie de l'équipement des Forces armées canadiennes. Mais il y a également un autre facteur à prendre en compte.

Dans le cadre du sondage mené par l'USIA un mois après la victoire du gouvernement Mulroney lors des élections de 1984, on a demandé à la population canadienne dans quelle mesure elle estimait équitable et suffisante la contribution de son pays à la défense de l'Europe occidentale. Compte tenu du fait que les gens hésitent toujours un peu à admettre qu'ils sont des tire-au-flanc, il est révélateur de constater que 44 p. 100 des répondants ont admis que le Canada ne contribuait peut-être pas suffisamment. La proportion de ceux qui ont estimé que leur pays en faisait assez n'a été que de 25 p. 100.

Il convient ici de faire une importante réserve: l'appui des Canadiens et Canadiennes en faveur d'un accroissement des budgets de défense est qualifié par les enquêteurs de «modéré». Tout de suite après la question sur les budgets de défense, les personnes interrogées dans le cadre du sondage de l'ICPSI devaient dire dans quelle mesure, à leur avis, il faudrait que le gouvernement canadien augmente les impôts pour financer les hausses du budget de la défense. Parmi ceux qui s'étaient déclarés en faveur d'une augmentation des dépenses, un tiers environ des répondants, soit 32 p. 100, ont indiqué qu'ils accepteraient de payer plus d'impôts.

Parallèlement, on constate que parmi les Canadiens ou Canadiennes qui prétendent être, dans l'ensemble, favorables à une augmentation de l'effort de défense, il y en a environ trois sur dix qui disent ne pas être disposés à se serrer la ceinture et à payer plus d'impôts pour financer les hausses requises (Voir le diagramme 1). Il y aurait bien sûr d'autres moyens de financer un accroissement du budget de la défense. Si l'on prend, par exemple, la solution des coupures dans d'autres programmes de dépenses, l'option d'une augmentation des impôts est sans équivoque la moins populaire. Si l'on en croit les résultats du sondage Goldfarb réalisé en 1984, la solution des coupures dans les services sociaux semble être la moins acceptable, mais lorsqu'il s'agit de savoir comment on pourrait financer un budget de défense plus important, il y a trois fois plus de personnes disposées à diminuer l'aide extérieure que de personnes prêtes à réduire les pensions et les allocations familiales.

En résumé, la tiédeur apparente de l'appui en faveur d'une augmentation des dépenses dans le domaine de la défense doit être analysée en fonction de l'impopularité des différentes solutions proposées pour financer cet accroissement. L'une des propositions dont il est certain qu'elle suscitera plus d'opposition que l'augmentation des dépenses gouvernementales est la hausse des impôts. Il faut également tenir compte du fait que lors- >

Diagramme 1

Le gouvernement canadien devrait dépenser beaucoup plus pour sa défense – *vraiment en désaccord, en désaccord, d'accord, vraiment d'accord.*

Le gouvernement canadien devrait augmenter les impôts afin d'accroître ses dépenses à la défense – *vraiment en désaccord, en désaccord, d'accord, vraiment d'accord.*



qu'il s'agit d'augmenter les revenus, on constate souvent que les Canadiens et les Canadiennes se disent plus opposés à toute augmentation quelle qu'elle soit, en particulier à une augmentation des impôts, dans les sondages d'opinion, qu'ils ne le sont en réalité.

Les troisième et quatrième questions ont été analysées conjointement : quels moyens militaires le Canada peut-il et doit-il avoir? Quelles devraient être les grandes orientations de la politique à suivre dans ce domaine? D'une façon on ne peut plus claire et sans aucune équivoque, les répondants ont rejeté la solution des armes nucléaires pour le Canada. Seule une faible proportion des personnes interrogées, soit 14 p. 100, a indiqué que le Canada devrait équiper ses Forces armées d'armes nucléaires. Ce résultat est comparable à celui obtenu dans le cadre du sondage réalisé en 1985 par Radio-Canada, où un tiers environ des personnes interrogées ont déclaré envisager la possibilité que le Canada ait des armes nucléaires «sur son territoire». Il semble que la subtile distinction à faire entre le fait, pour le Canada, d'avoir de telles armes dans son arsenal ou d'avoir sur son territoire les armes nucléaires d'autres pays n'ait pas échappé au public canadien.

Toutefois, cette position anti-nucléaire ne se traduit pas automatiquement par une opposition au projet du gouvernement Mulroney d'acheter une flotte de sous-

marins à propulsion nucléaire. À la question : «Le gouvernement canadien a récemment fait part de son intention de faire l'achat de dix à douze sous-marins à propulsion nucléaire afin de permettre aux Forces armées de patrouiller les trois océans entourant le Canada. Approuvez-vous ou désapprouvez-vous ce projet?», 55 p. 100 des personnes interrogées par l'ICPSI ont indiqué être favorables, voire tout à fait favorables. En fait, la proportion de ceux qui approuvent l'acquisition des sous-marins à propulsion nucléaire tout en se déclarant contre les armes nucléaires pour le Canada est à peu près équivalente à

celle des répondants qui sont contre les deux options (44 p. 100 contre 42 p. 100; voir le diagramme 2).

Ces deux positions sont tout de même interdépendantes : parmi la majorité de personnes en faveur d'une force nucléaire pour le Canada, la quasi-totalité d'entre elles sont aussi favorables aux sous-marins nucléaires. Par contre, celles qui sont contre les armes nucléaires et qui constituent la majorité sont, dans une large mesure, contre l'achat par le Canada de sous-marins à propulsion nucléaire. Il ne faut pas en conclure pour autant que le public canadien confond le concept de propulsion nucléaire avec les armes nucléaires en tant que telles; les résultats de sondages antérieurs montrent d'ailleurs peu d'exemples de pareille confusion. L'opposition vient surtout du fait que le Canada entrerait, en se dotant d'armes nucléaires, dans une sorte de «club nucléaire» exclusif.

Dans d'autres sondages où les questions étaient formulées différemment, l'acquisition par le Canada de sous-marins à propulsion nucléaire a semblé recueillir moins de suffrages favorables. Dans les questions posées par Radio-Canada et par le Centre canadien pour

le contrôle des armements et le désarmement, le rôle destiné à ces sous-marins dans les «trois océans» n'est pas mentionné, et on met plutôt l'accent sur les quelques milliards de dollars que va coûter le programme. Il semble que cette formulation contribue à faire tomber à 40 p. 100 environ ou moins le pourcentage de répondants qui sont en faveur de cet achat. Il faut dire cependant que la mention d'un coût a souvent pour effet de rendre tout achat beaucoup moins tentant. Il en va d'ailleurs de même pour la perspective d'une augmentation des impôts. Dans le cas de la proposition des sous-marins, il est évident, contrairement à ce qui se passe pour le budget de la défense en général, que l'opposition du public ne vient pas uniquement du prix élevé de l'achat envisagé.

Si le public canadien semble de toute évidence d'accord pour dire que les moyens de défense du Canada devraient être des moyens traditionnels, et non nucléaires, la question de savoir quelles devraient être les grandes politiques d'ensemble en la matière est loin, quant à elle, de faire l'objet d'un pareil consensus. Il est particulièrement surprenant de constater que les Canadiens et les Canadiennes ne sont pas particulièrement en faveur d'un recours par l'OTAN aux armes nucléaires, en cas d'attaque soviétique contre l'Europe occidentale, si les moyens de défense traditionnels devaient s'avérer inefficaces. Un tiers seulement d'entre eux sont en faveur de cette option, même si le recours en premier aux armes nucléaires est une des doctrines fondamentales de l'Alliance. Si la plupart des Européens sont, et on peut le comprendre, contre le recours en premier, on aurait pu s'attendre que le public canadien ait moins de scrupules relativement à l'utilisation d'armes nucléaires sur le territoire européen.

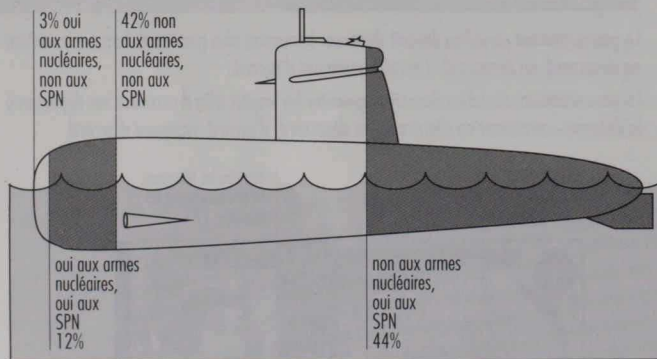
Tous ces résultats ne nous permettent pas vraiment de conclure que les Canadiens et Canadiennes sont antimilitaires; il n'y a même pas de quoi les qualifier de «non-militaires», si l'on entend par là qu'ils rechignent à garder en temps de paix le même budget de défense. On ne peut certainement pas dire de la population canadienne qu'elle est «non-militaire» uniquement du fait qu'elle manque de cohérence dans ses positions en matière de défense et de sécurité. En fait, il ressort de tous ces sondages que les Canadiens et les Canadiennes ont adopté, en matière de politique de défense, deux «logiques» auxquelles ils sont relativement fidèles. Ainsi, ceux qui sont en faveur d'une intensification de l'effort de défense sont également ceux qui préconisent, le cas échéant, une augmentation des impôts en vue de payer la note, un engagement plus marqué du Canada au sein de l'OTAN et l'acquisition de sous-marins à propulsion nucléaire; ceux qui disent ne pas être en faveur de l'une ou l'autre de ces initiatives ont tendance à rejeter aussi les autres initiatives.

Mais la chose la plus intéressante à relever est peut-être le fait que les Canadiens et les Canadiennes continuent de croire à l'OTAN et aux armes conventionnelles, et ce même si la conception traditionnelle de l'ennemi a considérablement changé et que l'on ne perçoit plus de menace immédiate. Étant donné qu'elle n'a aucun fondement psychologique, cette conviction pourrait facilement s'évaporer. Dans ce cas, il est possible que le prochain gouvernement se trouve confronté à un sérieux problème : comment faire en sorte que le public canadien continue d'appuyer le programme de défense, alors que les relations entre les superpuissances sont en train de s'améliorer et que l'on enregistre, dans le domaine des relations Est-Ouest, de nouveaux progrès qui pourraient déboucher sur une réduction des stocks d'armes conventionnelles et nucléaires. □

Diagramme 2

Le Canada devrait doter ses Forces armées d'armes nucléaires – vraiment en désaccord, en désaccord, d'accord, vraiment d'accord.

Le gouvernement canadien a récemment fait part de son intention de faire l'achat de douze sous-marins nucléaires (SPN), afin de permettre aux Forces armées de patrouiller les trois océans entourant le Canada. Approuvez-vous ou désapprouvez-vous ce projet – désapprouve complètement, désapprouve, approuve, approuve complètement.



Les superpuissances et la sécurité internationale

Les résultats d'un sondage comparatif mené dans trois pays différents.

DANS TROIS GRANDS PAYS OCCIDENTAUX, SOIT LE CANADA, LE ROYAUME-UNI ET LA République fédérale d'Allemagne, le public continue de nourrir une méfiance généralisée à l'égard des deux superpuissances, et ce en dépit des réunions au sommet de Washington et de Moscou, de la récente amélioration des relations entre les États-Unis et l'URSS et de la ratification du traité sur les forces nucléaires intermédiaires (FNI).

Tels sont les résultats d'un sondage d'opinion publique mené en coopération récemment dans ces trois pays; il s'agit du premier sondage réalisé simultanément sur ce sujet dans ces trois nations. Les résultats de ce sondage «multinational» corroborent très nettement ceux du sondage réalisé antérieurement par l'ICPSI. (Voir *Paix et Sécurité*, hiver 1987-1988).

À la fin des années 1980, les populations canadienne, ouest-allemande et britannique craignent moins qu'avant la menace militaire de l'Union soviétique. Elles considèrent avec autant de scepticisme les politiques des États-Unis que celles de l'URSS, et estiment que le problème ne vient pas de l'URSS en tant que telle mais des deux superpuissances. Et le consensus sur ce point est d'autant plus frappant qu'il est exprimé par trois pays alliés géographiquement éloignés.

À la question de savoir quelle était, à leur avis, la plus grave menace pour la paix mondiale, seuls quelques répondants canadiens, britanniques et ouest-allemands ont nommé l'URSS (voir le diagramme 3). Il y a eu autant, sinon plus, de répondants qui ont cité le chef de file de l'Alliance atlantique, soit les États-Unis, comme constituant la plus grave menace. (Le rapport a été de 11 p. 100 contre 5 p. 100 au Canada, de 16 p. 100 contre 2 p. 100 au Royaume-Uni et de 4 p. 100 dans les deux cas en République fédérale d'Allemagne.) On remarque en particulier que la proportion de ceux qui voient dans la course aux armements entre les superpuissances le plus sérieux problème est plus importante en République fédérale d'Allemagne. Pour la plupart des gens, ce sont la prolifération nucléaire et les conflits régionaux comme celui du Moyen-Orient qui constituent les plus graves dangers pour la paix mondiale.

De la même façon, une écrasante majorité de répondants dans les trois pays alliés, soit plus de 85 p. 100 d'entre eux, estime improbable, voire tout à fait improbable, l'éventualité d'une attaque soviétique contre l'Europe de l'Ouest, ce qui est le scénario de guerre classique de l'OTAN. Des majorités aussi importantes, voire plus importantes encore, considèrent qu'il y a peu de risques de voir les Soviétiques attaquer l'Amérique du Nord, le Japon ou la Chine.

La perception manichéenne de l'époque de la guerre froide s'est de toute évidence atténuée, quand elle n'a pas complètement disparu. Dans chacun des pays ayant pris part au sondage, seule une minorité de répondants pense que l'URSS vise la domination du monde. Il semble cependant que les répondants canadiens et ouest-allemands soient plus enclins que les Britanniques à croire que les Soviétiques poursuivent cet objectif d'hégémonie.

Dans les trois pays interrogés, la plupart des répondants semblent peu enthousiasmés par les politiques des deux superpuissances. Une majorité de Canadiens, de Britanniques et d'Ouest-Allemands n'ont que peu, très peu ou pas du tout confiance dans la «capacité des États-Unis de faire face aux problèmes

mondiaux actuels.» Même si dans les trois pays interrogés, la majorité de ces personnes dit n'avoir pas plus confiance dans l'URSS à cet égard, quatre répondants canadiens et britanniques sur dix (40 p. 100), et un répondant ouest-allemand sur trois (33 p. 100) ont très confiance, voire extrêmement confiance, dans la capacité de l'Union soviétique de faire face aux problèmes actuels du monde.

En dépit des sommets tenus par les superpuissances et de l'amélioration des relations entre ces deux nations, plus d'une personne sur quatre, au Canada comme au Royaume-Uni, croit toujours au risque d'une guerre nucléaire, estimée probable, sinon très probable. Pour expliquer un tel pourcentage de répondants «inquiets», on peut peut-être préciser qu'un petit nombre seulement de répondants pense que la guerre, si elle devait éclater, résulterait d'une attaque délibérée.

Pour la plupart des gens, les scénarios les plus probables ne sont pas ceux qui sont habituellement évoqués dans le cadre des débats sur les problèmes soulevés par la sécurité des pays occidentaux. Dans les trois pays interrogés, soit le Canada, le Royaume-Uni et la République fédérale d'Allemagne, plus de six personnes sur dix sont d'avis qu'il est plus plausible de croire que, s'il devait y avoir attaque nucléaire, elle serait accidentelle, et non le résultat d'une agression préméditée. Quand on a demandé aux participants de dire quel était le pays qu'ils craignaient le plus, relativement en particulier à une attaque nucléaire, 40 p. 100 de tous les répondants, dans l'ensemble des nations interrogées, ont cité un autre pays que l'URSS ou les États-Unis.

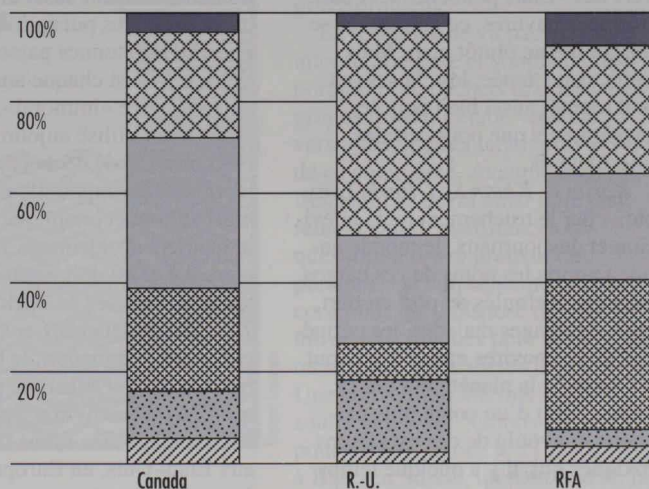
Il semble qu'il y ait en matière de sécurité un impératif absolu : réduire les stocks d'armes nucléaires. Dans les trois pays ayant participé au sondage, plus des trois-quarts des personnes interrogées sont d'accord, voire tout à fait d'accord, avec l'énoncé suivant : «Le meilleur moyen de renforcer la sécurité des pays occidentaux consisterait à réduire de façon significative les armes nucléaires, tant aux États-Unis qu'en URSS».

En dépit du fait que le Canada, le Royaume-Uni et la République fédérale d'Allemagne, sont tous trois des alliés des États-Unis, il est surprenant de constater que très peu de personnes interrogées ont indiqué qu'elles voudraient vivre dans un monde caractérisé par une suprématie militaire américaine. Dans chacun de ces pays occidentaux, une grande majorité de répondants, soit plus de 80 p. 100 d'entre eux, préférerait que les deux superpuissances aient une puissance militaire globale à peu près équivalente. □

Diagramme 3

Laquelle des situations suivantes constitue à votre avis la plus grande menace à la paix mondiale?

- Les actions soviétiques sur la scène internationale
- Le déploiement des armes nucléaires dans les pays plus petits
- La course aux armements des superpuissances
- Les actions des États-Unis sur la scène internationale
- La situation prévalant au Moyen-Orient
- Les conflits ailleurs dans le monde



Les résultats des sondages d'opinion publique présentés ici sont le fruit du International Security Project, une initiative conjointe de trois organisations nationales de sondage et de l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales (ICPSI). Comme le sondage plus important réalisé à l'échelle nationale et cité dans le présent numéro de Paix et Sécurité, cette enquête multinationale a été coordonnée par le professeur Don Munton, de l'Université de Colombie-Britannique. Les résultats de cette étude comparative ont été publiés pour la première fois en août 1988. Au Royaume-Uni, le sondage a été confié à la Social Surveys Ltd (Sondages Gallup). Il a été mené sous forme d'entrevues, avec un échantillon national de 819 adultes âgés d'au moins 18 ans, entre le 7 et le 12 juillet 1988. En Allemagne de l'Ouest, le sondage a été effectué par l'Institute für Angewandte Sozialwissenschaft (INFAS), à partir d'un échantillon national de 1473 adultes âgés d'au moins 18 ans, interrogés entre le 11 et le 23 juillet 1988. Les pourcentages obtenus avec des échantillons de cette taille sont en général exacts, compte tenu d'une marge d'erreur de plus ou moins 3 p. 100, 95 fois sur 100.

LES POUBELLES DE L'OCCIDENT

Expédier le plus loin possible ce qui est dangereux et indésirable n'est pas nouveau pour l'Occident. Il y a deux siècles, la France envoyait déjà ses forçats à l'île du Diable et l'Angleterre les siens en Australie. Avec les déchets toxiques, l'histoire ne fait que se répéter.

PAR ALAIN BORGOGNON

LE SCANDALE A FINALEMENT éclaté en 1988. On savait pourtant depuis plusieurs années déjà que des pays riches exportaient leurs déchets toxiques vers des «États poubelles». À part quelques bavures, ce commerce se portait même plutôt bien. Mais voilà, cette année, les choses ont mal tourné, aussi bien pour les exportateurs que pour certains importateurs.

Karim B. Khian Sea, Bark, Lynx, etc... par le truchement de la télévision et des journaux, le monde entier a appris les noms de ces cargos maudits. Refoulés de port en port, leurs équipages malades, les péripéties de ces navires errant d'un bout à l'autre de la planète ont fait la «une». Tout d'un coup, plus personne n'a voulu de ces cargaisons toxiques qui, il y a quelque temps encore, retenaient pourtant à peine l'attention.

Trop de pays, trop de déchets, trop de bateaux, trop d'intermédiaires, trop d'argent, trop d'accidents, etc... ce «commerce» ne pouvait apparemment pas rester discret plus longtemps. Sous la pression des médias et de quelques politiciens courageux, les langues se sont déliées, et la vérité a éclaté au grand jour : le Sud sert de poubelle aux industries polluantes du Nord. En termes plus «positifs», on peut dire que l'Occident se soulage des déchets toxiques qui l'étouffent, tout en faisant pleuvoir des devises sur des pays gravement endettés.

On estime le volume annuel des rejets industriels potentiellement dangereux dont doivent se débarrasser les pays industrialisés à 400 millions de tonnes. Les États-Unis largement en tête, presque tous les pays industrialisés ont exporté, exportent ou ont tenté d'exporter des déchets toxiques avec la complicité plus ou moins tacite de leurs gouvernements. De son côté, la liste des États importateurs est fort longue. Elle comprend de nombreux pays africains, asiatiques, sud-américains

et antillais. Des pays du bloc de l'Est en manque de devises acceptent également de grandes quantités de déchets du monde capitaliste. Les relations inter-allemandes dans ce domaine seraient aussi discrètes qu'importantes puisqu'on avance que 700 000 tonnes passeraient de l'Ouest à l'Est chaque année.

Commerce «immoral», c'est le qualificatif utilisé aujourd'hui, l'exportation de déchets toxiques répond à des impératifs politiques, mais surtout économiques pour les industriels occidentaux. Ils paient entre 2,5 et 40 dollars américains la tonne entreposée en Afrique contre 75 à 300 dollars chez eux! Même en comptant le transport, le bénéfice reste énorme. On estime par ailleurs qu'il en coûte environ 2 400 \$ pour «détoxifier» une tonne de déchets aux États-Unis, en Europe et au Japon. Économiquement parlant, il est donc bien plus avantageux d'exporter. À ces considérations financières, il convient d'ajouter deux éléments politiques. Le premier est que, dans les pays développés, le vent souffle maintenant en faveur des écologistes. Le second, conséquence du premier, les industries sont aux prises avec des réglementations nationales de plus en plus strictes qui interdisent d'abandonner sur leur territoire n'importe quoi, n'importe où.

Fait à noter, aucun des scandales révélés ces dernières années ne l'a été par les gouvernements occidentaux. En général, les administrations se contentent de prendre note des intentions des exportateurs. La plupart du temps, et c'est le cas aux États-Unis, les fonctionnaires vérifient si «les papiers sont en ordre», c'est-à-dire si le pays d'accueil est bien disposé à recevoir «la marchandise». Après tout, fait-on valoir, il n'y a rien d'illégal si les deux parties sont consentantes. Et c'est comme cela que, l'an dernier seulement, 400 navires chargés de déchets toxiques ont officiellement quitté les ports

américains à destination du Canada, de l'Europe, de l'Asie et de l'Afrique.

Combien de bateaux arrivent à décharger leurs marchandises? Combien vident leurs cales en mer en achetant le silence des équipages? Combien y a-t-il de dépotoirs toxiques clandestins en Afrique de l'Ouest seulement? Combien de personnes ont souffert ou souffrent encore par suite de contacts avec des produits entreposés près de chez eux et qu'ils ne connaissaient pas? Personne n'a de chiffres. En fait, compte tenu de la gravité de la question, on dispose de très peu d'informations. Les scandales qui ont éclaté ces derniers mois ne seraient que la pointe de l'iceberg!

Guinée-Bissau. Il y a un an environ, une société de l'île de Man contacte le ministre des Richesses naturelles de ce pays. Il s'agit d'entreposer à Binta des déchets pharmaceutiques américains. L'offre : 3 millions de tonnes pendant cinq ans à raison de 40 \$ la tonne. La Guinée-Bissau fait ses comptes : 600 millions, soit deux fois l'encours de sa dette extérieure, trois fois son produit intérieur brut (PIB), vingt-cinq fois ses recettes annuelles d'exportation! C'est le contrat du siècle! Le 9 février 1988, une première signature a lieu. Le 14 avril, une «fuite» dont l'origine n'a jamais été identifiée, permet à l'agence de presse portugaise *Lusa* de révéler toute l'affaire... et de la faire échouer.

Guinée. Le 16 février dernier, le cargo *Bark* dépose dans l'île de Kassa, juste en face de Conakry, 14 500 tonnes de cendres, des résidus d'un incinérateur de Philadelphie. Les autorités locales ne sont apparemment pas au courant, et il n'est jamais question de déchets toxiques. On parle plutôt de cendres et de matériaux de construction. L'odeur insupportable dans un premier temps, puis le fait que la végé-

tation environnante meurt, font réagir la population locale. Le scandale éclate. Le président guinéen fait emprisonner des fonctionnaires pour complicité et corruption. Mêlé à l'affaire, le consul de Norvège à Conakry est inculpé. On apprend alors qu'au total 85 000 tonnes de cendres – qui avaient auparavant été refusées au Panama parce que toxiques – devaient être entreposées à Kassa au coût de 12 \$ la tonne! Le 19 juin, la Norvège dépêche un cargo pour récupérer les produits en question et nettoyer les lieux. Rapaatriées, ces cendres sont aujourd'hui entreposées dans l'Ohio.

Bénin. Une compagnie de Gibraltar signe le 12 janvier 1988, un contrat avec quatre ministres du Bénin. L'enjeu : stocker des centaines de milliers de tonnes de boues industrielles, de matières polymérisées, de déchets minéraux et d'autres «matières éventuellement convenues de temps à autre!» Le prix de l'entreposage : 2,50 \$ la tonne... plus un investissement de 50 cents par tonne dans l'agriculture et le tourisme béninois. Il faudra que le ministre de la Santé – qui n'était pas au fait du contrat – et que des écologistes locaux interviennent vivement auprès du président pour que le projet soit abandonné.

Nigéria. Le 2 juin dernier, le journal romain *Il Mondo* parle d'un trafic de déchets toxiques entre l'Italie et le Nigéria. L'information s'avère juste puisqu'on découvre dans le port de Koko 2 000 barils, dont 200 contiennent du polychlorure biphényl. On décèle également des traces de radioactivité. C'est un cargo danois qui a amené les fûts en octobre et novembre 1987. Ses cargaisons, chargées à Pise, avaient d'abord été refusées par la Roumanie. Cette affaire déclenche une crise diplomatique entre Lagos et Rome. Quinze personnes sont arrêtées au Nigéria, dont deux Italiens. La peine capitale sera peut-être appliquée, a annoncé le gouvernement nigérian. En attendant, des dizaines d'habitants de

Koko sont traités à l'hôpital pour des troubles nerveux....

ZAIRE, GUINÉE ÉQUATORIALE, ZIMBABWE, Sénégal, Mauritanie, Haïti, Venezuela, Brésil, Syrie, Liban, Bahamas, Panama, Guatemala, Inde, Corée du Sud, etc... autant de pays, autant de tentatives récentes de déchargements de produits toxiques occidentaux qui, depuis vingt-quatre mois, ont fait la «une» des médias locaux ou internationaux. Dans la plupart de ces cas, les visées des exportateurs ont – apparemment – échoué. Mais combien d'autres initiatives ont réussi depuis dix ans ? Où sont les déchets toxiques qui ont quitté les ports occidentaux et que les cargos n'ont pas ramenés ? Quels sont les produits en cause ? Il est impossible de répondre à ces questions. Dans les milieux spécialisés, on estime que, pour un essai qui échoue, il y en a au moins sept qui aboutissent sans problème quelque part en Afrique, en Asie, en Amérique du Sud ou dans les Caraïbes!

Le cas de la compagnie américaine *Nedlog* est un bon exemple de ce qui s'est passé jusqu'à ce jour. En 1979 déjà, elle signait un contrat de 25 millions de dollars avec le Sierra Leone pour l'entreposage de déchets. À partir de 1980, elle a conclu toute une série d'ententes avec Haïti, les Bahamas, le Mexique, le Honduras, la République dominicaine, le Costa Rica et la Corée du Sud....

Ce qui est particulièrement grave – pour ne pas dire criminel – avec les produits toxiques, c'est que les pays qui les reçoivent n'ont généralement aucun moyen technique de vérifier les cargaisons. De plus, la structure géologique des lieux d'entreposage fait rarement l'objet d'études, si bien que des nappes d'eau potable ou des zones de pêche peuvent facilement être contaminées. Il faut également envisager la possibilité que le niveau de toxicité des cargaisons reste élevé durant des dizaines d'années, voire des siècles dans le cas de certains composés organiques. Sur le plan médical enfin, ces pays ne peuvent d'aucune façon faire face à d'éventuels drames, d'autant plus s'ils ignorent la composition exacte des substances dangereuses.

LE DÉSARROI DES PAYS OCCIDENTAUX vis-à-vis des déchets toxiques est presque aussi total. Seveso (Italie), Love Canal (États-Unis), Lekkerkerk (Pays-Bas), l'usine métallurgique Hoboken-Overpelt (Bel-

gique), Georgswerder (Allemagne de l'Ouest), St-Basile-le-Grand (Canada), Los Alfaques (Espagne), etc... sont là pour le prouver, tout comme les terres, les mers, les fleuves et les lacs intoxiqués. L'*Environmental Protection Agency* (EPA), aux États-Unis, a dénombré, en 1985, 21 512 sites potentiellement dangereux. En Angleterre, le gouvernement évalue à 10 000 hectares la superficie des sols contaminés. Au rythme auquel on produit des déchets toxiques aux États-Unis (plus de 300 millions de tonnes par année), on estime que



Normand Cousineau

d'ici dix ans la moitié des décharges industrielles du pays afficheront «complet». Et la situation n'est guère meilleure en Europe et au Japon. En 1983, l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) évaluait à 5 000 le nombre de cargaisons de produits toxiques qui avaient voyagé entre le Canada et les États-Unis cette année-là, et à 100 000, celles qui avaient voyagé entre les pays européens membres de l'organisation internationale.

En outre, les problèmes de synergie (mélanges, interactions) entre les substances sont peu connus et donc encore mal maîtrisés. Sur le plan médical aussi, l'Occident est démuné devant les maladies causées par la présence dans l'environnement de produits toxiques. Et, ce qui n'arrange rien, environ 2 000 nouvelles substances sont utilisées chaque année par les industries, ce qui rend la carte de la toxicité presque impossible à dessiner. Les scandales de ces derniers mois et la

valse des bateaux errant à la recherche d'«États poubelles» ont tout de même eu quelque chose de bon. Les populations potentiellement victimes, surtout le long des côtes d'Afrique de l'Ouest, sont maintenant alertées. Les procès qui s'amorcent, par exemple en Guinée et au Nigéria, risquent d'avoir un effet de dissuasion, surtout s'il y a des condamnations, voire des exécutions, d'intermédiaires européens ou américains. Par ailleurs, plusieurs pays qui ont servi de «poubelles toxiques» vont maintenant chercher à mieux se protéger par le

moins entre elles. Il faut également penser de plus en plus «retraitement» et de moins en moins «stockage», quel que soit le coût de ce changement de stratégie. Le 22 septembre dernier, l'Italie – un des plus gros exportateurs après les États-Unis – annonçait le retour dans ses ports de cinq cargos qui parcouraient le monde depuis des mois à la recherche d'un «État poubelle». Plusieurs autres pays ont annoncé un resserrement de leurs contrôles (Belgique, Danemark, Grèce, Pays-Bas, France). Au niveau international, l'OCDE, la Communauté économique européenne, l'Organisation de l'unité africaine et le Programme des Nations-Unies pour l'environnement tentent actuellement de statuer juridiquement sur ce grave problème.

La tendance ne va pas vers une interdiction pure et simple des exportations de déchets toxiques. Les propositions à l'étude vont plutôt vers une réglementation plus sévère de ce commerce. Avant tout envoi, l'expéditeur devra ainsi faire clairement état des substances en question, il devra prouver que l'importateur est non seulement d'accord mais qu'il dispose de tous les moyens techniques pour entreposer ou détruire les matières en question. Une convention internationale – sous l'égide des Nations-Unies – pourrait être signée le 21 mars 1989 à Bâle, en Suisse, un haut lieu de la chimie internationale. Les pays de l'Est, qui réalisent petit à petit que leurs déchets – ajoutés à ceux que l'Ouest entrepose chez eux contre forte rémunération – présentent des risques à très long terme, participent activement à la préparation de ce document.

L'Occident se doit de réagir car la présente situation a quelque chose de déstabilisant. Outre des injustices politiques et économiques flagrantes et les risques élevés pour la santé de populations entières, c'est la qualité des rapports entre les peuples qui est en cause. Par ce commerce, le fossé Nord-Sud s'élargit, s'aggrave, et la confiance entre les nations, ingrédient pourtant essentiel à long terme à la paix et à la sécurité, n'est plus qu'une valeur dénuée de sens.... □

Pour en savoir plus

J.-P. Hannequart, «La politique de gestion des déchets», Institut pour une politique européenne de l'environnement, Berlin, 1983.

Jeune Afrique, Enquête, juillet 1988.

New York Times, «Waste Dumpers Turning to West Africa», 17 juillet 1988.

LA SOLUTION ? IL FAUT BIEN SÛR que les industries coupables règlent leurs problèmes chez elles, ou du

L'INSTITUT A CINQ ANS DÉJÀ!

UNE ENTREVUE-DISCUSSION



BISSONNETTE : Geoffrey, peut-être voudriez-vous commencer par une synthèse personnelle de ce que vous pensez après ces années passées à l'Institut.

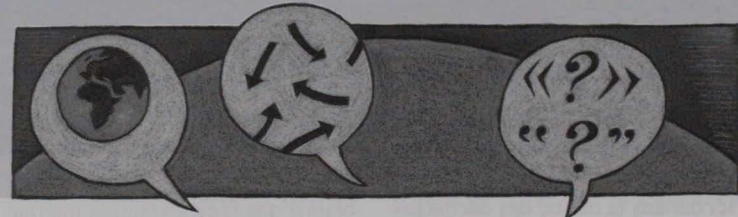
PEARSON : Dans l'avenir, nous allons devoir essayer de décider s'il nous faut choisir plus soigneusement nos tâches, et comment il convient de procéder, en particulier, pour étudier à la fois les questions nationales et internationales... La signification du mot «sécurité» est aujourd'hui tellement vague qu'elle peut englober presque n'importe quoi. Hier, devant les Nations-Unies, le premier ministre a parlé surtout de la pauvreté et de l'environnement, et il a évoqué la nécessité de créer un nouveau centre d'études sur l'environnement. Et bien, qui sait, dans cinq ans d'ici, il existera peut-être une dizaine d'instituts canadiens qui se pencheront plus expressément sur divers aspects de la sécurité internationale. Que ferons-nous alors ? L'ICPSI sera-t-il obligé de se concentrer sur les définitions plus traditionnelles de la sécurité, sur des questions militaires principalement, et de laisser les autres volets de la sécurité à des organismes plus spécialisés ? J'espère que non.

COX : À votre avis, l'Institut doit-il s'en tenir à ce à quoi ses créateurs le destinaient ?

PEARSON : Selon moi, le texte de la Loi portant création de l'Institut a une connotation assez vaste qui peut désigner ou justifier tout ce que nous pourrions vouloir faire. Dans l'expression «solution des conflits», par exemple, on peut très bien entendre par ce dernier mot les conflits découlant de problèmes environnementaux ou de la pauvreté, ou tout autre dilemme conduisant à la guerre. Je ne pense donc pas que la Loi soit restrictive. C'est plutôt la

En juin 1984, la Chambre des communes a adopté à l'unanimité le projet de loi C-32, qui créait l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales (ICPSI). Depuis, quelles ont été les réalisations de ce dernier ? Le fait qu'il soit situé à Ottawa nuit-il à l'Institut ? Est-ce un organisme trop anglophone ? Comment l'ICPSI adaptera-t-il son mandat à un monde où s'opèrent des changements rapides ?

Pour réfléchir à ces questions et à d'autres encore, le magazine *Paix et Sécurité* a invité trois personnes ayant divers rapports avec l'Institut à participer à une discussion à bâtons rompus le 30 septembre dernier. C'était **Lise Bissonnette**, journaliste et membre du conseil d'administration de l'ICPSI depuis 1986; **David Cox**, membre du département des Études politiques à l'Université Queen's et ancien directeur de la Recherche à l'Institut; et **Geoffrey Pearson**, directeur général sortant de l'ICPSI et ancien ambassadeur du Canada en URSS.



nature du processus de sélection de nos activités qui l'est, vu les diverses voies possibles.

BISSONNETTE : Pour ce qui est de la place de l'Institut sur la scène internationale (je vais faire de la provocation ici), j'ai toujours l'impression que l'on est tout simplement en train d'essayer de se positionner dans l'univers international des grandes conférences. Pour être là, on fait de la recherche sur n'importe quoi, comme vous dites : le Moyen-Orient ici, l'Asie du Sud-Est là, puisqu'il s'agit d'être invité un jour à Moscou, le lendemain à Stockholm, le surlendemain à Washington, après au Pakistan. Je pense que c'est déjà fait, c'est déjà gagné, on connaît l'Institut, j'imagine, à travers le monde. Mais il n'y a pas de – je vais même employer un mot québécois – «spécificité» canadienne pour l'Institut sur la scène internationale, et c'est cela que

j'aimerais voir se développer. Sur quels sujets devrait-on travailler ? Effectivement, est-ce que, parce que le Canada est spécialiste en vérification, l'Institut doit faire des recherches du côté de la vérification ?

PEARSON : Je n'ai pas encore décidé personnellement quelle était la meilleure voie à suivre. L'Institut a aussi pour mandat d'éduquer, et d'éduquer principalement la population canadienne, et non les Suédois, les Norvégiens ou les Palestiniens. Et c'est pourquoi il se préoccupe des intérêts des Canadiens et Canadiennes. Peu importe qu'ils veulent en savoir davantage sur les missiles de croisière ou sur la conjoncture namibienne, ce sont deux questions qui intéressent le Canada. On peut donc faire valoir le bien-fondé de la politique du coup par coup. Il nous incombe, à mon avis, de décider si nous voulons continuer dans cette voie et travailler en fonction des intérêts de la population, ou si nous voulons nous concentrer sur des thèmes particuliers, comme d'autres instituts l'ont fait, ce qui leur a valu leur réputation.

L'IISS (*International Institute for Strategic Studies*), à Londres, est connu pour l'orientation Est-Ouest de ses études, et c'est par elles qu'il a acquis une réputation mondiale. Les Soviétiques me citaient des chiffres de l'IISS quand je leur posais des questions sur leurs armements. Est-ce que le jour viendra où l'on citera les points de vue de l'ICPSI ? Voulons-nous entreprendre un projet quelconque qui servirait à nous identifier à l'échelle internationale ? Je ne le crois pas, car, je le répète, l'Institut est tourné vers la population canadienne.


BISSONNETTE : Oui, mais si cela est vrai, Geoffrey, comment justifiez-vous alors toutes les activités internationales de l'Institut ?

PEARSON : Et bien, on nous invite à des conférences, parce que le Canada est respecté et, en ce sens, nous sommes, si l'on peut dire, l'expression de la politique extérieure de notre pays. M. Clark assiste à toutes sortes de réunions auxquelles il préférerait sans doute ne pas aller. ... Le Canada entretient des relations politiques avec au moins la moitié des pays du monde, par l'entremise du Commonwealth, de la Francophonie, et d'autres tribunes. L'Institut est plus ou moins dans la même situation, et c'est pourquoi il est sans doute inévitable, à mon avis, qu'il doive assister à bon nombre de ces réunions internationales. Nous pouvons y aller, en rapporter des connaissances et les digérer de manière à les rendre accessibles aux journalistes canadiens et aux personnes qui, dans notre pays, s'intéressent à ces questions. Mais nous ne sommes pas tenus de les étudier toutes.

COX : Est-ce que la réponse n'est pas que l'Institut peut faire les deux ? Il prend en compte, avec tous

les dangers d'éparpillement que cela comporte, les intérêts de la collectivité extérieure, puis il met carrément l'accent sur ses activités internes.

PEARSON : Peu importe ce que nous choisirons de faire, devons-nous essayer de donner à la population canadienne, et à tout groupe international qui pourrait s'intéresser à nos travaux, un point de vue équilibré sur chaque question, ou devons-nous plutôt encourager nos universitaires et d'autres spécialistes à présenter une opinion précise préconisant des solutions particulières ? Voilà une question qui continuera de se poser à nous également, et je suppose que nous n'en arriverons sans doute pas à des conclusions finales en matière de lignes directrices, car l'Institut n'est pas un groupe de pression; il n'a pas le mandat d'influer sur le gouvernement d'une façon ou d'une autre. Je pense que l'Institut continuera à favoriser la présentation de points de vue équilibrés, que ce soit en publiant diverses opinions pour en arriver ainsi à une perspective objective, ou en diffusant des études impartiales. Quel que soit le procédé, ce qui importe, c'est que les points de vue soient bien exprimés et fondés. L'Institut devrait publier ce qui, à ses yeux, constitue une contribution valable au débat. Mais règle générale, il n'exprimera pas une opinion en tant qu'organisme. Cela demeurera toujours une source de controverses, cependant, car les médias, en particulier, cherchent constamment, comme vous le savez, Lise, une réponse catégorique.

 **BISSONNETTE :** On compte sur l'Institut pour obtenir des documents de référence. Mais en ce qui concerne les problèmes canadiens, il est certain que l'on aimerait bien que quelqu'un nous dise – est-ce que oui ou non, par exemple, l'idée des sous-marins nucléaires est folle ou si elle est intelligente en fait. Et là, ça devient difficile de trouver dans la documentation de l'Institut, quelque chose qui nous éclaire vraiment. Cela pose toute la question des relations, du rapport de l'Institut avec le gouvernement canadien... Est-ce qu'on doit évaluer le gouvernement canadien ? Est-ce qu'on doit le suivre dans son programme de


gouvernement ? Est-ce qu'on doit être assez proche du gouvernement ou est-ce qu'on doit prendre nos distances ? Cela ne m'apparaît pas résolu, à moi comme membre du conseil qui voit cela un peu de l'extérieur. Ce n'est pas clair.

PEARSON : L'an dernier, j'ai rédigé pour la première fois un rapport annuel sur la conjoncture internationale et sur l'attitude du gouvernement canadien face à elle. L'Institut fera de même cette année, et j'espère que cette activité demeurera dans l'avenir. Il s'agit d'une analyse de fin d'année sur ce que le gouvernement a dit et fait. L'analyse peut avoir un ton soit critique, soit approuvateur, tout dépendant de l'opinion qu'a l'auteur sur les réalisations du gouvernement. Mais cet ouvrage est signé par le directeur général, et nous sommes tous d'accord, je pense, pour dire que son opinion n'est pas nécessairement celle du conseil d'administration. Ce rapport pourrait devenir un important document annuel, qui sait, un document clef dans les débats sur la politique extérieure au cours des prochaines années. C'est là une façon d'établir notre bonne foi, si vous voulez. À mon avis, le gouvernement en viendra à attendre ce rapport avec impatience et peut-être aussi avec un peu d'appréhension, car le document critiquera certaines des décisions que l'État aura prises.

COX : Selon moi, certaines activités ayant relativement peu d'envergure sont très enrichissantes. Je pense en particulier que l'étude entreprise pour les Affaires extérieures sur le registre des transferts d'armes et la conférence qu'on a tenue à ce sujet ont produit un effet. Je crois, en fait, que tout le processus a aidé les gens, qui s'intéressaient à l'idée au départ, à faire connaître leurs points de vue au ministère des Affaires extérieures.

PEARSON : Autre exemple. M. Clark a demandé à l'Institut d'organiser une réunion entre des Canadiens et Canadiennes d'origine arabe et juive. Cela s'est passé à Montebello et a suscité toutes sortes de controverses; malgré tout, c'était la première fois qu'une réunion de ce genre était organisée avec des fonds publics. Ce fut une importante percée, et elle a certainement sensibilisé les deux groupes en présence à la nécessité de se mieux comprendre l'un l'autre. L'Institut peut être une sorte de catalyseur dans les situations de ce genre, s'il sait les re-

pérer, en profiter et réagir face aux préoccupations du gouvernement. Il importe toutefois que l'Institut ne soit jamais perçu comme un porte-parole de l'État. Il peut en revanche servir de catalyseur, d'intermédiaire, de source objective de connaissances, et le reste. À mon avis, c'est là un rôle tout aussi important que n'importe quel autre.

 **COX :** Au départ, comment imaginiez-vous l'Institut ? Ce qui s'est passé a-t-il correspondu à vos attentes ? Est-ce ce que vous espériez ?

PEARSON : Quand l'idée de créer l'Institut a été formulée pour la première fois, personne, à mon avis, ne savait exactement ce qu'il devait être. C'était une vague idée énoncée dans le Discours du Trône. Tout ce qui était clair, c'était que le public canadien avait besoin d'en savoir davantage sur ces questions. D'aucuns pensaient que l'information nous provenant des États-Unis par l'entremise des médias n'était pas toujours exacte, ou ne traduisait pas toujours les préoccupations et les intérêts du Canada. Il nous fallait donc quelque chose d'authentiquement canadien, ce qui est en soi une idée bien typique de chez nous; nous sommes constamment en train de fonder des sociétés dont le rôle est de clarifier ou de renforcer notre identité nationale. J'ai donc accepté ce point de vue. Comme je rentrais de Moscou, j'étais par ailleurs très conscient du fait qu'une bonne partie de l'information publiée sur les relations Est-Ouest était inexacte, voire délibérément déformée par certaines sources. Le gouvernement Reagan atteignait alors son apogée, de sorte que cette réalité était compréhensible.

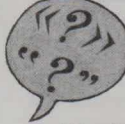
... Mais je ne m'attendais pas à ce que l'Institut se mît à verser des subventions. Le mot «subvention» ne figure pas dans la Loi. C'est le conseil d'administration qui a choisi cette voie. Il a décidé que l'Institut devait aider les organismes bénévoles qui n'avaient pas les fonds voulus afin de poursuivre leurs objectifs, parce que pour une raison ou pour une autre ni l'État, ni le secteur privé n'était disposé à les aider. J'accepte ce rôle maintenant et je crois que c'était une décision judicieuse, mais à mon avis, ce n'est pas là obligatoirement une fonction permanente. Je ne crois pas que l'Insti-

tut doive continuer à jamais à financer les ONG.

BISSONNETTE : Je parle d'un point de vue québécois, mais je suis sûre que, si je venais d'Halifax ou de Vancouver, je réagis de la même façon – c'est que l'ICPSI projette l'image d'un institut d'«Ottawa». C'est peut-être commode sur le plan de la recherche, mais du côté des programmes publics, de l'éducation des Canadiens, etc., je pense que ça crée certainement un problème. Du côté du Québec, ça crée une distance; pourtant, nous ne sommes pas très loin. Au cours des années, j'ai vu un progrès marqué des relations de l'Institut avec le Québec. Mais je trouve un peu dommage cette espèce de relation incestueuse entre le gouvernement fédéral et l'Institut. C'était inévitable, remarquez, dans les circonstances, mais ... je ne sais pas comment on pourrait trouver un moyen de nous dissocier un peu.

PEARSON : Il y a un problème de langue, ça c'est certain. Je ne sais pas si c'est un facteur qui peut s'expliquer parce que nous sommes à Ottawa. Même à Montréal, je ne crois pas qu'on aurait trouvé beaucoup de chercheurs francophones qui auraient pu ou auraient voulu travailler à l'Institut.

BISSONNETTE : Moi, je suis convaincue du contraire. Il est malheureux que la grande tradition de la politique extérieure canadienne se soit faite à l'écart des francophones. Il faut développer cette tradition ... chez les francophones. La francophonie internationale est une réalité.

 **PEARSON :** L'Institut est censé avoir une perspective complète et mondiale sur les choses. Du fait qu'il soit installé à Ottawa, il a l'avantage de pouvoir accéder à de l'information (et je ne parle pas de l'information classifiée, à laquelle nous n'avons pas accès et que nous ne voulons pas de toute façon) contenue dans des documents officiels et offerte par d'autres sources qu'il serait difficile de trouver en dehors d'Ottawa. C'est là un avantage qu'il faut comparer à l'argument que Lise a présenté plus tôt. Et je ne connais pas la réponse au problème. Il serait très utile de consulter les archives d'institutions installées à Ottawa. Dans la capitale canadienne, une sorte de perception anglophone du monde semble dominer, en dépit du bilinguisme. J'espère que l'Institut restera sensible à cette question. □

L'IMBROGLIO DES SOUS-MARINS

Le Canada a investi d'importants efforts diplomatiques dans son projet d'achat de sous-marins à propulsion nucléaire. Il a du mal à faire un choix entre un modèle français et un modèle britannique, mais en ne retenant ni l'un ni l'autre, il mécontenterait carrément ses alliés occidentaux.

PAR SHARON HOBSON

LA QUESTION DES SOUS-MARINS à propulsion nucléaire sera l'un des premiers points à l'ordre du jour du nouveau gouvernement. Le mégaprojet, d'une valeur de 8 milliards de dollars, a déjà été retardé de près de neuf mois, partiellement en raison de l'importance des enjeux politiques qu'il comporte.

Il ne s'agit pas simplement de décider lequel des deux modèles de sous-marins est le mieux adapté aux exigences de la marine canadienne; la décision du gouvernement doit également prendre en compte des facteurs d'ordre diplomatique et économique. Ainsi, le Royaume-Uni et la France sont deux des plus importants partenaires commerciaux du Canada. Il se déroule par ailleurs entre le Canada et la France diverses négociations sur l'issue desquelles le choix d'Ottawa pourrait influencer. La société Canadair Ltée, par exemple, est en train d'essayer de vendre des bombardiers à eau à la France. Les deux gouvernements négocient en ce moment l'attribution des droits de pêche au voisinage de St-Pierre-et-Miquelon, au large des côtes de Terre-Neuve.

Mais le Canada a une dette envers le Royaume-Uni. Les Britanniques, en effet, ont finalement renoncé à adopter une loi qui aurait obligé les fabricants à préciser sur l'étiquette de tous les produits de fourrure si l'on avait utilisé un piège retenant les animaux par la patte. Ottawa craignait les répercussions de cette législation sur l'industrie nationale de la fourrure, et surtout sur les autochtones du Canada. Mais le gouvernement britannique a fini par abandonner l'idée, juste avant que Mme Thatcher assiste à Toronto au sommet économique du Groupe des Sept.

Le Canada et le Royaume-Uni entretiennent des rapports étroits sur le plan naval : leurs officiers de sous-marins s'entraînent ensemble, et les trois sous-marins de la classe *Oberon* qui forment la flotte cana-

dienne actuelle ont été conçus et fabriqués au Royaume-Uni. Les deux marines évoluent dans l'Atlantique Nord, et toutes deux se spécialisent dans la lutte anti-sous-marin. Au sein de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), tous les mouvements des sous-marins dans l'Atlantique Nord sont coordonnés par un commandant britannique et par un commandant américain, et les sous-marins canadiens travaillent en étroite coopération avec ces deux acteurs principaux. Quant à elle, la France ne fait pas partie de la structure militaire de l'Alliance, et le Royaume-Uni a d'ailleurs exploité cette différence relative à la participation aux activités de l'OTAN, dans le cadre de la campagne qu'il mène pour obtenir le contrat canadien.

La société britannique *Vickers Shipbuilding and Engineering Ltd.* (VSEL) a proposé pour la flotte canadienne son sous-marin à propulsion nucléaire de la classe *Trafalgar*, généralement reconnu comme étant le sous-marin d'attaque le plus efficace actuellement en service; même s'il a prouvé sa capacité d'évoluer sous les glaces, il n'est pas encore sûr de l'emporter face au bâtiment français concurrent.

Ce dernier, qui appartient à la classe *Améthyste*, est proposé au nom de sociétés françaises par la SNA Canada Ltée. *Améthyste* est réputé plus moderne et plus automatisé, équipé de nouveaux moyens de discrétion acoustique et de systèmes opérationnels d'avant-garde. Mais toutes ces caractéristiques n'en font pas nécessairement un meilleur sous-marin. Il est encore loin de pouvoir prétendre surpasser son rival, le *Trafalgar*, un immense sous-marin rapide, silencieux et capable de plonger en eaux profondes. Mais le sous-marin de la SNA bénéficie, si l'on peut dire, d'une longueur d'avance : le gouvernement français est en effet propriétaire de la tech-

nologie nucléaire utilisée, et il n'a pas à obtenir d'autorisation d'une tierce partie pour pouvoir la vendre.

Par contre, étant donné que le réacteur du *Trafalgar* a été conçu grâce à une technologie transférée par les États-Unis au Royaume-Uni en 1958, et même si le réacteur des années 1980 n'a plus grand-chose à voir avec le modèle original, les États-Unis peuvent encore, en vertu de deux accords bilatéraux, opposer leur veto à la vente du *Trafalgar* par le Royaume-Uni au Canada. On a amendé un accord conclu en 1958 entre les États-Unis et le Royaume-Uni, afin de permettre à la société *Vickers* de vendre au Canada des sous-marins à propulsion nucléaire; mais il existe un autre accord, signé cette fois en 1959 par le Canada et les États-Unis, qui risque de compromettre la transaction. Ce texte interdit aux États-Unis d'exporter au Canada du combustible et de la technologie nucléaires; or, le *Trafalgar* britannique utilise précisément du combustible nucléaire enrichi aux États-Unis (uranium enrichi à 95 p. 100). Le Royaume-Uni étant incapable d'enrichir l'uranium à ce point, il le fait faire aux États-Unis.

En juin dernier, des représentants canadiens et américains ont négocié un amendement du Traité de 1959, en vertu duquel les seules restrictions visant désormais la vente des sous-marins de la classe *Trafalgar* sont celles imposées par le Royaume-Uni. L'amendement doit maintenant être adopté par le Congrès américain, et l'acquisition par le Canada de sous-marins à propulsion nucléaire est une perspective qui ne réjouit pas tous les membres de cette instance. On s'attend donc à ce qu'il y ait des audiences à ce sujet. En d'autres termes, Washington va vouloir «enquêter» sur la politique de défense du Canada, ce qui ne manquerait pas d'exaspérer Ottawa.

Non seulement la France est propriétaire de la technologie propre à

la fabrication de son sous-marin de la classe *Améthyste*, mais elle est également en mesure de fournir au Canada le combustible à uranium enrichi. Le réacteur du sous-marin français n'a besoin que d'uranium enrichi à 6 p. 100, et la France a toutes les installations requises pour le fabriquer; en achetant le navire français, le Canada contournerait l'obstacle américain susmentionné et ne serait pas à la merci des caprices de Washington.

IL FAUT DIRE AUSSI QUE L'*AMÉTHYSTE* est meilleur marché que le *Trafalgar*. Mais il devrait être adapté aux exigences canadiennes, c'est-à-dire rallongé de sept mètres pour la mise en place du système d'armes choisi (la torpille *Mark 48*), renforcé contre les glaces et équipé d'un «éperon» qui lui permette de percer jusqu'à un mètre de glace.

On ne sait pas encore cependant dans quelle mesure tous ces changements vont contribuer à faire monter le prix unitaire. Pour l'instant, la France estime que la nouvelle version modifiée de l'*Améthyste* coûtera environ 380 millions de dollars pièce, contre 453 millions dans le cas du sous-marin de la classe *Trafalgar*. Le plafond pour ce projet ayant été fixé à 8 milliards de dollars (en dollars de 1986-1987), le ministère de la Défense nationale pourrait acheter douze sous-marins français, contre seulement dix sous-marins britanniques.

Le *Trafalgar* est de conception plus ancienne que l'*Améthyste*, mais le Canada va de toutes façons devoir, au cours des années à venir, apporter au modèle retenu de coûteuses modifications s'il veut pouvoir compter au XXI^e siècle sur une flotte de sous-marins efficace. Même si l'on a prévu dans ce budget de 8 milliards des frais de modernisation technologique, il est probable que la somme ne sera pas suffisante.

En outre, le texte de l'accord négocié jusqu'à présent avec les Bri-

tanniques donne au Canada l'accès uniquement à la technologie actuelle du *Trafalgar*. Les Français, en revanche, ont proposé à notre pays de travailler en collaboration au perfectionnement de la technologie du réacteur. Tous ces éléments font que l'option française se présente aujourd'hui sous un jour plus favorable qu'au début de la lutte, où on la donnait d'ores et déjà perdante.

LE GOUVERNEMENT CANADIEN SAIT bien qu'il ne pourra pas plaire à tout le monde en prenant sa décision; la question est de savoir comment limiter les dégâts diplomatiques et les réduire au minimum. Le Canada pourrait, par exemple, accorder au pays perdant d'autres contrats de défense. Ainsi, le Royaume-Uni et la France ont tous deux des compagnies s'intéressant au programme du Système tactique de commandement, de contrôle et de communications, d'une valeur de 2 milliards de dollars, si ce n'est plus. Il est probable par ailleurs que les Français vont faire une soumission pour le contrat de remplacement des chars (2,5 milliards).

Quel que soit le modèle retenu, le projet gouvernemental d'acquisition de sous-marins à propulsion nucléaire pourrait grandement profiter à l'industrie canadienne de la construction navale et à toutes les industries qui lui sont reliées. M. Jim Clarke, président de l'Association canadienne des industries maritimes, précise cependant que les avantages pour l'industrie varieront largement selon que l'on choisira les sous-marins diesels-électriques ou les sous-marins nucléaires. Il prétend que le Canada dispose déjà de la technologie pour construire les moteurs diesels alors que le choix du nucléaire permettrait «d'introduire au pays une technologie d'une toute nouvelle génération».

Le programme proposé par le gouvernement est une véritable bouée de sauvetage économique pour le secteur de la construction navale et l'industrie nucléaire, dont les commandes dégringolent depuis quelques années. M. Clarke affirme à ce propos que si l'on annulait le programme nucléaire pour choisir plutôt des sous-marins et des bateaux de surface à propulsion diesel-électrique, les avantages économiques pour l'industrie ne seraient pas les mêmes. Comme on pouvait s'y attendre, l'organisation à laquelle appartient M. Clarke préconise fortement l'option des sous-marins nucléaires, tout comme d'ailleurs un groupe de gens d'affaires

et d'universitaires qui a pour seule vocation de défendre le projet. Le Comité pour une défense navale autonome et efficace (*Committee for a Sovereign and Effective Naval Defence*) comprend notamment M. Jean-Jacques Blais, ancien ministre libéral de la Défense, les universitaires Harriet Critchley et Joel Sokolsky, et les hommes d'affaires Conrad Black et Jim Clarke.

D'aucuns ont mis en doute la crédibilité de ce Comité, prétextant que certains de ses membres avaient directement intérêt à ce que le gouvernement opte pour le programme nucléaire. M. Blais, par exemple, s'exprime au nom de Thomson-CSF, un des principaux fournisseurs de la Marine française. Mais le Comité n'a pas été formé uniquement pour des raisons d'intérêt personnel, car ses membres sont intimement convaincus que l'acquisition de sous-marins à propulsion nucléaire constitue pour la flotte canadienne la meilleure option possible.

Hormis les Libéraux et les Néo-Démocrates, ce sont essentiellement les membres du mouvement dit «pacifiste» et le Centre canadien pour le contrôle des armements et le désarmement qui manifestent le plus bruyamment leur opposition au projet. Les porte-parole du Centre ont diffusé leurs opinions auprès de nombreux journaux, et ils ont comparu devant le Comité permanent de la défense nationale.

Si les détracteurs du projet, au Canada ou aux États-Unis, persuadent Ottawa d'y renoncer, les répercussions de cette décision risquent de se faire sentir tant au pays qu'à l'étranger. Cela équivaldrait en fait à un désaveu du Livre blanc sur la défense de 1987. Le projet d'achat de dix à douze sous-marins à propulsion nucléaire était en effet le pivot de la politique de défense exposée dans ce document par le gouvernement conservateur.

Reconnaissant que le Canada est un État maritime, le gouvernement a fait de la reconstitution de la flotte sa première priorité. Le gouvernement a annulé le projet qu'il avait fait de se procurer quatorze autres frégates et quatre nouveaux sous-marins diesels-électriques, préférant plutôt équiper la flotte de six nouvelles frégates et de dix à douze sous-marins à propulsion nucléaire.

Ce changement d'orientation va tout à fait dans le sens d'une autre priorité gouvernementale, à savoir la réduction du déficit. Si l'on s'entient à l'estimation gouvernementale qui fixe le coût des sous-marins à 8 milliards de dollars (les critiques pensent qu'il sera beaucoup plus élevé), le budget atteindra à cet égard 300 millions par année en moyenne au cours des vingt-sept prochaines années. L'achat des six premières frégates de patrouille suppose, quant à lui, une dépense maximale de 800 millions de dollars par an. Or, dans le cas de l'ancien plan annulé, qui prévoyait l'acquisition de huit frégates de lutte anti-aérienne et de quatre sous-marins diesels-électriques, il aurait fallu prévoir une dépense annuelle encore plus importante. En choisissant plutôt les sous-marins nucléaires et en étalant la dépense sur près de trois décennies, le gouvernement se procurerait des centaines de millions de dollars qu'il pourrait, à court terme, affecter à la réduction du déficit.

À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE, l'annulation de l'achat de sous-marins à propulsion nucléaire porterait irrémédiablement atteinte à la crédibilité du Canada. En effet, le Royaume-Uni comme la France lui ont livré une quantité impressionnante de renseignements extrêmement confidentiels, croyant sincèrement qu'Ottawa avait effectivement l'intention de donner suite à son projet. Si le gouvernement

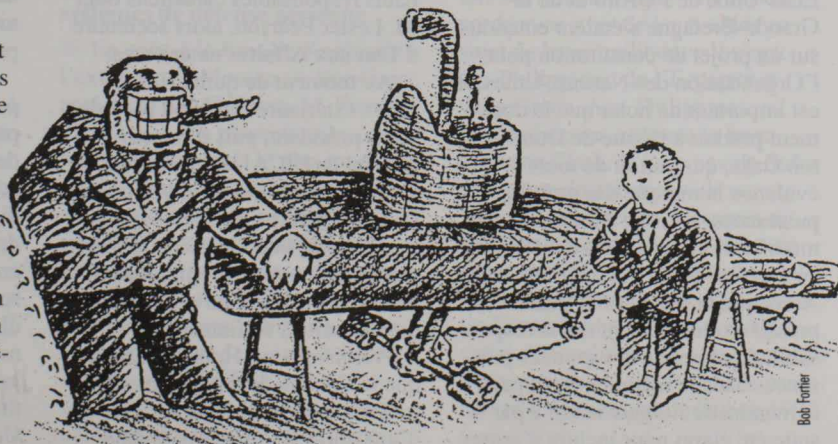
canadien décide maintenant de faire marche arrière et de tout abandonner, il se sera procuré gracieusement tous ces renseignements, ce que ni le Royaume-Uni, ni la France ne vont accepter sans broncher; et à l'avenir, nos autres alliés vont certainement se demander dans quelle mesure ils peuvent nous faire confiance.

Ottawa a déployé d'importants efforts pour convaincre l'OTAN qu'une flotte de sous-marins à propulsion nucléaire contribuerait à renforcer l'Alliance. Et aux États-Unis, le président Reagan a fait fi de l'opinion de nombreux groupes nationaux dont la marine, en soutenant la décision du Canada de se doter de tels sous-marins. Il reste que les Alliés continuent de douter de la détermination canadienne. La seule façon pour le Canada de mériter le respect de l'OTAN serait de mettre son projet à exécution.

Le groupe de travail chargé de comparer les sous-marins en lice n'a pas officiellement terminé son évaluation. On a étudié ainsi les caractéristiques opérationnelles des bâtiments rivaux (sans comparer les sous-marins entre eux, mais en fonction des exigences de la marine canadienne), le coût des différents modèles proposés, les répercussions possibles des différents choix à l'échelle internationale et les retombées industrielles de chaque projet.

À l'heure qu'il est, les équipes ont terminé leur travail, mais il reste à faire le grand assemblage, c'est-à-dire «recoller» tous les morceaux. Une fois cette étape franchie, l'évaluation sera présentée au Comité supérieur de révision (un conseil interministériel) et au ministre de la Défense nationale, qui la soumettra alors au Cabinet. Tout dépendant de la volonté politique manifestée alors, ce pourrait n'être qu'une question de quelques jours.

Or, cette volonté ne s'est pas manifestée au cours des neuf derniers mois. N'ignorant pas que des élections allaient être déclenchées à l'été ou à l'automne, le Cabinet n'a pas voulu se prononcer au sujet d'un programme de 8 milliards de dollars, à plus forte raison lorsque ce dernier est qualifié de «nucléaire». Les résultats de certains sondages d'opinion menés récemment sont assez inquiétants puisqu'ils montrent que l'enthousiasme de la population canadienne pour ledit projet commence à tiédir, une tendance que ne confirment pas les sondages effectués par le ministère de la Défense nationale. Maintenant que les élections sont terminées, le gouvernement doit statuer sur la question. □



JOHN W. HOLMES

UN CANADIEN ARTISAN DE PAIX

1910-1988

LES PRINCIPAUX ÉCRITS DE JOHN Holmes ont paru dans deux volumes publiés sous le titre : *The Shaping of Peace: Canada and the Search for World Order, 1943-1957*. Il s'agit d'un ouvrage brillant, fruit d'un scrupuleux travail de recherche portant sur de nombreux événements auxquels John Holmes a participé. J'ai récemment eu l'occasion de lire le palpitant récit qu'il a fait de ces journées de tension vécues par Pearson et Hammarskjöld quand ils ont, ensemble, mis au point la formule qui allait donner naissance à la Force d'urgence des Nations-Unies (FONU). Cette Force a permis de mettre fin définitivement à la crise de Suez. En relisant ces lignes, je me suis tout à coup revu au Caire, pendant cette longue nuit au cours de laquelle j'avais essayé, avec un groupe d'amis, de suivre à la radio le déroulement des événements. Le lendemain matin, nous avons vu, en sortant, se découper dans le bleu du ciel dégagé, la silhouette d'un bombardier britannique *Canberra*, qui décrivait dans le ciel la forme d'un huit mais sans lâcher de bombes. Dix jours plus tard, j'ouvrais un bureau d'information au camp du quartier général de la FUNU, à El Ballah; j'entreprenais alors une mission de sept mois au cours de laquelle j'allais devoir rendre compte des succès de la Force de maintien de la paix des Nations-Unies. *The Shaping of Peace* est un ouvrage que tout politicien, enseignant ou individu jouant un rôle de direction au sein d'une collectivité au Canada se doit de lire.

John Wendell Holmes est né en 1910. Après son diplôme de l'Université Western Ontario, il a obtenu une maîtrise ès lettres de l'Université de Toronto. Il a enseigné pendant plusieurs années au *Pickering College*, une école progressiste pour garçons. Il a ensuite entrepris de nouvelles études supérieures à l'*University of London*, en Grande-Bretagne. Il est rentré au Canada au moment où la guerre s'est déclarée. Apprenant que l'Institut canadien des affaires internationales (ICAI) recherchait un Secrétaire national, il a présenté sa candidature et a été embauché, ce qui l'a quelque peu surpris.

John Holmes a découvert au moment de son arrivée que l'un des principaux thèmes de discussion de

Le 13 août 1988, John Holmes, renommé tant pour son étude de la politique canadienne et des affaires extérieures que pour sa contribution à la politique étrangère du pays, est décédé à l'âge de 78 ans. Ami de longue date de M. Holmes, M. King Gordon a occupé divers postes au sein des Nations-Unies dont celui de Directeur du Centre d'information de l'ONU pour le Moyen-Orient pendant la crise de Suez en 1956.

PAR KING GORDON

l'ICAI, à savoir l'existence du Canada en tant que pays membre du Commonwealth et en tant que nation nord-américaine, était désormais devenu plus spécifique : on envisageait à présent le Canada dans un contexte d'après-guerre. Sa mission à l'Institut a également préparé John à l'emploi qu'il allait occuper à partir de 1943, quand on lui a demandé de faire partie du ministère des Affaires extérieures pour devenir Secrétaire de la Commission de travail sur la planification d'après-guerre.

Deux événements en particulier ont orienté les efforts des planificateurs. Tout d'abord, en octobre 1943, les représentants des quatre grandes puissances alliées soient les États-Unis, l'URSS, la Grande-Bretagne et la Chine, se sont rencontrés à Moscou pour préparer la mise en oeuvre d'un plan visant la création d'une organisation internationale qui allait permettre de préserver la paix. L'année suivante, les participants à la Conférence de Dumbarton Oaks se réunissaient à Washington. Les représentants des États-Unis, de l'URSS et de la Grande-Bretagne s'étaient entendus sur un projet de constitution pour l'Organisation des Nations-Unies. Il est important de noter que le document produit à l'issue de Dumbarton Oaks, qui portait de toute évidence la marque des grandes puissances, a subi d'importantes modifications lors de la conférence de San Francisco qui lui a fait suite. Alors que le texte initial insistait presque exclusivement sur la responsabilité commune des grandes puissances dans le maintien de la paix, le mandat de l'organisation a par la suite été élargi pour inclure d'autres

objectifs, à savoir la défense et la protection des droits de la personne, la mise en oeuvre de programmes susceptibles de favoriser un développement économique et social plus juste et l'amorce d'un effort de coopération économique qui permettrait de remplacer le système colonial par des états indépendants et libres. Le Canada et les autres pays membres du Commonwealth ont fortement contribué à la réalisation de ces modifications.

En 1948, John Holmes assistait à la troisième session de l'Assemblée générale des Nations-Unies tenue à Paris. Il a ensuite été muté à Ottawa où il a été nommé chef de la division des Nations-Unies au ministère des Affaires extérieures. Loin de le cantonner à Ottawa, son nouvel emploi l'a amené à participer directement aux activités de l'ONU à New York. Il a été deux fois directeur suppléant de la Mission permanente du Canada auprès des Nations-Unies, il a fait partie de nombreuses délégations canadiennes dans le cadre de sessions de l'ONU et, à maintes reprises, il a conseillé de hauts responsables canadiens dont M. Lester Pearson, alors secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

Au moment de quitter les Affaires extérieures en 1960 pour devenir président, puis directeur général de l'ICAI, John Holmes s'était fait au sujet de la position du Canada dans le contexte d'après-guerre et de sa politique extérieure, un certain nombre d'opinions arrêtées, qui allaient lui permettre de donner suite à ses intentions.

Premièrement, Holmes pensait que le Canada devait chercher et trouver sa sécurité dans le contexte d'une collectivité internationale bien établie. Toute menace à la sécurité canadienne devait faire

l'objet d'une action concertée en vue de permettre une résolution du conflit par la médiation ou des opérations de maintien de la paix. Sinon, on n'aurait d'autre choix, et Holmes se refusait à cette solution, que de revenir à l'époque de la cité médiévale, à celle du prince barricadé derrière des murailles fortifiées qui assurait la sécurité de tous ses sujets, dans un rayon équivalent à la portée de son artillerie. Cette conception prévaut encore à notre ère nucléaire puisque Reagan et Bush parlent de "paix par la force".

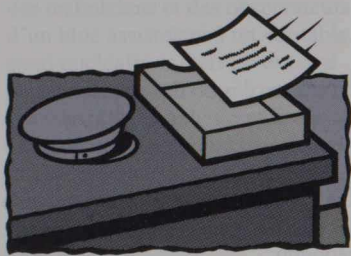
Deuxièmement, le Canada doit jouer, au sein d'une collectivité internationale, le rôle d'une puissance moyenne. Il ne lui suffit pas de s'abriter derrière la protection d'une grande puissance; rien ne sert non plus de faire des efforts pour rivaliser avec cette dernière. Mais le Canada a plus de ressources que la majorité des autres pays, et il peut avec succès les mettre au service d'objectifs concrets.

Troisièmement, il faut voir dans les Nations-Unies un élément-clé de la position du Canada dans l'ordre international, dans un contexte d'après-guerre.

Telles ont été les idées défendues par John Holmes au cours des trente dernières années, pas uniquement à l'ICAI mais aussi dans sa carrière d'enseignant, d'écrivain ou de conseiller de gouvernements et d'organisations non gouvernementales. Il avait une confiance "littérale" (l'adjectif "réaliste" conviendrait peut-être mieux) dans les cinq premiers mots de la Charte des Nations-Unies : "Nous, peuples des Nations-Unies..." Les peuples, et pas seulement les gouvernements, ont directement intérêt à créer une communauté juste et paisible, et ils ont un important rôle à jouer dans ce processus.

John Holmes avait une façon de penser très moderne; il était on ne peut plus conscient de l'importance des changements survenus dans la configuration de la société mondiale. L'autre soir encore, je parlais de lui à un universitaire soviétique en visite au Canada. Ses yeux se sont allumés. "John Holmes", a-t-il dit, "Il a passé une semaine avec moi à Moscou il y a de cela tout juste un an. Il était tellement enthousiasmé, tellement heureux!" Une vraie source d'espoir à une époque nouvelle. □

CHRONIQUE DE LA DÉFENSE



La guerre des étoiles

■ À la fin de septembre, le général Abrahamson a annoncé qu'il allait démissionner de son poste de Directeur du Bureau de l'Initiative de défense stratégique (IDS), pour passer au secteur civil. Plus tôt ce même mois, le général avait présenté des estimations révisées de ce que coûterait la «première étape» du déploiement d'un système destiné à détruire les missiles balistiques lancés contre les États-Unis. Le plan de la première étape prévoit le déploiement de 3 000 intercepteurs spatiaux à bord de 300 satellites et celui d'au plus 2 000 intercepteurs terrestres pour appuyer les premiers. Il exigerait la mise en place d'un réseau mixte de systèmes spatiaux et terrestres de surveillance.

D'après les données officielles, le coût de ce vaste système, que les États-Unis doivent mettre en place en 1998, est passé d'environ 60 milliards de dollars US, au début de 1987, à 120 milliards, un an plus tard. En juin, le Département de la Défense a demandé au général Abrahamson de réévaluer le programme. En réduisant le nombre des intercepteurs et en simplifiant les capteurs, on a ramené le coût à peu près au chiffre initial de 60 milliards. On ne sait pas au juste comment les changements influenceront sur l'exigence initiale du Département de la Défense, à savoir que le système de la première étape doit être en mesure d'intercepter 30 p. 100 des 5 000 ogives que lanceraient les Soviétiques.

Cependant, si l'on en croit une étude récente de l'*Office of Technology Assessment* (OTA), un système analogue à celui décrit plus haut pourrait détruire quelques-unes, et au mieux une modeste partie, des ogives que les Soviétiques utiliseraient dans une attaque d'envergure. Toujours d'après la même étude, dont une partie a été déclassifiée et rendue publique en juin, il serait possible, techniquement par-

lant, de déployer le système entre 1995 et l'an 2000. Le rapport donne par ailleurs à penser qu'il ne serait utile de ce faire que si l'on avait alors énormément confiance dans les technologies nécessaires pour réaliser la deuxième étape (de l'an 2000 à l'an 2010), quand la Défense aurait besoin d'armes à énergie dirigée et d'autres moyens pour faire échec aux améliorations que les Soviétiques auraient sans doute apportées à leurs forces offensives.

Partager l'IDS avec les Alliés

■ On doute de plus en plus que les budgets de l'IDS suffiront pour conserver le rythme nécessaire à la réalisation de la première étape, mais il est désormais clair qu'en dépit de leurs promesses, les États-Unis n'ont pas fait beaucoup participer leurs Alliés à la recherche sur l'IDS. À la fin de 1987, les Américains avaient accordé à des entreprises étrangères des contrats valant environ 127 millions de dollars US. Quand le gouvernement britannique a signé un accord de collaboration avec les États-Unis en 1985, il avait espéré que le pays obtiendrait des contrats d'une valeur supérieure à 2 milliards au cours des cinq années ultérieures; or, à la fin de 1987, les entreprises britanniques n'avaient reçu que des contrats évalués en tout à 30 millions.

Le Canada n'a pas signé d'accord semblable avec Washington, et nos sociétés commerciales se sont peu intéressées à l'IDS. Selon un rapport paru dans le *Globe and Mail* (10 octobre), les contrats ayant été accordés aux entreprises canadiennes dans le cadre de l'IDS valaient en tout moins d'un million de dollars.

De nouveaux bombardiers et systèmes de défense aérienne

■ En août, à la base de Koubinka à l'extérieur de Moscou, le Secrétaire américain à la Défense, M. Frank Carlucci, a pris place dans le cockpit d'un *Blackjack*, le plus moderne des bombardiers soviétiques. Il a ainsi été confirmé que les dimensions et l'autonomie probable de l'appareil correspondaient exactement à celles indiquées dans les descriptions rendues publiques par le Pentagone. Ces dernières étaient, semble-t-il, fondées sur des photographies que des satellites américains de reconnaissance avaient prises au début de la décennie.

Douze *Blackjack* peuvent maintenant être déployés, et l'on pense que ces appareils (qui ressemblent aux *B-1* américains) remplaceront environ une centaine de vieux bombardiers *Bear* datant du milieu des années 1950.

Tandis que les deux superpuissances ajoutent de plus en plus à leurs arsenaux des bombardiers de pénétration et des missiles de croisière à longue portée (il faut aussi inclure le bombardier «furtif» *B-2* des États-Unis, qui doit être présenté au public à la mi-novembre), on commence à prendre plus au sérieux les problèmes que pose la défense contre les missiles de croisière et la détection lointaine de ces engins. Bien qu'elle soit encore fort limitée par rapport à l'IDS, l'Initiative de défense aérienne (IDA) dispose d'un budget de 200 millions de dollars US pour 1989. La Marine américaine s'affirme, semble-t-il, comme un intervenant de taille dans le programme. Elle mène des recherches sur les détecteurs acoustiques passifs et actifs afin d'améliorer la capacité de détection des sous-marins porteurs de missiles de croisière dans les eaux côtières. De façon plus générale, le programme de recherches de l'IDA semble concerner principalement les technologies nécessaires aux systèmes aéroportés de surveillance appelés un jour à remplacer le Système d'alerte du Nord au Canada et d'autres radars terrestres. D'après le Livre blanc sur la défense, publié en juin 1987, notre pays participe au programme de l'IDA.

Les bases américaines outre-mer

■ Au cours des derniers mois, les États-Unis ont amorcé des pourparlers sur le renouvellement des accords avec trois de leurs alliés au sujet de bases militaires; il s'agit des Philippines, de l'Espagne et de la Grèce. Aux Philippines, où les Américains utilisent la base aérienne Clark, la base navale Subic et d'autres installations, ils ont convenu d'accroître les paiements directs versés à Manille (le montant passe de 180 à 481 millions de dollars US par année) et de lui consentir d'autres subsides. L'accord est censé déboucher sur d'autres entretiens au sujet du statut que les bases auront à l'expiration du bail en 1991.

L'Espagne, qui avait antérieurement refusé de prolonger le bail d'une base aérienne américaine abritant des *F-16*, a accepté de conserver sur son territoire trois autres bases des États-Unis. Quant à elle, la Grèce a confirmé qu'une base aérienne américaine située à Hellenikon, près d'Athènes, fermera à la fin de 1988, à l'expiration d'un accord de défense conclu entre les deux pays. Il existe trois autres grandes installations militaires américaines en Grèce, et leur avenir fait maintenant l'objet de négociations.

Enfin, des rapports émanant d'Islande révèlent que l'OTAN cherche à établir une seconde base aérienne dans ce pays pour réduire les pressions auxquelles est assujettie la base américaine de Keflavik. Si ces efforts échouent, l'Alliance se tournera vers un endroit au Groënland, qui a déjà retenu son attention.

Les opérations de maintien de la paix de l'ONU

■ La remise du prix Nobel de la paix aux Bédouins a fait renaître l'intérêt pour ces derniers et les Nations-Unies en général. On estime en général que le rôle de médiateur qu'a joué le Secrétaire général pour favoriser l'instauration d'un cessez-le-feu en Afghanistan et dans le conflit irano-irakien a rétabli la crédibilité de l'Organisation, qui continue cependant d'accuser de graves déficits. Dans un geste inattendu, le président Reagan a annoncé un changement d'attitude de son pays envers l'ONU en offrant de payer 144 des 520 millions de dollars que les États-Unis devaient à cette dernière.

L'Union soviétique a elle aussi découvert la valeur des opérations de maintien de la paix. Au début d'octobre, M. Vladimir Petrovski, sous-ministre soviétique des Affaires étrangères, a proposé à New York de créer une force onusienne permanente de maintien de la paix, et il a offert le soutien de son pays à cet égard. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Joe Clark, s'est abstenu de commenter directement la proposition soviétique, mais il a affirmé que le Canada souhaitait conférer aux forces de maintien de la paix un mandat plus professionnel et plus étendu. □

— DAVID COX

CONDENSÉ SUR LA LIMITATION DES ARMEMENTS



Le Traité ABM

La troisième conférence d'examen du Traité américano-soviétique sur les missiles anti-missiles balistiques (ABM) signé en 1972, laquelle on attendait depuis longtemps, s'est tenue à Genève du 24 au 31 août. Elle avait été précédée par un débat acerbe, au sein du gouvernement américain, quant à savoir s'il fallait accuser l'URSS d'avoir violé le Traité de façon déterminante en construisant une vaste installation radar près de Krasnoyarsk, ville de la Sibirie centrale. Washington (tout comme la plupart des experts indépendants de la limitation des armements) soutient depuis longtemps que le radar, qui n'est pas situé à la périphérie de l'URSS et n'est pas orienté vers l'extérieur du pays, viole une clause fondamentale du Traité, dont l'objet est d'empêcher que des radars d'alerte lointaine soient intégrés à un réseau national de défense contre les missiles balistiques. L'URSS affirme toujours que le radar est un système de poursuite spatiale, aspect qui n'est pas visé par le Traité. Pourtant malgré tout attention aux préoccupations américaines, elle a interrompu en octobre 1987 la construction du radar, dont l'achèvement exigera encore trois ou quatre ans, d'après les services américains de renseignement. Selon ces derniers, le radar n'a pas une grande importance militaire, étant donné sa vulnérabilité.

Si la mise en place du radar est considérée comme une «violation déterminante» du Traité, les Américains auraient là un bon motif pour abroger l'accord, ce que souhaitent de nombreux partisans de l'Initiative de défense stratégique (IDS). Le Département d'État américain et le Comité mixte des chefs d'état-major seraient, dit-on, opposés à une telle mesure, notamment parce que l'URSS serait dès lors mieux placée que les États-Unis pour construire, relativement rapidement, un réseau de défense à l'échelle du pays.

Tandis que le débat se poursuivait à Washington, l'URSS a annoncé le 19 juillet qu'elle était disposée à démanteler l'installation radar de Krasnoyarsk selon un processus vérifiable qui dissiperait tout doute dans l'esprit des États-Unis, à condition que ces derniers conviennent de respecter le Traité ABM tel qu'il a été signé en 1972. Les Soviétiques avaient offert auparavant de démanteler le radar, mais seulement si les États-Unis acceptaient de leur côté de démolir deux de leurs nouveaux radars au Groënland et en Grande-Bretagne, lesquels, selon Moscou (et certains experts de la limitation des armements), constituent eux-mêmes des violations du Traité. Le désaccord subsistant au sujet de l'interprétation du Traité ABM compte parmi les principaux obstacles à la conclusion d'un nouvel accord sur la réduction des armements stratégiques (START). Le Département d'État américain a favorablement accueilli la nouvelle proposition soviétique, en disant qu'elle représentait «un pas en avant», mais il a continué d'exiger le démantèlement immédiat et inconditionnel du radar. Le débat sur la question des «violations déterminantes» a été interrompu provisoirement aux États-Unis le 8 août, quand la Maison-Blanche a annoncé que la décision ne serait prise qu'après la conférence d'examen.

Contrairement aux deux conférences d'examen antérieures (1977 et 1982), celle qui s'est tenue à la fin d'août n'a pas abouti à un communiqué conjoint réaffirmant les objectifs et les fins du Traité. La délégation américaine a par la suite dit avoir bien précisé aux Soviétiques que Washington ne signerait aucun traité START tant que le radar n'aurait pas été démantelé. De son côté, la délégation soviétique a menacé de se retirer des négociations START si les États-Unis abandonnaient le Traité ABM. Elle a révélé qu'elle avait proposé à la réunion des mesures telles que la notification de la construction de nouveaux radars, l'établissement d'un consensus sur les moyens de distinguer entre eux les radars de

défense contre les missiles et ceux des autres types, et l'inspection par l'un ou l'autre bloc, selon le cas, des radars faisant l'objet d'un litige. Plus tard, on a appris que les Soviétiques avaient évoqué la possibilité de doter en personnel, conjointement avec l'Ouest, la station radar de Krasnoyarsk, mais que les États-Unis, craignant que leurs effectifs soient expulsés de l'URSS en temps de crise, avaient rejeté cette solution. Moscou aurait également proposé officiellement de remplacer le radar par une antenne parabolique moins puissante et orientée mécaniquement (les Américains ont également rejeté cette idée, en disant qu'elle était insuffisante).

Le 16 septembre, dans un discours prononcé à Krasnoyarsk, le secrétaire général Gorbatchev a publiquement offert de convertir l'installation radar en un «centre de coopération internationale pour les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique», centre qui relèverait d'une organisation mondiale de l'espace. L'offre ne s'accompagnait, semble-t-il, d'aucune condition, mais M. Gorbatchev, faisant allusion aux radars que les États-Unis ont construits au Groënland et en Grande-Bretagne et dont son pays conteste la légitimité, a déclaré que l'URSS s'attendait à ce que Washington lui emboîtât le pas par suite de l'initiative susmentionnée. Les porte-parole américains ont répondu que la proposition serait acceptable aux yeux de Washington, à condition qu'elle aboutisse au démantèlement du radar ou à sa conversion en un autre genre de système, et non à une «légitimisation» pure et simple de son achèvement et de sa mise en service.

Le 6 octobre, les autorités soviétiques auraient proposé que des experts techniques des deux blocs se réunissent pour examiner les détails d'un plan soviétique portant sur le démantèlement ou la modification du radar. Les États-Unis auraient accepté en principe la tenue d'une telle réunion.

À la fin d'octobre, le gouvernement soviétique a annoncé que le radar serait effectivement converti en un centre de recherche spatiale

dirigé par des civils, et qu'il s'attendait à ce que les Américains fassent de même pour leurs installations au Groënland et au Royaume-Uni. Au moment d'aller sous presse, les États-Unis n'avaient pas encore répondu.

La limitation des essais nucléaires

Le Traité sur la limitation partielle des essais, adopté en 1963, interdit la mise à l'essai d'engins atomiques dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique, ou sous l'eau. Le 4 août, date du 25^e anniversaire du Traité, cinq pays siégeant à la Conférence du désarmement à Genève ont amorcé une campagne en vue de le transformer en un accord d'interdiction totale des essais; pour cela, ils ont présenté au Royaume-Uni, aux États-Unis et à l'URSS (les «pays dépositaires») le texte d'une modification visant à interdire aussi les essais souterrains. Si un tiers des parties au Traité appuient la modification proposée, ce qui semble certain puisque cent pays ont sanctionné l'idée l'année dernière à l'Assemblée générale de l'ONU, les pays dépositaires seront tenus de convoquer l'an prochain une conférence de toutes les parties signataires pour étudier le libellé de la modification. Cependant, pour amender effectivement le Traité, il faudra l'assentiment d'une majorité des parties, y compris les trois gouvernements dépositaires. Or, les États-Unis et le Royaume-Uni sont toujours opposés à une interdiction totale des essais. Les partisans de la tenue d'une conférence espèrent que cette dernière incitera ces deux pays au moins à envisager de changer leur position.

Comme ils en ont convenu pendant leurs pourparlers qui se poursuivent sur les essais nucléaires à Genève, les États-Unis et l'URSS ont mené cet été une expérience conjointe de vérification (ECV) à deux polygones d'essais nucléaires souterrains, l'un au Nevada, le 17 août, et l'autre à l'emplacement

situé près de Semipalatinsk, en URSS, le 14 septembre. C'était la première fois que des scientifiques, des techniciens et des observateurs d'un bloc assistaient à un véritable essai nucléaire souterrain exécuté par l'alliance adverse; ils ont surveillé les explosions avec des instruments de mesure sismique et des dispositifs hydrodynamiques, ces derniers ayant la préférence des États-Unis, et les autres, celle de l'URSS.

Les premiers résultats de l'essai du Nevada ont suscité des controverses, certains géologues alléguant qu'ils prouvaient que les méthodes de mesure sismique étaient au moins aussi valables que les moyens hydrodynamiques, et d'autres contestant ce point de vue. L'URSS préfère depuis longtemps les méthodes de mesure sismique, parce qu'elles sont moins « envahissantes » et qu'elles n'exigent pas la présence d'inspecteurs sur les lieux mêmes de l'essai. L'URSS a toutefois fait savoir qu'elle était disposée à accepter un petit nombre d'inspections sur place, s'il le fallait, pour permettre de calibrer les sismographes.

Aux États-Unis, les critiques de la position du gouvernement sur les essais nucléaires soutiennent que ce dernier ne favorise pas les méthodes de mesure sismique, car, contrairement aux instruments hydrodynamiques, elles pourraient servir à contrôler le respect d'une interdiction totale des essais; or, celle-ci est loin de constituer un objectif pressant du gouvernement Reagan.

Les deux pays analyseront et prendront en compte les résultats de l'expérience, lorsqu'il s'agira de compléter les protocoles de vérification des Traités américano-soviétiques sur la limitation des essais nucléaires et sur les explosions nucléaires à buts pacifiques, signés respectivement en 1974 et 1976. Ces accords, qui limitent à 150 kilotonnes la puissance des explosions nucléaires souterraines, n'ont toujours pas été ratifiés, car les États-Unis exigent d'abord que l'on en renforce les clauses sur la vérification. Selon une entente datant d'un an, la prochaine étape consistera à négocier des « limitations intermédiaires », par exemple à diminuer davantage la puissance ou le nombre des explosions expérimentales. Cependant, au vu d'un rapport déposé par le président Reagan devant le Congrès à la fin de

septembre, on est justifié de se demander si le gouvernement américain respectera l'engagement qu'il a déjà pris de réduire les essais en même temps que les armements stratégiques. Le rapport niait qu'il

accusation faite en ce sens dans l'avenir. Il a par ailleurs promis de prendre des mesures « efficaces et appropriées » si les accusations sont fondées. Le 16 septembre, cependant, l'Irak a refusé, en dépit d'une

Calendrier

29 novembre 1988 :	La session de trois semaines du Comité d'étude de la CD sur les armes chimiques commence à Genève.
du 7 au 11 janvier 1989 :	Conférence sur le Protocole de Genève (1925) concernant les armes chimiques, à Paris.
Février 1989 :	La session du printemps de la CD commence à Genève.

existât une « quelconque relation directe » entre le nombre d'essais nécessaires et la taille des arsenaux nucléaires. Il y est également dit que les réductions des armements pourraient accroître la nécessité des essais, car il faudrait alors s'assurer que les armes restantes sont fiables. Le rapport précisait par ailleurs que les États-Unis n'accepteraient de limiter davantage les essais que si la menace pesant sur eux et sur leurs alliés diminuait sensiblement, phénomène qui supposerait un changement important de la conjoncture internationale.

La limitation des armes chimiques

■ Pendant tout l'été, des rapports ont circulé sur l'emploi d'armes chimiques par l'Irak dans sa guerre contre l'Iran et contre les rebelles kurdes vivant sur son propre territoire. Le 1^{er} août, une équipe de l'ONU envoyée sur les lieux a fait savoir que l'emploi de ces armes par l'Irak, contrairement au Protocole de Genève sur les armes chimiques (1925), était devenu plus intense et plus fréquent. Depuis 1984, six équipes d'enquête différentes de l'ONU ont confirmé l'emploi d'armes chimiques dans la guerre du Golfe. L'Irak n'a admis qu'en juillet dernier s'en être servi contre l'Iran, mais il n'a jamais reconnu en avoir utilisé contre les rebelles kurdes de son territoire. Le 26 août, le Conseil de sécurité de l'ONU a condamné l'emploi d'armes chimiques à la guerre, et il a prié le Secrétaire général des Nations-Unies d'enquêter promptement sur toute

demande du Secrétaire général en ce sens, d'autoriser une équipe de l'ONU à venir faire enquête sur des accusations kurdes. Les deux chambres du Congrès américain se sont dites fortement favorables à l'imposition de sanctions à l'Irak, à moins que le président des États-Unis certifiât que Bagdad avait cessé d'employer des armes chimiques et accepté l'exécution d'inspections sur place par des observateurs impartiaux.

Dans son discours d'adieu prononcé à l'ONU le 26 septembre, le président Reagan a exhorté les parties au Protocole de Genève, et d'autres États également, à se réunir en conférence pour examiner les mesures qu'il serait possible de prendre afin de redonner de la vigueur à ce traité. Parmi les exemples que le Département d'État a cités plus tard, mentionnons la rédaction de clauses détaillées sur les enquêtes que l'ONU mène en cas de violations présumées, et l'élaboration de régimes qui permettraient de contrôler la vente de produits chimiques aux États violant le Protocole. Trois jours plus tard, le président de la France, M. François Mitterand, a épousé l'idée de tenir une conférence sur la question, et il a aussi préconisé l'instauration d'un embargo sur tous les produits, technologies et, plus généralement, armes destinés aux États employant des engins chimiques. Le 20 octobre, la France a annoncé qu'en sa qualité de depositaire du Protocole de Genève, elle organiserait à Paris, du 7 au 11 janvier, une conférence des ministres des Affaires étrangères pour réaffirmer les principes du document et pour le renforcer.

Entre-temps, la Conférence du désarmement (CD), à Genève, poursuit ses efforts afin de conclure une convention générale qui interdirait

la mise au point, la production, le stockage, le transfert et l'emploi d'armes chimiques. Le 28 juillet, à la CD, les États-Unis ont pour la première fois nommé les cinq usines de fabrication d'armes chimiques qu'ils avaient possédées dans le passé et possédaient aujourd'hui, et ils ont aussi précisé les types d'agents chimiques produits à chaque usine et les méthodes qu'il faudrait employer pour détruire les installations, aux termes d'une convention. Les États-Unis ont par ailleurs sanctionné une proposition soviétique sur une expérience multilatérale dont l'objet serait d'inspecter, à titre d'essai, certaines usines civiles de produits chimiques. À la fin de l'été, divers pays, dont l'Allemagne de l'Est, la République ouest-allemande et le Japon, s'étaient joints aux superpuissances pour convenir d'entreprendre des inspections expérimentales à l'échelle nationale d'ici la fin de l'année, avant qu'ait lieu un échange international d'inspecteurs.

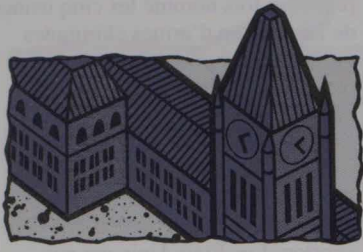
En bref

■ Dans un discours qu'il a prononcé à l'Assemblée générale de l'ONU le 27 septembre, le ministre soviétique des Affaires étrangères, M. Chevvardnadze, a proposé diverses mesures pour renforcer le rôle de l'ONU relativement à la limitation des armements; citons ici la création d'un organisme international de contrôle et de vérification, et l'établissement d'un registre des transferts d'armes classiques.

■ Le 16 septembre, à Krasnoyarsk, M. Gorbatchev a réitéré la promesse soviétique de ne pas accroître le nombre d'armes nucléaires dans la région de l'Asie et du Pacifique, et il a invité les autres puissances nucléaires à faire de même. Il a aussi proposé de ne pas augmenter les forces navales présentes dans la même région, de réduire l'activité des forces aériennes et navales dans la mer Jaune et dans la mer du Japon, de conclure un accord multilatéral à caractère régional sur les accidents en mer, et de créer une tribune de négociation pour préserver la sécurité dans la région susmentionnée. □

— RON PURVER

EN DIRECT DE LA COLLINE PARLEMENTAIRE



Note du rédacteur en chef : La trente-troisième législature s'est terminée le 1er octobre dernier lorsque le premier ministre Brian Mulroney a annoncé que des élections auraient lieu le 21 novembre. La nouvelle législature devrait donc être convoquée dès le début du mois de décembre. Les élections devant précisément avoir lieu pendant la période d'édition de Paix et Sécurité, les résultats n'auront pas pu être publiés dans le présent numéro.

La politique canadienne en Afrique australe

■ Les 2 et 3 août derniers, le Comité du Commonwealth sur l'Afrique du Sud, composé de huit ministres des Affaires étrangères et présidé par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Joe Clark, s'est réuni à Toronto. Il a été mis sur pied en octobre 1987, à l'occasion du Sommet de Vancouver des pays du Commonwealth, et chargé d'élaborer des plans de lutte contre l'apartheid. Le rapport de fin de réunion contenait plusieurs suggestions adressées aux gouvernements des pays du Commonwealth ainsi qu'à d'autres gouvernements portant sur la façon dont on pourrait élargir la portée des sanctions économiques et autres actuellement mises en oeuvre contre l'Afrique du Sud et à en renforcer l'application.

Le 10 août, le député libéral Bob Kaplan a exigé de savoir si le gouvernement entendait invoquer des sanctions totales contre l'Afrique du Sud, alors qu'en octobre 1985 déjà, devant l'Assemblée générale des Nations-Unies, le premier ministre avait annoncé que le Canada romprait toute relation avec Pretoria si le pays ne faisait rien pour mettre fin à l'apartheid. Les députés tant libéraux que néo-démocrates ont continué, pendant les deux semaines qui ont précédé l'allocation du premier ministre devant l'Assemblée générale des Nations-Unies le 29 septembre dernier, à poser des questions à ce sujet. Dans son allocation, M. Mulroney a parlé de la mise en oeuvre de «nouvelles

mesures précises [annoncées plus tôt au courant de la semaine] destinées à renforcer l'embargo sur les contrats gouvernementaux avec les sociétés sud-africaines et à instaurer un nouvel embargo sur les produits de technologie de pointe». Cette déclaration n'a pas empêché le chef libéral, John Turner, de s'en prendre le lendemain au premier ministre, en lui reprochant, à la Chambre des communes, de n'avoir pas su profiter de l'occasion pour rompre les relations diplomatiques et économiques avec l'Afrique du Sud.

Les opérations de maintien de la paix de l'ONU

■ Le 9 août dernier, le ministre de la Défense, M. Perrin Beatty, a annoncé que le Canada avait accepté de fournir des effectifs au Groupe d'observateurs militaires des Nations-Unies en Iran-Iraq (GOMNUII), chargé de surveiller le cessez-le-feu instauré pour mettre fin aux huit ans de guerre entre l'Iran et l'Iraq. Une première force comprenant 850 membres a été constituée, qui regroupe des effectifs originaires de vingt-quatre pays. Il ne devrait pas y avoir plus de quinze Canadiens ou Canadiennes dans la future force de 350 observateurs militaires non-armés qui patrouilleront la zone du cessez-le-feu le long des 1 200 kilomètres de la frontière irano-irakienne. Toutefois, au cours des six premiers mois, le Canada fournira 495 autres personnes qui seront affectées à la mise sur pied d'une infrastructure de communications pour le GOMNUII.

La politique centraméricaine du Canada

■ Le 23 septembre, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Joe Clark, a diffusé un exemplaire de la lettre qu'il a fait parvenir à M. John Bosley, président du Comité spécial de la Chambre des communes sur le processus de pacification en Amérique centrale en réponse aux recommandations que ce Comité avait faites au gouvernement le 5 juillet dernier. La nouvelle la plus importante que contenait cette lettre était le fait que le gouvernement a accepté d'affecter au cours de la période 1988-1994 la somme additionnelle de 100 millions de dollars (en plus des dépen-

ses déjà prévues) au financement des efforts de reconstruction et de développement économique des pays d'Amérique centrale.

Le Ministre a accepté en principe qu'il était important de renforcer la représentation diplomatique du Canada dans la région, mais il a rejeté l'idée de «mini-postes» au Nicaragua, au Honduras et au Salvador. M. Clark a indiqué qu'il espérait pouvoir faire du poste de chargé d'affaires au Guatemala un poste d'ambassadeur. Le gouvernement a aussi accepté la recommandation du Comité au sujet de l'aide technique à fournir dans les domaines des droits de la personne et du développement démocratique, et au sujet des mesures de vérification et de maintien de la paix mises en oeuvre dans le cadre de l'accord de paix signé par les cinq puissances d'Amérique centrale en août 1987. Toutefois, il faudrait, pour que le Canada puisse fournir une aide, que les cinq pays en question en fassent la demande; or, le processus a été bloqué du fait de la dispute qui oppose depuis longtemps le Honduras et le Nicaragua. La coopération avec cette région n'est donc pour l'instant que limitée à sa plus simple expression.

Le gouvernement avait déjà donné son approbation à une autre recommandation du Comité au sujet de la création d'un Centre international des droits humains et du développement démocratique. Le 15 août dernier, le projet de loi C-147 portant sur la formation de ce Centre, a été déposé à la Chambre des communes et a reçu la sanction royale le 30 septembre. Le Centre aura son siège à Montréal; il se compare à l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales, en ce sens qu'il s'agit d'une société d'État qui disposera d'un financement garanti pendant les cinq premières années. Le Centre aura pour mandat de fournir une aide technique, des services de formation et des ressources en vue de l'élaboration de systèmes électoraux, législatifs, judiciaires et légaux, tant au Canada qu'à l'étranger.

En bref

■ Le deuxième rapport du Comité permanent de la défense nationale intitulé «Le Programme canadien d'acquisition de sous-marins» a été déposé à la Chambre des communes

le 18 août dernier. Il donne un aperçu des témoignages entendus par le Comité, émanant pour la plupart de hauts fonctionnaires de la Défense, mais aussi de commentateurs extérieurs et de critiques qui se sont exprimés au sujet de la phase initiale du programme d'acquisition des sous-marins. Aucune recommandation n'a été faite à cette occasion.

■ Le 14 août, M. Yves Fortier a été nommé par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures au poste d'ambassadeur du Canada auprès des Nations-Unies, succédant ainsi à M. Stephen Lewis. Le 26 octobre, M. Fortier a appris qu'il serait appelé à représenter le Canada au Conseil de Sécurité des Nations-Unies, puisque le Canada a remporté ce jour-là l'élection tenue pour l'attribution d'un des deux sièges non-permanents du Conseil réservés aux pays occidentaux, le Conseil ayant au total quinze sièges.

■ Le 29 septembre, il a été annoncé à la Chambre que les ministres responsables de la science et de la technologie, Robert de Cotret et Frank Oberle, signeraient un accord intergouvernemental avec les États-Unis, neuf pays européens et le Japon au sujet de leur participation au projet de construction par les États-Unis d'une station spatiale au cours des trente prochaines années. L'un des principaux points de discordie au cours des trois difficiles années de négociation a été l'usage de la station à des fins de sécurité nationale. En vertu du compromis que l'on a réussi à trouver, il a été exigé que la station soit réservée à des usages pacifiques, mais aucune tentative n'a été faite en vue de définir ou d'interpréter cette expression. Le Canada doit recevoir 3 p. 100 de l'usage de tous les éléments de la station et devra en échange fournir le matériel de service requis pour la réparation et l'entretien de la station.

■ En septembre, l'Assemblée générale des Nations-Unies a élu M. Douglas Roche, ambassadeur au désarmement pour le Canada, au poste de président de la Première Commission pour la 43^{ème} session. La Première Commission est la principale tribune de discussion des questions de désarmement. □

— GREGORY WIRICK

TRIBUNE



Une analyse naïve de la situation en Haïti

■ J'attendais avec impatience de lire le très bon article de Cary Hector sur Haïti (*Paix et Sécurité*, été 1988), et je n'ai pas été déçu. J'ai toutefois été consternée par l'apparente naïveté qui ressortait de son commentaire trop court sur le rôle joué par les États-Unis dans le passé récent de ce pays ... Washington a révélé ces intérêts en appuyant le gouvernement d'Haïti pendant de nombreuses années, sans une seule parole de condamnation à l'égard des conditions de vie et de travail déplorables qui ont prédominé sous les régimes Duvalier, père et fils.... Je sais, depuis de nombreuses années, qu'un grand nombre d'entreprises envoient des marchandises à des pays qui sont dépourvus, ou presque, de législation sur le travail; Haïti était sûrement l'un des destinataires préférés de beaucoup d'entre elles. Un article paru le 30 janvier 1988 dans la rubrique «Report on Business» du *Globe and Mail* en fournit la preuve. Intitulé «Haïti retrenches as International Aid cut off», l'article précise : «Beaucoup d'entreprises américaines et internationales expédient des pièces électroniques et des matières textiles pour les faire assembler à Haïti, où le salaire minimum est de trois dollars par jour, ce qui réduit leurs frais de main-d'oeuvre. Haïti a tout fait pour attirer ces entreprises, mais l'instabilité créée par les événements politiques récents a effrayé quelques investisseurs ...» (traduction) Peut-on prétendre que l'ancienne époque était stable alors que les États-Unis appuyaient Duvalier pendant que les opposants au régime étaient emprisonnés, torturés ou assassinés par les «tontons macoutes», et que la majorité de la population était frappée par la pauvreté et l'analphabétisme, et dépourvue de tout pouvoir politique ?

Les États-Unis se sont contentés de regarder le rêve d'un gouvernement élu démocratiquement s'effondrer dans la violence et dans le sang.

Ils ont, par le fait même, contribué à la régression d'Haïti à l'ère Duvalier; la main-d'oeuvre bon marché va donc subsister, et on aura, une fois de plus, empêché un pays de décider de son propre sort dans un esprit démocratique.

Cary Hector, comment avez-vous pu ne rien dire au sujet d'une influence aussi néfaste qui a joué un rôle aussi déterminant pour le sort de votre pays ?

Jean Smith, Toronto

Shannon Selin n'a pas raison

■ Étant à la fois femme et candidate au doctorat en politique internationale, je comprends très bien la situation dont parle Shannon Selin («Les femmes feraient-elles mieux ?» *Paix et Sécurité*, printemps 1988). Elle établit un contraste pertinent entre d'une part, la richesse du mouvement féministe pour la paix et d'autre part, la relative pénurie de femmes dans les postes-clés de politique étrangère, ainsi que parmi les spécialistes des questions stratégiques en général (polémologues). ... J'ai été déçu de l'attitude de Madame Selin : au lieu d'étudier les causes structurelles de ce phénomène, ou d'essayer d'établir un pont entre les deux groupes dont il est question, elle a non seulement choisi d'obscurcir les positions des militantes féministes pour la paix, mais aussi de rendre ces dernières responsables du manque de femmes dans les postes de pouvoir et d'influence, plutôt que de blâmer les difficultés créées par le fait, comme l'admet l'auteure, que l'on a affaire, en matière de limitation des armements, à des institutions dominées par des hommes ... Madame Selin remarque, à grands renforts de condescendance, la prolifération de groupes féministes pour la paix, allant même jusqu'à les regrouper tous dans un «mouvement féministe» monolithique. J'aimerais croire que la diversité même du mouvement commande un certain respect à l'égard de la contribution variée et complexe qu'il serait en mesure d'apporter. Malheureusement, Madame Selin préfère nous mettre toutes dans une seule et même masse de femmes incultes.

... Les milieux spécialisés dans les questions stratégiques, admet

Shannon Selin, sont dominés par les hommes, et une participation féminine leur serait profitable. Madame Selin néglige toutefois d'envisager que les raisons pour lesquelles les femmes ne se lancent pas dans les domaines de la paix et de la sécurité puissent être d'ordre social et structurel. Étant femme et ayant fait des études approfondies en matière de sécurité et de limitation des armements, j'ai toujours trouvé qu'on encourageait traditionnellement très peu les femmes à se lancer dans les domaines militaires; par conséquent, celles-ci manquent d'assurance et ne croient pas avoir les aptitudes nécessaires pour comprendre les questions stratégiques. Il convient aussi d'ajouter qu'un grand nombre de femmes, comme beaucoup d'hommes, sont rebutées par les méthodes d'analyses stratégiques, qui insistent trop sur l'étude des mécanismes de la violence au lieu de remettre en question l'usage et l'abus de la violence comme instrument de pouvoir.

Beaucoup de femmes pensent que les spécialistes sont eux-mêmes réticents aux nouvelles idées en matière de paix et de sécurité. Certains discréditent les femmes qui s'interrogent sur le bien-fondé des principes fondamentaux de la pensée stratégique en portant atteinte à leurs compétences en tant que femmes.

Madame Selin s'en prend à la crédibilité des femmes qu'elle critique en les traitant de «mères pharisiennes», alors qu'elle devrait les considérer comme des collègues ayant leurs propres opinions.... Cette remarque non seulement porte atteinte à la crédibilité du mouvement féministe, mais elle laisse entendre que ce sont les femmes qui sont responsables de leur peu de poids en matière de décision politique, situation déplorée par l'auteure elle-même en début d'article. On appelle cette technique «la condamnation des victimes».

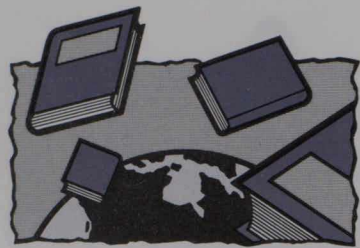
De même, en rejetant les positions holistiques des militantes féministes sur la politique – positions qui établissent une relation totale entre le désarmement et le bien-être social – parce qu'elles sont présumément «utopiques», Madame Selin choisit d'insister sur ce qu'elle perçoit comme étant le désir fantasque d'un changement social profond plutôt que d'admettre simplement que, puisque notre

monde est dominé par les hommes, les politiques tendent à satisfaire aux priorités des hommes. En affirmant que les militantes ont une opinion déterministe selon laquelle les femmes sont, de par nature, des êtres moins violents que les hommes, et par conséquent, qu'elles gouverneraient mieux qu'eux, Madame Selin suppose que le mouvement féministe est chauvin. La question ne consiste pas à savoir si les femmes sont plus aptes à gouverner que les hommes; on doit plutôt se demander si les femmes, toujours tenues à l'écart des postes de pouvoir et d'influence, et qui continuent de l'être, pourraient, si elles étaient en grand nombre au pouvoir, avoir assez de force pour accroître les ressources affectées aux questions qui les touchent, dont la garde des enfants et la santé.

L'article de Madame Selin soulève un problème plus vaste. L'un des moyens utilisés par les défenseurs de la limitation des armements pour critiquer les militants pour la paix consiste à les diminuer en les traitant d'ignorants, de naïfs et de rêveurs. Cela suppose que seules les personnes jouissant d'une vaste culture en matière de sécurité internationale sont compétentes pour débattre de questions politiques aussi graves que le désarmement. Cette conception élitiste justifie les observations des militants pour la paix, selon lesquelles les partisans «des bombes et des roquettes» sont incapables de discuter avec quiconque ne «parle pas leur langue». Oui, Madame Selin, dans ces circonstances, mettre un terme à la course aux armements est une utopie. Et à qui la faute ?

Ce sont les gouvernements, et non les groupes pacifistes, qui ont le dernier mot en matière d'armements. Si les gouvernants n'entrevoient pas la possibilité de réaliser le désarmement, ce projet n'est donc pas réaliste. Mais admettre que le désarmement est impossible, c'est admettre que l'humanité n'est maîtresse ni de la planète, ni de son destin. Le monde n'est pas gouverné par le déterminisme technologique, mais par le peuple. Et si les partisans de la limitation des armements ne sont pas d'accord avec cet énoncé, soit. C'est toutefois un point de vue valable, et on ne sert pas la cause de la stabilité politique en traitant les militants pour la paix de naïfs. Andrea Chandler, New York □

LIVRES



La victoire des vaincus. Oppression et résistance culturelle Jean Ziegler

Éditions du Seuil, Paris, 1988.
250 pages, 29,95 \$

■ Je n'ai pas aimé ce livre et je dirai pourquoi. Il fait partie de la longue liste des ouvrages faits de sentiments, d'anecdotes et de quelques réflexions.

Jean Ziegler est bien connu et on pouvait s'attendre à mieux. La page couverture du livre annonce «un grand reportage sociologique et un essai flamboyant»; on nous sert plutôt «un bon reportage et un essai qui tourne au feu de paille». La thèse de l'auteur, qui repose sur un ensemble de pièces et de morceaux, me paraît grossière et relève plus de l'incantation que du raisonnement.

Que dit Ziegler ? «Ce sont les peuples les plus pauvres qui connaissent sûrement les sens cachés de la vie». Voilà le paradoxe que le livre veut explorer, dit l'auteur. Vous verrez, au fond de la misère entraînée par l'exploitation des peuples dont nous détruisons les cultures, rejaillir «un réservoir précieux de sens». L'Occident se détruit en détruisant les autres, le sens fout le camp, mais nous conservons en nous «la nostalgie de la cohérence» et de la solidarité. «Les hommes au ventre creux qui, depuis des siècles, nourrissent l'Occident de leurs matières premières et de leur travail conservent au fond de leur dénuement un trésor de symboles propres à expliquer et commander la vie. Les pauvres sont l'avenir des riches. Le tiers monde sauvera l'Occident.

Pour les Occidentaux aliénés, privés de projets, le réservoir de valeurs des sociétés neuves du tiers monde prend ainsi la dimension d'un salut et d'un recours». D'où le titre du livre, *La victoire des vaincus*.

Entre un bref avant-propos et une encore plus brève conclusion, le livre présente les impressions de voyage et les commentaires d'un humaniste sensible à la misère des pauvres et soucieux de l'avenir de la planète. Il nous fait voyager en Amérique latine (Nicaragua, Cuba), en Union soviétique et surtout en Afrique (îles du Cap Vert, Éthiopie et Burkina Faso), présentant un tissu d'anecdotes plus ou moins développées dont beaucoup n'ont vraiment rien à voir avec la thèse du livre.

Les pensées élevées de Ziegler sont desservies par un ouvrage hâtif, quasiment baclé. Ceux qui chercheront à y comprendre la thèse de l'auteur devront être croyants ou disciples de Ziegler, car ils ne trouveront pas ici d'argumentation crédible. Comme toujours dans ce genre de livres, les paradoxes abondent et l'on perçoit vite les limites d'une thèse par trop simpliste. Prenons le cas du Burkina Faso que l'auteur a le plus développé. On nous présente l'époque où Thomas Sankara était président (du 4 août 1983 au 15 octobre 1987, date où il a été assassiné). Ziegler nous fait faire le tour du pays et des diversités coutumières des grands ensembles Mossi, Peul et Touareg qui forment la grande majorité de la population. On perçoit immédiatement l'ampleur des contraintes dont le gouvernement doit tenir compte et la sympathie de l'auteur pour les politiques de Sankara. Jusqu'ici nous le

suivons. Mais pas un moment nous ne voyons pourquoi il endosse cette incroyable idée que le salut de l'Occident se trouve parmi les peuples exploités. Ziegler se rend-il compte que les esclaves (chez les Touaregs) et les chefs de terre (chez les Mossis) sont une partie intégrante de la tradition ? Oui évidemment. Alors comment parler des traditions ensuite comme si en deça d'elles se trouvait une mystérieuse pureté qu'il s'agirait de retrouver ?

Selon le cas, Ziegler parle de la tradition qui violente ou de la tradition qui entretient la solidarité. C'est trop facile et cela laisse entier le problème de savoir ce qu'il faut conserver ou retrouver. Nous avons affaire à une ébauche d'interprétation, le court chemin qui nous est proposé laisse en suspens trop d'impensé pour se permettre pareille hypothèse. Et d'ailleurs recourir ainsi à la source des symboles que représenterait la vie des pauvres exploités, n'est-ce pas aussi continuer à les exploiter jusque dans leurs symboles ? Et puis enfin quelle grossière analyse de l'Occident. On se croirait dans un scénario des bons et des méchants dans lequel un sociologue missionnaire tient plus à s'indigner qu'à réfléchir.

La thèse de Ziegler contribue-t-elle au discernement des enjeux ? Je ne le pense pas. Il faudrait en dire beaucoup plus long. Il n'est pas étonnant qu'au moment d'analyser les politiques de Sankara et les difficultés qu'il rencontre du côté des traditions, sans compter celles propres aux contextes économique et politique, Ziegler accumule les notations qui montrent bien à quel point la réalité sociale est multiorientée pour mille raisons, entraînant des situations dont les paradoxes ne sont pas nécessairement fructueux.

Je ne vois pas en sociologie la pertinence des réflexions comme celles de Ziegler qui visent pour les sociétés un avenir conforme au modèle des abbayes intégrées où le sens et la solidarité seraient assurés. Pour parler comme Bateson, Ziegler me paraît confondre trop souvent le

menu et le repas. Il tend à nous dire : «Le repas n'est pas bon mais j'ai dans ma poche un menu qui ferait un bon repas». Malheureusement manger le menu à la place du repas provoque parfois bien des indigestions. — Yvan Simonis

Yvan Simonis est professeur au département d'anthropologie à l'Université Laval.

Le festin de la terre. L'histoire secrète des matières premières Eric Fottorino

Éditions Lieu Commun, Paris, 1988.
354 pages, 31,50 \$

■ Nombre des événements qui marquent l'évolution des sociétés et plusieurs des stratégies territoriales des États peuvent être associés à l'histoire et à la géographie des matières premières. Les relations entre l'Homme et la matière sont complexes et ont des incidences politiques et économiques variées.

Bénéficiant d'une bonne crédibilité journalistique, Eric Fottorino nous invite dans l'univers sans frontières des matières premières. Divisé en quatre parties d'inégale longueur, l'ouvrage compte une bibliographie et des annexes sur les principaux producteurs de matières premières, les réserves minières du globe, l'importance de l'Afrique du Sud, les relations entre métaux, céramiques et plastiques, et un document sur le germanium.

Après un bref survol des légendes associées aux matières premières, l'auteur souligne de façon habile que la répartition inégale des matières premières sur le globe est étroitement liée à l'esclavage, aux révolutions industrielles, aux empires coloniaux et plus récemment aux politiques de stockage des grandes puissances. Ces dernières visent en effet à s'assurer d'une réserve de produits du sol et du sous-sol pour le fonctionnement de leur économie respective en cas de

rupture de source d'approvisionnement occasionnée par un conflit armé.

Dans la deuxième partie de l'ouvrage, l'auteur procède à des études de cas. Les considérations stratégiques derrière l'exploitation du cuivre chilien sont examinées et nous permettent de comprendre les intérêts majeurs de l'industrie et du gouvernement américain dans le renversement du régime Allende en 1973. Les pages suivantes sont consacrées à l'Union soviétique. Fottorino y décrit intelligemment l'usure de l'arme alimentaire, l'échec des embargos et les moyens avec lesquels l'URSS soumet les grands exportateurs de grain au jeu de la concurrence et déclenche entre les Américains, Australiens, Canadiens et Européens une bataille pour la conquête de marchés. L'importance des minerais stratégiques que renferme le territoire sud-africain est explorée. On y constate que les États se soucient plus de la sécurité des approvisionnements que de la défense des droits de l'Homme. L'auteur enchaîne sur les jeux de coulisses du marché du thé et du café ainsi que sur un bref historique de la politique française d'approvisionnement en uranium du Niger, en manganèse du Gabon et en nickel de Nouvelle-Calédonie.

L'importance des marchands n'a pas échappé à Fottorino. Par leur fonction d'intermédiaires, par les échanges et les liens qu'ils tissent à travers le globe, ils contrôlent les moyens de distribution, l'accès des marchés mondiaux et de ce fait assurent la mobilité géographique des matières premières. La quatrième partie porte sur l'exploitation humaine. L'auteur y décrit les conditions qui s'apparentent à l'esclavage.

L'auteur conclut en parlant de l'importance des nouveaux matériaux et des superalliages. Résultat du progrès de la recherche en laboratoire, les matières premières de demain contiennent une forte dose

d'informations qui constituent un enjeu stratégique permettant des innovations particulières. À la conquête des matières premières se substitue discrètement la conquête des formules. Mais, le développement de ces nouveaux matériaux nécessite des investissements énormes qui ne peuvent être à la portée de quelques pays industrialisés.

Aussi, les matières premières excellent pour longtemps le destin des pays du tiers monde.

Malgré l'absence de cartes et d'illustrations, cet ouvrage vulgarisateur et avant tout destiné au grand public, mérite une large diffusion.

— Claude Comtois

Université de Montréal

Europe médiane ?

Hérodote, numéro 48, 1er trimestre 1988. 168 pages, 29,95 \$

■ Depuis la paix de Versailles, les pays de l'Europe de l'Est fascinent les Occidentaux. Ils avaient été créés en vue de satisfaire le principe d'autodétermination énoncé par le président américain Woodrow Wilson dans ses «quatorze points». Ces petits États, coincés entre deux géants, l'Allemagne vaincue et la Russie bolchévique, remplaçaient l'empire des Habsbourg dont l'existence avait rendu plus ou moins possible un équilibre géopolitique dans la région. Cependant, méfiants les uns envers les autres, hésitants devant les efforts de la France à les unir dans la Petite Entente, ils succombèrent d'abord à l'expansionnisme de l'Allemagne puis à celui de l'Union soviétique.

La mainmise du Kremlin sur la région eut des conséquences unificatrices, notamment sur le plan politique. Or voici que près d'un demi-siècle plus tard, certains indices suggèrent que cette unité est fragile, non seulement du fait d'avoir été imposée et maintenue par la division de l'Europe en deux camps, mais aussi parce qu'il y a prise de conscience de l'intérêt de former un troisième ensemble en Europe. «Pour l'heure, il n'est pas question de son statut politique, mais seulement d'échanges culturels et économiques qui concerneraient un plus ou moins grand nombre d'États situés, disons pour le moment ... à l'Ouest de la Russie. Cet ensemble, selon certains, pourrait

chevaucher la ligne fortifiée qui coupe l'Europe en deux et comprendre des États d'Europe occidentale comme l'Autriche et l'Allemagne de l'Ouest», écrit Yves Lacoste, directeur de la revue. La majorité des articles publiés dans ce numéro d'*Hérodote* examinent les aspects de ce que Lacoste appelle «l'Europe médiane».

L'éditorial de Lacoste, en fait, donne le ton à l'analyse de cette idée qu'un «grand flou entoure encore». Sous-entendus sont les questions suivantes : Quelle est son origine ? Quels ont été les problèmes dans le passé susceptibles de l'influencer ? Quels sont les problèmes actuels qu'il faudrait peut-être résoudre d'abord et qui en seraient les acteurs ? C'est Michel Korinman qui répond à la première question dans un excellent exposé. Tout comme dans l'éditorial, le point central est le rôle joué par les Allemands. Un Allemand, Friedrich Naumann a été à l'origine en 1915 du concept de *Mitteleuropa* que la politique allemande détourna à d'autres fins.

Il y a donc un legs historique à surmonter ainsi que le problème de l'unification des deux Allemagnes que le projet sous-tend. Lacoste pose cette question d'unification, mais sa réponse revêt toutefois une ambiguïté : «Assurément, cette Europe médiane qui pourrait progressivement s'établir de la Baltique à la Méditerranée, apparaît pour une Allemagne plus ou moins réunifiée comme une aire de plus grande influence et un facteur de plus grande puissance. Cependant, l'expansion de l'Allemagne — tout comme celle du Japon, nouvelle superpuissance, — sera freinée, dans les vingt ans à venir, par son déclin démographique, la grave réduction du nombre des naissances et le vieillissement accru de sa population». Mais il n'y a pas que les Allemands.

Dans un entretien sur le rôle historique, surtout culturel, de la diaspora juive, Edgar Morin souligne un autre aspect de la tragédie de

l'Holocauste pour la région alors que Stéphane Yérasimos donne un aperçu historique des problèmes politiques et nationaux dans les Balkans depuis 1683. Il y a lieu de croire que certains subsistent comme le souligne Michel Roux dans son analyse des trois crises de la Yougoslavie. Thomas Schreiber présente ensuite quelques aspects du problème national en Europe centrale et orientale alors que Stéphane Rosière examine la situation des minorités magyares. Ces deux articles font le point entre les problèmes du passé et les questions encore à résoudre avant qu'un projet d'unification puisse vraiment être envisagé.

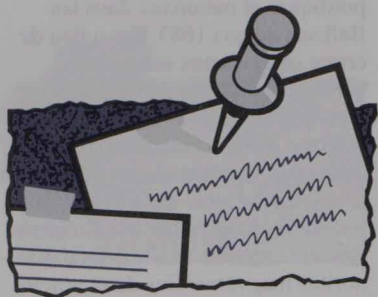
Aussi important que le poids du passé est la question des acteurs. Qui formerait cette Europe médiane et qui gouvernerait ? La réponse à ces questions nous dirait aussi quelle forme elle prendrait. Questions spéculatives, évidemment, mais importantes parce qu'elles portent également le poids du passé. Contrairement à Versailles, ne faudrait-il peut-être pas penser en termes de nations plutôt que d'États ? C'est avec une prudence intelligente que la revue n'examine pas ces questions. Il n'en reste pas moins qu'il faudra un jour les poser à toutes les nations de la région. Quelle que soit leur réponse, le moment est venu de prendre au sérieux cette idée. Ce numéro de la revue *Hérodote*, qui contient aussi des articles sur Chypre, le Karabagh et la géographie soviétique, a le mérite de vouloir encourager le débat.

— Stanislav Kirschbaum

Stanislav Kirschbaum est professeur de science politique à l'Université York, Collège Glendon à Toronto. □

Voir l'analyse sommaire d'ouvrages publiés en anglais dans la rubrique *Reviews de Peace&Security*.

NOUVELLES DE L'INSTITUT



■ **Judith Padua**, directrice générale du *Clifford E. Lee Foundation* à Edmonton, en Alberta, a été nommée au Conseil d'administration de l'Institut. Sa nomination a été annoncée par M. Joe Clark, secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

■ «La sécurité canadienne face aux défis du XXI^e siècle», tel était le thème de la conférence annuelle de l'Institut, convoquée cette année à Winnipeg. Les participants ont abordé un éventail de sujets, allant de la pauvreté à la population et l'environnement en passant par le désarmement, la limitation des armements et les conflits régionaux. Ils ont anticipé et analysé les réactions possibles du Canada. Parmi les orateurs, mentionnons l'ancien ambassadeur du Canada à l'ONU, **Stephen Lewis**, **Jim MacNeill**, membre de la Commission Brundtland et, actuellement membre de l'Institut de recherches politiques, **Richard Ned Lebow**, de l'Université Cornell, **Jean-Pierre Derriennic**, de l'Université Laval, **Douglas Lindores**, vice-président de l'ACDI, et **Geoffrey Pearson**.

■ Avant la conférence, les Services d'information de l'Institut ont organisé une séance d'une demi-journée à l'intention des bibliothécaires et du personnel des centres de ressources du Manitoba et du nord-ouest de l'Ontario, portant sur les ressources d'information en matière de paix et de sécurité.

■ **Nikita Bantsekin** et **Eugenia Issraelyan**, de l'Institut des études canado-américaines, de l'Académie des sciences de l'URSS (Moscou), ont passé plusieurs semaines à Ottawa en septembre et en octobre; ces visites faisaient partie d'un échange entre leur institut et l'ICPSI. Les Soviétiques sont allés à Montréal, à Québec, à Kingston et à Toronto pour y interroger des Canadiens et

Programmes de bourses de l'ICPSI

■ L'Institut invite les personnes intéressées à lui faire parvenir des demandes dans le cadre de son Programme de bourses. Peuvent présenter une demande des universitaires et d'autres chercheurs souhaitant amorcer ou poursuivre des travaux dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales.

Les candidat(e)s doivent posséder la citoyenneté canadienne et au moins un diplôme universitaire de premier cycle, ou montrer qu'ils ont une expérience équivalente.

L'Institut dispose de 173 000 \$ pour le Programme et il compte attribuer dix bourses; trois vau-

dront 25 000 \$ chacune, et sept, 14 000 \$. Un comité de sélection indépendant examinera les demandes, et les noms des lauréats seront annoncés en mai 1989. Pour l'année universitaire 1989-1990, la date limite de réception des demandes a été fixée au 1^{er} février 1989.

Pour obtenir plus de détails et des formulaires de demande, prière d'écrire à :

Association des universités et collèges du Canada
Services d'administration des bourses d'étude
151, rue Slater
Ottawa (Ontario) K1P 5V1.

Canadiennes qui se spécialisent dans les domaines qui les intéressent, soit les relations entre francophones et anglophones, les conflits régionaux, le désarmement et les politiques de limitation des armements du gouvernement canadien et du secteur non gouvernemental, ainsi que les questions concernant les femmes.

■ **Geoffrey Pearson** a pris la parole à l'occasion du colloque organisé par des étudiants de l'Université Laval en septembre dernier sur la nouvelle direction en Union soviétique. Il avait déjà dirigé un séminaire sur les relations Est-Ouest, plus tôt au cours de ce même mois, à l'École de journalisme de l'Université Carleton. **Carl Jacobsen**, membre associé à l'Institut et professeur à l'Université Carleton, a organisé vers la fin du mois de septembre un séminaire à l'université sur le thème : «Soviet Foreign Policy at the Crossroads». Parmi les orateurs, on retrouvait **Jerry Hough**, de l'Université Duke, **Paul Marantz** de l'Université de Colombie-Britannique, **Jacques Lévesque** de l'Université de Québec à Montréal et **Ron Purver**, de l'Institut.

■ «The Reduction of the Risk of War Through Multilateral Means», tel était le thème de la conférence commanditée par l'Université Yale dans le cadre de son programme pour la sécurité internationale et la limitation des armements, ainsi que

par l'ICPSI. Cette conférence a été organisée par **David Cox**, ancien directeur de la recherche à l'Institut, actuellement professeur de science politique à l'Université Queen's et par **James Sutterlin**, de l'Université Yale. La conférence, qui s'est déroulée à Kingston au début d'octobre, portait sur les centres destinés à réduire les risques de guerre par des moyens multilatéraux, sur leur utilité, leurs structures, leurs limites et leurs possibilités. On a aussi souligné qu'il était nécessaire d'améliorer les capacités des forces de maintien de la paix des Nations-Unies, et on a insisté sur le rôle d'une organisation multilatérale dans le règlement des conflits dus à des tensions politiques sociales ou intérieures. **Vladimir Petrovski**, sous-ministre soviétique des Affaires étrangères, a fait le principal discours. M. Petrovski a évoqué de nouvelles idées au sujet des activités de l'ONU dans le domaine de la résolution de conflits. L'Université Yale publiera un compte rendu de la conférence; l'ICPSI fera paraître un rapport à ce sujet l'année prochaine. On s'est entendu, à la conférence, pour former de petits groupes d'étude qui élaboreront des propositions concrètes, lesquelles seront présentées aux Nations-Unies.

■ Vers la fin d'octobre, l'ICPSI et l'organisation *Science for Peace* se sont associés pour commanditer une

conférence internationale sur la coopération dans l'Arctique. Convoquée à Toronto, cette conférence portait sur quatre domaines principaux : la conjoncture régionale et mondiale, la course aux armements et la limitation des armements, la science et la coopération, et, enfin, la coopération technique et culturelle. Cet événement a regroupé des spécialistes des sciences physiques et sociales, des représentants des autochtones et des responsables politiques. Organisé par un groupe comprenant **Franklyn Griffiths**, de l'Université de Toronto, et **Ron Purver**, de l'Institut, cet événement a attiré une foule impressionnante d'orateurs internationaux et canadiens. Un rapport sera publié l'an prochain.

■ **Chai Chengwen**, vice-président de l'Institut de Beijing des études stratégiques internationales, en Chine, est venu visiter l'ICPSI en septembre dernier, accompagné d'autres membres de son Institut. Il a participé à un colloque sur les relations Est-Ouest, les relations sino-soviétiques, les événements récents en URSS et les relations sino-américaines.

■ **Dietrich Stobbe**, membre de l'Assemblée nationale ouest-allemande, le *Bundestag*, et ancien maire de Berlin, a prononcé un discours à l'occasion d'un séminaire tenu à l'ICPSI le 25 octobre sur le thème : «Le point de vue du Parti social démocrate sur les réformes de Gorbatchev : une occasion de favoriser la coopération Est-Ouest». Il s'adressait à un groupe de hauts fonctionnaires, d'universitaires et de députés. Au début du mois de novembre, **Thomas Kielinger**, rédacteur en chef du quotidien allemand *Rheinischer Merkur*, a dirigé un débat sur l'Europe de 1992.

■ À la mi-octobre, «en reconnaissance des services remarquables qu'il a rendus au Canada, de ses efforts pour promouvoir le développement international et le désarmement et de ses nombreuses contributions à la savante étude des affaires internationales», l'Université Dalhousie a conféré à **Geoffrey Pearson** le titre de Docteur en droit, honoris causa. □

SUBVENTIONS AUX PROGRAMMES PUBLICS –

Premier semestre 1988–1989

Les Ami-e-s de la Terre Québec , Québec	5 000 \$
Désarmement et action pacifique (Série d'émissions, articles et mini-colloques)	
Canadian Forces Logistics Association , Ottawa, Ontario	4 000
Canada's New Field Army (Conférence)	
Canadian University Press , Ottawa, Ontario	5 000
Improving CUP Coverage of International Peace and Security Issues	
Centre d'animation St-Pierre de Montréal Inc , Montréal, Québec	2 150
Formation aux questions de paix et de désarmement (série d'ateliers)	
Centre for Education, Law & Society	5 000
Simon Fraser University, Burnaby, British Columbia	
Human Rights and the Disappeared: A Canada Latin-America Consultation	
Cinéfort Inc , Montréal, Québec	10 000
Peace is More than the Absence of War (Film)	
Conference of Defence Associations Institute , Ottawa, Ontario	5 000
Documentary Film «Canada's Military Heritage»	
Conseil estrien pour la paix , Sherbrooke, Québec	600
Forum «La paix et sécurité» (atelier)	
Dalhousie University , Halifax, Nova Scotia	10 000
Pacem in Maribus XVII (Conférence)	
Dalhousie University , Centre for Foreign Policy Studies	18 000
Halifax, Nova Scotia	
The Undersea Dimension of Maritime Strategy (Conférence)	
Face to Face Media Society , Vancouver, British Columbia	10 000
Living in the Nuclear Age (Teachers' Guide)	
Global Education Workshops , Stanstead, Québec	1 500
Global Education Workshops	
Global Village Sudbury , Sudbury, Ontario	1 600
Global Village News, Phase II	
Groupe de recherche et de réflexion sur la paix et la sécurité internationales , Outremont, Québec	1 300
Séminaires et présentations de notes de recherche sur la paix et la sécurité internationales	
The Group of 78 , Ottawa, Ontario	10 000
Canada and Her Neighbours (Conférence)	
Institute of Peace and Conflict Studies , Waterloo, Ontario	5 000
Conflict Resolution in the Horn of Africa: Envisioning Alternative Future (Consultation)	
International Council for Adult Education , Toronto, Ontario	1 200
Consultation of Funding Agencies for Peace and Security Issues	
Jarvis, Michael , Ottawa, Ontario	5 000
A Canadian Journal on Soviet Affairs and Canadian-Soviet Relations	
The Marquis Project , Brandon, Manitoba	3 900
Rural Schools Peace Education Project	
Monet-Chartrand, Simonne , Richelieu, Québec	5 700
En route vers la paix	
The National Council on Canada-Arab Relations , Ottawa, Ontario	15 000
Seeking Peace in the Middle East: Toward A UN International Peace Conference	
Network for Community Justice and Conflict Resolution	5 000
Kitchener, Ontario	
North American Conference on Peacemaking and Conflict Resolution	
Peace Coalition Committee – Mississauga , Mississauga, Ontario	1 000
«What is Security?» – The Peace Imperative (Film Festival)	
Peacefund Canada , Ottawa, Ontario	5 000
Newsletter	
Progress Pictures , Montreal, Québec	9 400
Peace Talk Travels: The Arctic Youth Tour 1988 (Film)	
Projects Peacemakers , Winnipeg, Manitoba	1 000
Peace Projections (Newsletter)	
Project Ploughshares Calgary , Calgary, Alberta	10 000
Southern Alberta Peace Education Project – 1988	
Queen's University , Centre for International Relations, Kingston, Ontario	3 000
The US-Canada Security Relationship: The Politics, Strategy and Technology of Defence (Proceedings)	
Royal Society of Canada , Ottawa, Ontario	15 000
To Know this Planet: Global Change, A Canadian Challenge	
Royal United Services Institute of Nova Scotia , Halifax, Nova Scotia	3 000
The Canadian Army in the Twenty-First Century (Seminar)	
Science for Peace , Toronto, Ontario	6 000
Publication of the Canadian Papers in Peace Studies	
St. Mary's Secondary School , Cobourg, Ontario	2 000
Speakers Forum – Canada and the Islamic World	

Terra Nova Integrated School Board , Peace Education Committee	8 750
Gander, Newfoundland	
Development of Instructional Units and Materials	
The True North Strong and Free , Inquiry Society, Edmonton, Alberta	20 000
A Public Inquiry into – The Arctic: Choices for Peace and Security	
The University of Lethbridge , Division of Continuing Education	5 000
Lethbridge, Alberta	
Beyond the INF Treaty: Toward International Security and Peace (Conférence)	
University of Manitoba , Department of Political Studies	4 500
Students Conference, Winnipeg, Manitoba	
Nuclear Proliferation and Arms Control: the Forgotten Link	
University of Toronto , University College, Toronto, Ontario	5 000
Third Inter-University Seminar on Peace Studies	
TOTAL	228 600 \$

SUBVENTIONS À LA RECHERCHE –

Premier semestre 1988–1989

Adelman, Howard	7 500 \$
York University	
The Global Crisis in Refugee Migration: The Security Problems that Arise in Countries of First Asylum	
Dhanapala, Jayantha	10 000
United Nations Institute for Disarmament Research	
Conference on Conventional Disarmament in Europe	
Duhamel, Luc	10 000
Centre interuniversitaire d'études européennes	
Les relations sino-soviétiques en 1978–1988 : leur évolution vue à travers les médias locaux dans la région frontalière	
Hervouet, Gérard S.	10 000
Université Laval, Centre québécois de relations internationales	
Transformations et équilibre dans la région Asie-Pacifique : une analyse du réajustement de la politique étrangère de quatre états régionaux à l'endroit des États-Unis	
MacDonald, Brian S.	5 000
Canadian Institute of Strategic Studies	
Canada, China and North Pacific Security	
Opazo Bernales, Andres	40 000
Centam University Confederation (CSUCA)	
Book on Central America Peace Process	
Pfefferblit, Irving	15 000
Committee for the Erice Group	
A Possible Security Regime for the Year 2000	
Rikhye, Indar Jit	20 000
International Peace Academy	
The United Nations and Peacekeeping: Results, Limitations and Prospects – Lessons from 40 Years of Experience	
Ross, Douglas	10 000
Langdon, Frank	
University of British Columbia, Institute of International Relations	
Dialogue on Peace and Security in East Asia: Steps towards the Resolution of the Korean and Kampuchean Security Dilemmas	
Rubinoff, Arthur G.	5 000
University of Toronto	
Canada-South Asia Political and Strategic Relations: Issues and Perspectives	
Scheinberg, Stephen J.	2 400
Concordia University, Department of History	
Civil Aviation and the Failure of Internationalism 1942–1944	
Zureik, Elia	10 000
Queen's University, Department of Sociology	
Attitudes to the Israeli Criminal Justice System: An Arab-Jewish Comparison	
TOTAL	144 900 \$

Attribution des subventions et échéancier

■ L'Institut attribue des bourses deux fois par année. Prière de communiquer avec l'ICPSI pour obtenir des formules de demande et un exemplaire du texte énonçant les critères mis à jour. Prière également de prendre note des dates limites suivantes :

30 juin, pour les décisions prises en octobre

31 décembre, pour les décisions prises en mars.

LETTRÉ DE MOSCOU

PAR MICHAEL CONSTABLE



À Moscou, il n'y a ni emplettes de

Noël, ni arbres de Noël, ni lumières de Noël, ni cadeaux de Noël! Rien de tout cela...

Ici, c'est le Nouvel An qui compte; on a donc des emplettes du Nouvel An, des arbres du Nouvel An, des lumières et des cadeaux du Nouvel An.

Et puis zut! Le réflexe de Pavlov s'est déclenché, et je suis parti magasiner.

Je me suis retrouvé ballotté par la foule au magasin Detskymir (L'univers des enfants), m'efforçant, en donnant du coude, d'arriver à un comptoir de jouets, au premier étage.

J'ai poussé encore un peu pour finalement apercevoir brièvement, entre les têtes et les épaules, quelque chose de vert olive sur le comptoir. Mais les têtes et les épaules se sont resserrées, et j'ai perdu l'objet de vue. Puis, je l'ai de nouveau entrevu, j'ai reçu une bonne poussée d'une *babooshka*, et me voilà au comptoir, face au canon que je voulais tant avoir à Noël en 1953.

L'«engin» fait de métal coulé, avec des pneus de caoutchouc, des engrenages vrillés, un cran d'armement et un magasin, était capable de lancer un pétard à trente pieds. C'était bien celui que je voulais en 1953... La caisse vrombit, la musique se mit à jouer à tue-tête et la neige sale maculant mes bottes fondit et s'infiltra dans mes souliers... «Mais c'est un jouet de guerre; or, je fais des bandes dessinées au sujet des jouets de guerre, les jouets de guerre ne sont pas de bons jouets.» Je quittai le magasin, sans canon.

Après le Nouvel An, je suis retourné au magasin pour examiner l'«arsenal».

J'ai compté vingt jouets : des jeux de soldats de plastique, au bas de l'échelle (1 rouble), et à l'autre extrême, un fusil AK-47 grandeur réelle à piles (20 roubles).

Aucun guerrier de l'espace, ni transformeurs, ni répliques miniatures de superhéros.

Les jouets de guerre reproduisent surtout du matériel de la Seconde Guerre mondiale, car à la télévision et au cinéma, on montre beaucoup de films sur cette période. Ici, il n'existe pas de séries télévisées mettant en vedette, dans des bandes dessinées, des Rambo ou encore des G.I. Joe.

L'emballage est fort simple : une boîte contenant un canon montre un canon, un point c'est tout. On n'y dépeint aucun «ennemi».

On ne fait aucune publicité sur les jouets de guerre. Pas plus d'ailleurs que sur les souliers, le savon et la pâte dentifrice. Mais les choses vont peut-être changer. On est en train de restructurer l'économie. Au lieu de mettre l'accent sur une direction centrale et sur le versement de subsides, on instaure un régime de profits et pertes dans le secteur manufacturier. Si une compagnie de jouets veut réussir, elle devra le faire uniquement grâce à ses ventes.

Cette formule supposera donc de la publicité et la mise en marché de nouveaux produits.

Dans le contexte soviétique, cela signifie que, dans l'industrie des jouets, un gérant éclairé cherchera sans doute à créer un «Super-Ivan» et son ennemi mortel «Jihad Joe».

Le moment est venu, je pense, de prôner la réduction mutuelle des armes dans la salle de jeux. Les jouets soviétiques n'ont pas atteint un degré de perfectionnement électronique aussi élevé qu'ailleurs dans le monde, mais en revanche, ils sont très durables. La parité existe vraiment, à mon avis, notamment au chapitre des chars jouets américains et soviétiques (voir le diagramme).

Je propose d'éliminer les catégories A, B et E, et le retrait progressif des catégories C et D, à mesure que les piles s'épuiseront.

Il conviendrait d'autoriser les Soviétiques à mener des recherches et des expériences dans le domaine des «superhéros» en attendant la conclusion d'un accord sur l'élimination complète des jouets de guerre. Mais cela ne se produira que quand nous nous serons débarrassés des véritables armes dont les jouets ne sont, somme toute, que des répliques. □

Michael Constable est illustrateur professionnel; il vit à Toronto. Il se trouvait à Moscou l'an dernier, pendant la période de Noël et du Nouvel An.

	URSS	États-Unis
A	Laser clignotant Téléguidé	Aucun
B	Téléguidé	Aucun
C	Filoguidé	
D	À piles	
E	À remontage	Fin de série

Winter 1988/1989
doc
CA1
EA720
P27
EXF
1988/1898
Winter

LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E
3 5036 01029725 0

PEACE & SECURITY

THE 1988 CIIPS PUBLIC OPINION SURVEY

*How much do Canadians
want to spend on defence?
What do they want to
spend it on?*

AN ANALYSIS
BY DON MUNTON



Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures
OTTAWA

DEC 30 1988

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RE-QUERIR À LA BIBLIOTHÈQUE DU MINISTÈRE

Also in this issue:

- Alain Borgognon**
The grim but profitable international traffic in toxic waste.
- Bissonnette, Cox and Pearson**
The Institute five years on.
- Sharon Hobson**
What to do about the submarines and why it matters.
- King Gordon**
A friend pays tribute to John Holmes.
- Michael Constable**
From the toy store front lines, a letter from Moscow.

**Institute Publications
1987-1988**

OCCASIONAL PAPERS

4. **From Lenin to Gorbachev: Changing Soviet Perspectives on East-West Relations**, by Paul Marantz, May 1988, 89 pages.
5. **The Debate About Nuclear Weapon Tests**, by Jozef Goldblat and David Cox, August 1988, 86 pages.
6. **The Return of Vietnam to the International System**, by Gérard Hervouet, November 1988.

ANNUAL GUIDE

A Guide to Canadian Policies on Arms Control, Disarmament, Defence and Conflict Resolution 1987-1988, 327 pages.

BACKGROUND PAPERS

16. **Accidental Nuclear War: Reducing the Risks**, by Dianne DeMille, January 1988.
17. **Chemical Disarmament: From the Ban on Use to a Ban on Possession**, by Jozef Goldblat, February 1988.
18. **Has the ABM Treaty a Future?** by Ronald G. Purver, February 1988.
19. **The War in the Gulf**, by Francine Lecours, May 1988.
20. **Destabilization of the Frontline States of Southern Africa, 1980-1987**, by Dan O'Meara, June 1988.
21. **The Conventional Military Balance in Europe**, by Roger Hill, July 1988.
22. **The NATO Nuclear Planning Group**, by Jocelyn Coulon, August 1988.
23. **Peacekeeping and Peacemaking in Cyprus**, by Robert Mitchell, October 1988.

POINTS OF VIEW

5. **Towards a World Space Organization**, by Elisabeth Mann Borgese, November 1987.
6. **New Dimensions in Canadian-Soviet Arctic Relations**, by John Hannigan, November 1988.
7. **Of Fire-Proof Houses: Canada's Security**, by Geoffrey Pearson, November 1988.

CONFERENCE REPORTS

4. **Peace, Development and Security in the Caribbean: Perspectives to the Year 2000**, Proceedings of a Conference, Kingston, Jamaica, 22-25 March 1987, by Lloyd Searwar, 36 pages.
5. **Measures for Peace in Central America**, 8-9 May 1987, by Liisa North, December 1987, 76 pages.
6. **The International Trade in Arms: Problems and Prospects**, 21-22 October 1987, by Keith Krause, March 1988, 47 pages.

NOTE FROM THE EDITOR

■ There is little doubt that issues of international peace and security played no obvious role in deciding the recent election. This might be because there is not a great deal to argue about.

There is a remarkable convergence of policy among the three major parties on Canada's role in the world regarding defence and international security. They all support peacekeeping, the UN, a more or less vigorous anti-apartheid stance, aid to developing countries, pressure on the superpowers toward nuclear disarmament, partnership of some sort with like-minded western powers, and a moderate increase in defence spending. They might argue during Question Period about when we should break off diplomatic relations with South Africa, or about the number of frigates the navy should get, but this is small change as far as controversy over public policy goes. Nobody with a reasonable prospect of gaining office is proposing we join the Warsaw Pact, invade Cuba or run guns to the Contras.

What differences there are have been deliberately muted: the Conservatives have deferred the po-

tentially divisive question of nuclear-powered submarines until who knows when; the NDP's proposal to have Canada leave the North Atlantic Alliance was not very subtly fudged by a statement that it would not leave NATO during its first term in office.

As **Don Munton's** analysis of this year's survey results shows, Canadians have definite and quite nuanced views of international and defence policy issues. What is also clear from the survey is that Canadians don't want very much to change. Perhaps this reflects a widespread view that insofar as issues of war and peace can be "managed," and to the extent that Canada has influence on these matters, we are doing about as well as we can.

What this survey does not reflect - others have - is the deep-rooted concern about other international problems: economic decline, environmental catastrophe, overpopulation and so on. At least one recent survey has Canadians much more worried about these challenges to their security and well-being than they are about war - a startling shift from only a few years ago. The important difference between the war and peace problem and the other questions,

is that we have only just begun to comprehend the dimensions of the challenges we face and they are not being managed at all.

In other articles, **Alain Bor-gognon** looks at the apparently lucrative international trade in toxic waste and what various international organizations are trying to do to regulate the practice; the controversial question of nuclear-powered submarines, and the political and diplomatic implications of Canada's decision, are examined by **Sharon Hobson**; and we present a tribute to the life and career of the late John Holmes by **King Gordon**.

Last, *Peace & Security* indulges in some (we hope) constructive navel gazing in the form of a roundtable discussion on the past and future of the Institute. This issue of *Peace & Security* also marks the departure of CIIPS founding and current Executive Director **Geoffrey Pearson**. He will be succeeded for a five-year term on 1 February 1989 by **Bernard Wood**, formerly founding Director of the non-profit policy research centre, the North-South Institute.

- Michael Bryans

**Canadian
Institute for
International
Peace and
Security**

Executive Director:
Geoffrey Pearson
Board of Directors:
William Barton, *Chairman*
Lise Bissonnette
David Braide
Orest Cochkanoff
Gisèle Côté-Harper
Ann Gertler
Edward Greene
John Halstead
Kal Holsti
Jacques Lévesque
Richard Mercier
Judith Padua
Geoffrey Pearson
Harry A. Porter
Mary Simon
Brian Urquhart
Jean-Guy Vaillancourt

The Canadian Institute for International Peace and Security was created by an act of the Parliament of Canada in 1984 to increase knowledge and understanding of the issues relating to international peace and security from a Canadian perspective. The Institute does not advocate policy positions, nor is it part of the government decision-making apparatus. The Institute is a Crown Corporation. Members of its Board of Directors were appointed by the Government of Canada after consultation with all recognized parties in the House of Commons. These provisions help to ensure the independence of the Institute.

PEACE & SECURITY

360 Albert Street
Suite 900
Ottawa, Ontario K1R 7X7
(613) 990-1593

Editorial Board:
Nancy Gordon, *Chairman*
David Cox
Roger Hill
Hilary Mackenzie
Madeleine Poulin
Editor:
Michael Bryans
Associate Editors:
Hélène Samson
Eva Bilcl
French Review Editor:
Jocelyn Coulon
Design and Production:
The Spencer Francey Group,
Ottawa/Toronto
Translation:
Denis Bastien, Sogestran Inc.
Second Class Mail
Registration No. 7944
Postage paid in Smiths Falls
ISSN 0831-1846

Copyright © 1988 by the
Canadian Institute for Inter-
national Peace and Security.

Peace & Security is published quarterly to let Canadians know what the Institute is doing and to provide a forum for the full range of Canadian viewpoints on these issues. Opinions expressed in each article are the sole responsibility of the author and do not necessarily represent those of the Institute and its Board of Directors. Your letters are welcome. *Peace & Security* is produced by means of electronic page design and assembly. Final type is generated on a Linotronic L-300 pagesetter. Material from this quarterly may not be reproduced without the express permission of the Institute.

CONTENTS

-
- 2 **CANADIANS AND THEIR DEFENCE** BY DON MUNTON
The 1988 CIIPS Public Opinion Survey.
-
- 6 **GARBAGE DUMP FOR THE WEST** BY ALAIN BORGOGNON
Exporting toxic waste from rich countries to poor ones is almost as profitable as drug trafficking or the arms trade.
-
- 8 **THE INSTITUTE FIVE YEARS ON:** A ROUNDTABLE DISCUSSION
Lise Bissonnette, David Cox and Geoffrey Pearson look at the problems and promises of CIIPS five years after its creation.
-
- 10 **WHAT TO DO ABOUT THE SUBMARINES** BY SHARON HOBSON
Choosing between British and French submarines is difficult; choosing neither won't please our allies.
-
- 12 **JOHN W. HOLMES: CANADIAN PEACE SHAPER, 1910-1988**
BY KING GORDON
A tribute to a preeminent figure in Canadian political and foreign affairs.
-
- 22 **LETTER FROM MOSCOW** BY MICHAEL CONSTABLE
Reducing conventional forces ... a clever plan.
-

■ **Don Munton** is Professor of Political Science at the University of British Columbia; **Alain Borgognon** is a television journalist with Radio-Canada in Montreal; **David Cox** is a member of the department of Political Studies, Queen's University; **Lise Bissonnette** is a journalist; **Geoffrey Pearson** is Executive Director of CIIPS; **Sharon Hobson** is Canadian correspondent for *Jane's Defence Weekly*; **King Gordon** is a consultant in international relations and development; **Michael Constable** is a professional illustrator.

13 DEFENCE NOTES

17 LETTERS TO THE EDITOR

14 ARMS CONTROL DIGEST

18 REVIEWS

16 REPORT FROM THE HILL

20 NEWS FROM THE INSTITUTE

The 1988

CIIPS

Public Opinion

Survey

INTEREST IN CANADA ON SECURITY AND DEFENCE issues, it has often been charged, is virtually non-existent. As a result, there is little informed opinion or discussion about these issues and no tradition of consistent commitment to a strong defence. Canada, according to C. P. Stacey, the country's most eminent military historian, is an "unmilitary community." Canadians, he asserts, have "an apparently deep-rooted reluctance to spend money on military preparation in time of peace."

The results of a new public opinion survey sponsored by the Canadian Institute for International Peace and Security might seem at first glance to bear out the argument that Canadians neither care about,

of an ally desirous of influencing the course of both its bilateral defence arrangements and its multilateral alliance, or at the very least provide for a right of consultation. In the case of NATO they reinforce a linkage with Europe, providing a small but concrete symbol of a Canadian commitment to those countries. If there is no military rationale for deciding, say, the number of Canadian troops that should be deployed on the Rhine, such calculations necessarily become essentially political-diplomatic in character. If this is the case then it surely sheds important light on how Canadians can be expected to view many defence and security issues. It is simply unreasonable to expect Canadians to regard their own defence preparedness in the same manner in which, for example, Israelis regard theirs.

CANADIANS AND THEIR DEFENCE

Despite the fact that most Canadians no longer harbour cold war views, most are still committed to the Western alliance and conventional defence.

BY DON MUNTON

nor care for, defence and security. For example, they approve continued membership in NATO but reject its basic doctrine for defending Europe. They claim to support present or greater levels of defence spending but reject tax increases for this purpose and believe arms reductions will increase, not decrease, security.

Closer examination of the poll results suggests, however, that neither the assumed ignorance and inconsistency nor this "unmilitary" label are accurate characterizations, especially in the context of Canada's security situation. While it is certainly true that there is less public debate about defence and security in Canada than many other countries, it does not necessarily follow that Canadians have uninformed or random views about military matters.

It is widely recognized that the security of Canada cannot be assured by its own, autonomous effort. This stems not merely from the impossibility of defence in the age of ballistic missiles and nuclear warheads, but also because of the country's large territory and relatively limited human and economic resources. Coupled with these factors are Canada's particular geographic position and the near certainty of American involvement in the case of any attack on Canada. The possible contribution to Canadian security of Canadian military forces, is, as one writer among many has noted, "no more than marginal."

Given this situation, defence analysts argue, the Canadian armed forces represent the dues expected

THERE IS EVIDENCE IN THE PUBLIC OPINION DATA CONSIDERED HERE THAT Canadians do, in fact, apply a rough political-strategic logic to their views on defence and security policy. Their attitudes on these issues cluster around four main questions: (1) What alignment or defence arrangements are most desirable? (2) What level of defence expenditures is necessary? (3) What military capabilities are possible and appropriate? and (4) What general policies ought to be followed?

Current Canadian opinion can be considered with respect to each question. First, it is useful to examine attitudes on a number of background factors: The 1988 CIIPS poll confirms what the 1987 one suggested, that Canadians' attitudes on peace and security have undergone some substantial changes since the 1960s. There is clear evidence that perceptions of friends and foes have shifted and that perceptions of threat no longer correspond with standard cold war scenarios.

Overall, Canadian confidence in the ability of the US to deal with world problems is only very slightly greater than that in the ability of the Soviet Union. Neither superpower, majorities say, genuinely wants disarmament and neither, near majorities say, can be trusted entirely to keep its part of any arms control bargain.

While half of the Canadian public agrees with the statement that "the Soviet military threat is constantly growing and represents a real, immediate danger to the West," half also disagrees. A bare 5% perceive the USSR to be the greatest threat to world peace; most point to the arms race, the proliferation of nuclear weapons, and non-European regional conflicts such as the Middle East.

Moreover, most (75%) think a Soviet attack on Western Europe in the next ten years is unlikely or very unlikely; almost 80% similarly regard the chances of such an attack on North America. At the very least, the security threat perceived by Canadians is no longer simply or even mainly Moscow.

None of this change, fundamental and long-term

The survey, the second in an annual series of such surveys, was commissioned by CIIPS and designed by the author and Institute staff. This article represents the first public release of the results. It was conducted in June-July 1988 by the Longwoods Research Group with a national sample selected randomly to be representative of Canadian households and chosen from a panel of 30,000 households maintained by Market Facts Ltd. The survey was conducted by mail and comprised 1002 respondents in all, 573 of whom also participated in the 1987 survey. The response rate to the 1988 survey was 63%. The margin of error with a sample of this size is approximately +/- 3%, 95 times out of 100. The full descriptive results of the survey and technical information on sampling, etc, are available in a CIIPS Working Paper by Michael Driedger and Don Munton.

though it seems to be, has shaken Canadians' convictions about the first question, Canada's international alignment. Support for continued NATO membership appears as strong as ever. Indeed, few Canadians (20%) want to reduce that role, let alone withdraw from the alliance. Most (80%) reject the idea of any reduction. This compares with the 89% who opted, in a 1984 United States Information Agency (USIA) poll conducted in Canada, for continued membership rather than withdrawal.

Most Canadians, furthermore, clearly believe in the basic "power politics" principle of maintaining a military balance in Europe. About seven out of every ten (70%) agree or strongly agree with the statement on the 1987 CIIPS survey that "Although it's been over 40 years since we have had a World War, it is still necessary to maintain a military balance in Europe to prevent open aggression and hostilities."

Consistent with this principle, Canadians support maintaining if not increasing the country's military contribution to NATO. The same 1987 poll found half wanted Canada's force level in Europe maintained while almost one-quarter preferred to increase it. (These figures are little changed from the early 1960s when the question was last asked. About 10% thought the forces should be reduced and slightly less than 25% opted for outright withdrawal of the troops.)

These figures are all the more remarkable when juxtaposed with the strong tendency to regard the protection of Canadian territory and sovereignty as the best reason for any possible increase in Canadian defence forces. Fully three-quarters offer this rationale in the 1988 survey, rather than the promotion of Western defence or increased influence in NATO.

The vast majority of Canadians generally understand what NATO is and does. Gallup surveys through the 1960s found about 75% could provide a reasonable description of NATO objectives in response to an open-ended question. A 1984 survey found 78% knew Canada had armed forces in Europe; less than 10% incorrectly thought it did not.

ALLIANCE SUPPORT DOES NOT, OF COURSE, NECESSARILY translate into support for a continued defence effort. On the contrary, it might be expected, particularly in a lesser power such as Canada, to reduce that level of support. This is because of the so-called "free rider" phenomenon: A common observation about "collective goods" such as collective defence is that those who have less to contribute tend to contribute even less than they might because they realize that the benefits of the organization will accrue whether or not they exert themselves. The size of Canada's defence effort – on a per capita or per dollar of GNP basis, let alone on its totality – has often been criticized by observers, and some suggest Canada is a classic alliance "free rider."

Whether or not that charge is justified in terms of effort, relative or otherwise, the idea is not a line of thinking to which Canadians seem prone. On the second major question we are considering here – what level of defence spending is necessary? – over 40% agree or strongly agree in the CIIPS poll that the

Canadian government should spend more on defence. While this figure means, of course, that about six in ten disagree, most of these almost certainly want defence spending to remain at about the present level.

Moreover, support has increased in recent decades for enlarging the armed forces. At the time of the Cuban missile crisis in 1962, a height of the cold war period, Canadians were evenly divided between those who wanted to maintain the forces at existing levels and those who wanted to increase their size. In the 1987 CIIPS poll, when the same question was asked, respondents favoured, by a 2 to 1 ratio, increasing the size of the forces over maintaining them at the same level. The proportion in favour of decreasing their size was unchanged and almost negligible (See figure 1).

One of the factors operating here is undoubtedly the public acceptance of the validity of ministerial statements and a litany of criticisms in the media regarding the poor condition of much of the Canadian armed forces' equipment. But another factor is also at work.

In the USIA poll, conducted a month after the Mulroney government won the 1984 election, Canadians were asked whether or not their country was contributing its fair share toward Western defence. Given that the average person tends to be a little hesitant about admitting to be a shirker, it is revealing that 44% accepted the idea that Canada was not doing its fair share. Only 25% insisted that their country was doing enough.

There is an important caveat to note: what support exists for increased defence spending appears to be, in the pollsters' term, "soft." The CIIPS respondents were asked immediately subsequently to the question on defence spending levels, whether or not the Canadian government should increase taxes to provide the funds necessary for increased defence spending. Of those who had said defence expenditures ought to be increased, about one-third (32%) agreed that a tax increase would be acceptable.

There is at the same time a group of approximately three in ten Canadians overall who profess to want a greater defence effort but say they are not prepared to bite the hard bullet of higher taxes to pay for it (See Figure 2). Alternate means exist, of course, by

Figure 1

From what you know or have read, do you think the Canadian defence forces should be larger, about the present size, or smaller.

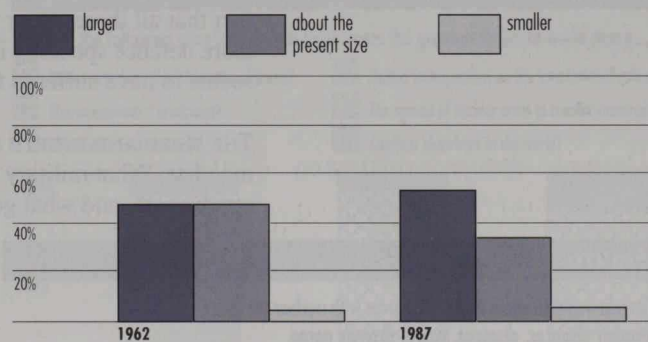


Figure 2

The Canadian government ought to spend significantly more on defence – strongly disagree, disagree, agree, strongly agree.

The Canadian government should raise taxes to increase its spending on defence – strongly disagree, disagree, agree, strongly agree.



which increased defence expenditures might be met. Compared to cuts in other spending programs, for example, increased taxes are distinctly unpopular. Cutting social services appears the least palatable option, according to the 1984 Goldfarb poll, but almost three times as many Canadians would be willing to reduce foreign aid to pay for a larger defence budget as would accept cuts in pensions and family allowance.

In sum, the apparent softness in support for increased defence expenditures must be balanced against the unpopularity of the revenue options. One proposal certain to generate more opposition than higher government spending seems to be higher government taxes. This apparent softness must also be balanced against the fact that when it comes to raising revenues, there is often less public acceptance, especially of higher taxes, on public opinion polls than there is in reality. Moreover, the popularity of increased defence expenditures is underscored by the fact that all three major political parties promised more defence spending in the recent election and none seems to have suffered from advancing that position.

THE THIRD AND FOURTH QUESTIONS ARE CONSIDERED together: What military capabilities are possible and appropriate, and what general policies ought to be

followed? Most clearly and unambiguously, those polled reject nuclear weapons for Canada. Only a small minority (14%) agree Canada should equip its armed forces with nuclear weapons. This result corresponds with a 1985 CBC poll which found roughly a third willing to have nuclear weapons "on Canadian soil." The subtle distinction here, between having such weapons in Canada's own arsenal and having someone else's weapons in Canada, is apparently not lost on the public.

An anti-nuclear stand, however, does not translate into automatic opposition to the Mulroney government's proposal to purchase a fleet of nuclear-powered submarines. In response to the question "The Canadian government recently announced its intention to purchase ten to twelve nuclear-powered submarines to enable the armed forces to patrol Canada's three oceans. Do you approve or disapprove of this proposed plan?" 55% of the CIIPS respondents approve or strongly approve. Indeed, as many approve of the submarine acquisition while disapproving of Canada having nuclear weapons (44% overall as disapprove of both (42%) (See Figure 3).

These two positions are nevertheless related: the small minority in favour of a nuclear capability are almost universally in favour of the submarines; those

opposed to a nuclear capability, much the larger group, still tend more than those in favour to oppose the submarine purchase. This is not at all to say that Canadians confuse the nuclear propulsion with nuclear weapons; previous polls suggest little such confusion. It is to say that the association, the fact that Canada would be joining an exclusive "nuclear club" of sorts, leads to opposition.

Lower levels of support for the subs have been found in other surveys with different question wording. Questions asked by the CBC and the Canadian Centre for Arms Control and Disarmament do not mention the "three oceans" role and instead emphasize the multi-billion dollar cost. Such wording seems to lower the level of support to around 40% or less. Price tags, however, like the prospect of higher taxes, reduce the attractiveness of many potential purchases. The policy problem in the case of the submarine proposal, unlike that for defence spending in general, is that opposition is clearly based on more than the high price tag.

If there is clearly a strong consensus that Canada's defence capabilities ought to be conventional rather than involving nuclear weapons, there is less consensus on the specific defence policies that ought to be followed. Particularly striking is the lack of support for the use of nuclear weapons by NATO if conventional defence measures prove inadequate against a Soviet attack into Western Europe. Only about one-third of Canadians approve despite the fact that such a first-use of nuclear weapons is a basic doctrine of the alliance. While most Europeans are understandably opposed to first-use, Canadians might have been expected to have fewer compunctions about the use of nuclear weapons on European territory.

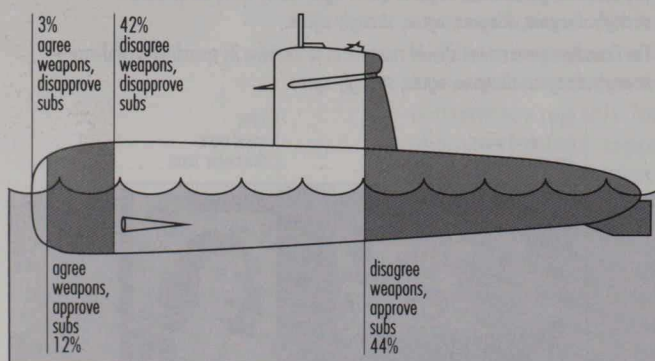
THERE IS SCANT EVIDENCE IN ALL OF THIS FOR CONCLUDING that Canadians are anti-military and little that they are even "unmilitary," if by that label is meant a reluctance to maintain defence expenditures in peace time. Canadians are certainly not "unmilitary" in the sense that they have no coherent attitudes on defence and security. In fact, what emerges from these polls are two reasonably consistent defence policy "logics" on the part of the Canadian public. Those who support a greater defence effort also tend more than those who don't, to support increased taxes to pay the bill, a greater NATO commitment, and the acquisition of nuclear-powered submarines; those who do not support one of these measures tend not to support the others.

But perhaps most interesting is Canadians' continued commitment to an alliance and to conventional defence despite their substantially altered perceptions of the traditional enemy and lack of a perceived immediate threat. Given this lack of a psychological foundation, that commitment could easily weaken. A major policy dilemma for the newly elected government may, therefore, be maintaining existing support for a defence effort in the face of further improvements in superpower relations, and further progress in East-West arms control leading possibly to reductions in conventional as well as nuclear weapons. □

Figure 3

Canada ought to equip its Armed Forces with nuclear weapons – strongly disagree, disagree, agree, strongly agree.

The Canadian government recently announced its intention to purchase ten to twelve nuclear-powered submarines, to enable the armed forces to patrol Canada's three oceans – strongly disapprove, disapprove, approve, strongly approve.



The Superpowers and International Security

Results of a three-country comparative survey

THE PUBLICS IN THREE KEY WESTERN COUNTRIES — CANADA, THE UK AND THE Federal Republic of Germany — continue to exhibit a broad wariness of both superpowers, despite the Washington and Moscow summit meetings, the recent improvement in US-USSR relations, and the ratification of the intermediate-range nuclear forces (INF) treaty.

These are some of the results of cooperative public opinion surveys carried out recently in all three countries, the first time coordinated polling on this topic has been done in these three nations. The new multinational results strongly back up those of the earlier CIIPS poll (See *Peace&Security*, Winter 1987/1988).

Canadians, Germans and Britons in the late 1980s see less of a serious military threat from the Soviet Union. They are as skeptical of the policies of the US as those of the USSR. The common problem they perceive is not the USSR but both superpowers. And the degree of commonality seems as striking as the opinions, especially given the different geographic positions of the three allies.

Asked what is the greatest threat to world peace, only a very few Canadians, Britons and Germans chose the Soviet Union (see figure 4). As many or more in each country chose the United States, the leader of the Western alliance, as the greatest threat. (In Canada, the ratio was 11% to 5%; in the UK, 16% vs. 2%; and in Germany, 4% and 4%). More Germans, in particular, regard the superpowers' arms race as the major problem. Nuclear proliferation and regional conflicts, such as the Middle East, however, seem to most people to be the greatest threats to world peace. Consistent with this picture, overwhelming majorities (more than 85%) in all three allied countries regard a Soviet attack on Western Europe, the standard NATO war scenario, as unlikely or very unlikely. As large or larger majorities see little chance of a Soviet attack on North America, Japan or China.

The black-white, cold war perspective has clearly diminished, perhaps almost disappeared. Only a minority in each country regards the USSR as aiming at world domination. Canadians and Germans though, are more likely than Britons to believe the Soviets are more interested in domination.

Most in the three countries seem cool about the policies of both superpowers. A majority of Canadians, Britons and Germans express little, very little or no confidence "in the ability of the United States to deal wisely with present world problems." While a majority of those in

all three countries have low confidence in the USSR as well, four in ten Canadians and Britons (40%) and one in three Germans (33%) express very great or considerable confidence in the ability of the Soviet Union to deal wisely with present world problems.

Despite the recent superpower summit meetings and the improvement in US-USSR relations, more than one in every four in Canada and Britain still believe a nuclear war to be likely or very likely. One explanation of this level of concern may be that relatively few expect such a war, if it occurred, to be the result of a deliberate attack.

The most likely scenarios in most people's minds are not the usually discussed problems of Western security. Over six in every ten Canadians, Britons and Germans think it more likely that a nuclear attack would be triggered by accident than by a deliberate, aggressive action. Notably, many (around 40% in each of the nations surveyed) fear some other country in the world, rather than one of the superpowers, would be responsible, especially in the case of a deliberate attack.

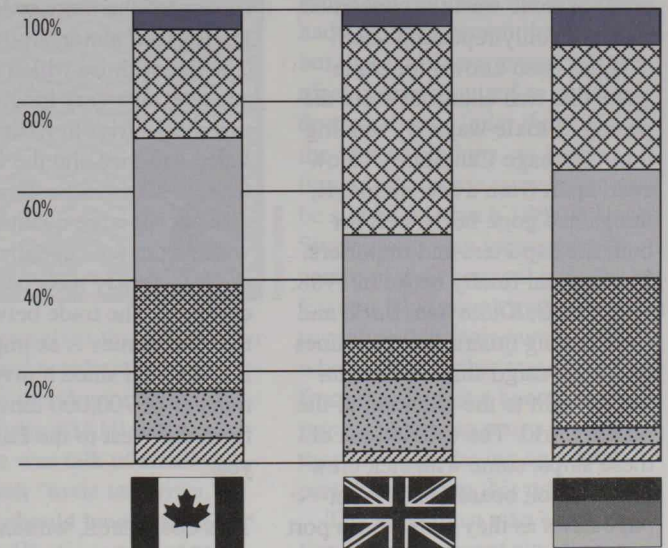
One prescription for security seems clear: reduce nuclear weapons stocks. Over three-quarters in all three countries agree or strongly agree with the statement that "the security of Western countries could best be increased by substantial reductions in both American and Soviet nuclear weapons."

Despite being American allies, strikingly few in Canada, the UK or the Federal Republic would prefer to have a world in which the US was the predominant military power. The vast majority — over 80% — in each of these western countries would prefer the two superpowers to be about equal in total military strength. □

Figure 4

Which of the following situations do you think poses the greatest threat to world peace ...

- ▨ Soviet actions on the international scene?
- ▩ The superpowers' arms race?
- ⊠ The Middle East situation?
- ▤ United States actions on the international scene?
- The spread of nuclear arms to smaller countries?
- Conflicts elsewhere in the world?



The public opinion data presented here are the product of the International Security Project, a cooperative effort of three national survey organizations and the Canadian Institute for International Peace and Security (CIIPS). Like the larger domestic survey referred to in this issue of *Peace&Security*, it was coordinated by Professor Don Munton of the University of British Columbia. Results of the comparative survey were first released in August 1988. The British poll was carried out by Social Surveys (Gallup Poll) Ltd. It was based on interviews with a national sample of 819 adults, aged 18 years and over, conducted during the period 7-12 July 1988. The German poll was carried out by the Institute für Angewandte Sozialwissenschaft (INFAS). It was based on a national sample of 1473 adults, 18 years and over, interviewed during the period 11-23 July 1988. Percentage results from samples of this size are generally accurate to within +/- 3%, 95 times out of 100.

GARBAGE DUMP FOR THE WEST

The business of exporting toxic waste from rich, industrial countries to poor, debt-ridden ones is almost as profitable – and a lot less risky – than either drug trafficking or the arms trade.

BY ALAIN BORGOGNON

IT IS NOTHING NEW FOR WESTERN developed countries to get rid of whatever is dangerous or undesirable by sending it as far away as possible. As long ago as the eighteenth-century, France was sending convicts to Devil's Island, and England was sending them to Australia. So far as the disposal of toxic waste is concerned, history is only repeating itself.

It has been known for some years that rich countries were disposing of toxic waste by sending it to "Garbage Can States." However, apart from a few incidents, things had gone fairly well for both the exporters and importers. The scandal finally broke in 1988.

Karim B, Khian Sea, Bark, and Lynx among others, are the names of cursed cargo ships the media has brought to the attention of the whole world. The tribulations of these ships, some with sick crew members on board, made front-page news as they sailed from port to port in search of a place to drop anchor. Suddenly, no one wanted anything to do with the noxious cargoes which, until then, had attracted scant attention.

Too many countries, too much garbage, too many middlemen, too much money, too many accidents – this "trade" could no longer be kept a secret. As a result of pressure from the media and from certain courageous politicians, tongues began to wag and the truth came out: the South was being used as a garbage dump for the industrial pollution of the North. Put more charitably, one could say that the West was purging itself of toxic waste that was beginning to choke it while at the same time showering money on debt-ridden poor countries.

It is estimated that every year the industrialized countries have to dispose of 400 million tons of dangerous industrial waste. Almost all the industrialized countries – with the United States clearly in the lead – have exported or tried to export their toxic waste; an activity carried on by corporations with the more or less tacit approval of national governments. The list of those which import this waste is also very long. It includes many countries in Africa, Asia, Latin America and the Caribbean. Certain states in Eastern Europe also accept large quantities of waste from the capitalist West in order to satisfy their need for hard currency. The trade between the two Germanies is as impressive as it is discreet since it involves the transfer of 700,000 tons of waste from the West to the East every year.

THIS COMMERCE, WIDELY REGARDED as immoral, has arisen partly out of political expediency, but above all in response to the economic needs of Western industry. The latter pays between US \$2.50 and \$40 a ton for the waste it sends to Africa, compared to the \$75 to \$300 it would take to deal with at home. According to another estimate it costs approximately \$2,400 to "detoxify" a ton of this waste in the US, Europe or Japan. From an economic point of view, therefore, it is much more profitable to send it South.

Apart from the financial considerations there are important political factors at work: First, the ecological movement is gaining support in the developed world; and second, as a result of this con-

cern, industry is faced with increasingly rigorous national regulations which forbid the dumping of almost anything, anywhere in their home territories.

It is important to note that none of the recent scandals have come to light through the actions of Western governments. Usually the administrations involved do no more than note the intentions of those exporting the waste. Most frequently, and this is true in the US, officials check that the export documents are in order – that the country to which "the goods" are being sent is prepared to receive them. After all, there is nothing illegal about such deals if both countries have agreed to it. That is how, last year alone, four-hundred ships laden with toxic waste legally left US ports bound for Canada, Europe, Asia and Africa.

How many of these ships did in fact unload their cargo at their destination? How many dumped their loads at sea and paid their crews to keep quiet? How many secret dumps for toxic waste are there in West Africa alone? How many people have suffered or are still suffering from contact with products which have been stored near them and which they know nothing about? There are no figures available; the recent scandals may well be only the tip of the iceberg.

Guinea Bissau. About a year ago a company based in the Isle of Man contacted the Minister for Natural Resources in Guinea Bissau concerning the possibility of storing US pharmaceutical waste at Binta. The deal involved three million tons a year for five years at \$40 a ton. That added up to \$600 million for Guinea Bissau – twice its external debt, three times

its gross domestic product and twenty-five times its annual export earnings. It was the deal of the century. On 9 February 1988 a preliminary agreement was signed. But in April, as a result of a leak, the source of which remains unknown, the affair was reported by the Portuguese newspaper *Lusa* and the project was abandoned.

Guinea. On 16 February of this year the cargo ship *Bark* unloaded 14,500 tons of ashes, which had come from an incinerator in Philadelphia, on the island of Kassa opposite Conakry. Apparently the local authorities were unaware of what was happening and the question of toxic waste was never raised. The talk was of ashes and construction material. However, the appalling odour which soon arose, and the fact that the surrounding vegetation was dying, led the local population to protest. In the resulting uproar, the President of Guinea imprisoned the officials concerned for corruption and complicity. The Norwegian Consul in Conakry was also implicated. It was ultimately revealed that 85,000 tons of ashes – previously refused entry by Panama because they were hazardous – were to be stored at Kassa at the cost of \$12 a ton. In June, Norway sent a cargo ship to take back this waste and clean up the site in Guinea. The waste in question is now being stored in Ohio.

Benin. On 12 January 1988 a Gibraltar firm signed a contract with four government ministers from Benin. The project involved storing hundreds of thousands of tons of industrial sludge, polymerized material, mineral waste, and of other substances "to be agreed upon as the need arose." Benin

would receive \$2.50 a ton together with an investment of 50 cents per ton in its agricultural development and tourist industry. It was only when the Minister of Health – who had not been informed of the proposal – joined local ecologists in lodging strong protests with the President, that the deal was abandoned.

Nigeria. On 2 June of this year the Rome newspaper *Il Mondo* ran stories on the traffic in toxic waste between Italy and Nigeria. Its claims were proved accurate when 2,000 barrels were discovered in the Nigerian port of Koko; two hundred barrels contained polychlorinated biphenyls (PCBs) and traces of radioactivity were also detected. A Danish cargo ship had unloaded the barrels in October and November 1987. Loaded in Pisa, this cargo had originally been refused entry by Romania. The affair led to a diplomatic crisis between Lagos and Rome and fifteen people were arrested in Nigeria, including two Italians. The Nigerian government has subsequently announced that it may impose capital punishment. In the meantime, dozens of inhabitants of Koko are in hospital undergoing treatment for nervous disorders – just a coincidence?

Zaire, Equatorial Guinea, Zimbabwe, Senegal, Mauritania, Haiti, Venezuela, Brazil, Syria, Lebanon, the Bahamas, Panama, Guatemala, India, South Korea – in the last two years these and many other countries have been front-page news because of attempts to unload hazardous waste originating in the West. In most of these instances the exporters seem to have been foiled in their attempts, however, experts estimate that for every failed attempt at least seven other cargoes have been delivered without difficulty.

WHAT IS ESPECIALLY SERIOUS, IF not criminal, is the fact that the countries receiving this toxic waste usually lack the technical means to handle the goods they are getting. There is rarely any study of the geology of the waste storage sites, so that toxic material may well contaminate drinking water and fishing resources. It is conceivable that the substances being transported will remain haz-

ardous for decades, centuries in the case of certain organic materials. As for medical problems, these countries are in no way prepared to deal with what lies ahead, especially if they do not know the exact nature of the substances involved.

Seveso (Italy), Love Canal (the United States), Lekkerkerk (Netherlands), the metallurgical factory Hoboken-Overpelt (Belgium), Georgswerder (West Germany), St-Basile-le-Grand (Canada), Los Alfaques (Spain) – these names and others are evidence of the



West's failure to get its act together as far as toxic waste is concerned. In 1985 the US Environmental Protection Agency listed 21,512 sites as potentially dangerous. In Britain the government estimates 10,000 hectares of land are contaminated. The situation is almost as bad in Europe and Japan. In 1983 the Organization for Economic Cooperation and Development (OECD) estimated that 5,000 loads of toxic waste had gone between Canada and the US during the course of the year, and that 100,000 had been transferred from one European member to another.

In addition, there are the problems not fully understood by scientists connected with synergistic reactions (chemical interactions) of various waste products stored together. And the problem is made worse by the fact that industry introduces approximately 2,000 new substances every year, making it impossible to chart the extent of the hazard.

Nonetheless, the scandals and the spectacle of ships wandering the globe have had some positive effects. The populations most at risk, particularly those on the coast of West Africa, are now aware of the danger. Legal actions now underway, for example in Guinea and Nigeria, are likely to prove a deterrent, particularly if European or American middlemen are found guilty or worse still condemned to death. Several of the countries which have been used as garbage dumps are now trying to

protect themselves through stricter international regulations. At a meeting of the Organization for African Unity (OAU) early in 1988 there was talk of an all-out effort to halt "toxic terrorism."

But we should have no illusions. The West's export of toxic waste to poor countries is, at the moment, almost as profitable – and less risky – than either the arms trade or the drug trade. This year's scandals have also shown that there is a whole network – a toxic waste "Mafia" – at work, often with the paid connivance of officials and leaders in the importing countries.

WHAT IS THE SOLUTION? OBVIOUSLY the industries concerned will have to deal with these problems by themselves or at least among themselves. There must be much more emphasis on treating waste rather than storing it, however expensive such a change in strategy may prove. In September 1988, Italy – one of the largest exporters of waste after the United States –

announced that five of its cargo ships which had spent months looking for somewhere to dump their waste had returned to Italian ports. Several other countries including Belgium, Denmark, Greece, the Netherlands and France have announced that they are tightening up their regulations. At the international level the OECD, the European Economic Community, the Organization for African Unity and the United Nations Environment Programme are now trying to draw up statutes to deal with the problem.

There is no inclination to place an outright ban on the export of toxic waste. Rather, what is under consideration is the imposition of much stricter controls. Exporters would have to provide a clear description of the substances involved and would be required to prove not only that the importer had agreed to accept the materials, but that it also possessed the technical means required to store or destroy them. Under the aegis of the United Nations, an international toxic waste convention may be signed in March 1989 in Basel, Switzerland – an international centre of the chemical industry. Eastern Bloc countries have begun to realize that their own waste, when added to that transferred from the West at a handsome price, is likely to prove perilous; they also are playing an active part in preparing this document.

The West must take some action, for the present situation is destabilizing. Apart from the fact that it involves flagrant political and economic injustice and endangers the health of entire populations, this issue has serious implications for international relations. With this traffic in waste, the rift between the North and the South grows deeper. Trust between nations, an essential requirement for peace and security, is reduced to a meaningless concept. □

(Translation by Mary Taylor)

For Further Reading:

J.P. Hannequart. "La politique de gestion des déchets," Institut pour une politique européenne de l'environnement, Berlin, 1983.

Jeune Afrique, Enquête, July 1988.

New York Times, "Waste Dumpers Turning to West Africa," 17 July 1988.

THE INSTITUTE FIVE YEARS ON

A ROUNDTABLE DISCUSSION



BISSONNETTE: Geoffrey, maybe you could begin with a summary of your personal thoughts after the five years you have spent at the Institute.

PEARSON: I think that in the future we are going to have to try to come to some conclusions about whether we ought to select more carefully what we do, and how, in particular to mix Canadian interests with international questions....

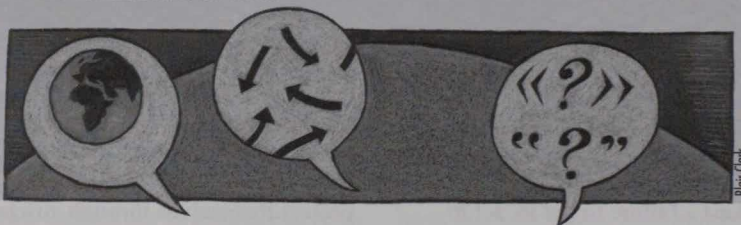
The meaning of security is now so blurred that it can be stretched to cover almost anything. The Prime Minister was talking yesterday, at the United Nations, mainly about poverty and the environment and setting up a new centre on the environment. Well, who knows, five years from now there may be a dozen Canadian institutes dealing with various aspects of international security. So what will we do then? Will we be compelled to concentrate on more traditional definitions of security – of military questions primarily – and leave the other aspects of security to more specialized bodies. I hope not.

COX: Do you feel that the Institute needs to be bound by the intention of the creators?

PEARSON: I think that the Act creating the Institute is wide enough to encompass, or to justify, whatever we want to do. Conflict resolution can be interpreted to mean conflicts created by environmental problems, poverty problems, any problems leading to conflicts. So I don't think that the Act inhibits us. It is rather the nature of the selection process about what we do, given the various alternatives.

In June 1984, the House of Commons adopted, in a unanimous vote, Bill C-32, an act creating the *Canadian Institute for International Peace and Security*. In the years since, what has been accomplished? Does CIIPS suffer from being located in Ottawa? Is it too anglophone? How will CIIPS adapt its mandate to a rapidly changing world?

To reflect on these and other questions, at the end of September *Peace & Security* invited three individuals with varying connections to CIIPS to a roundtable discussion. The participants are **Lise Bissonnette**, journalist and since 1986 a member of CIIPS Board of Directors; **David Cox**, member of the department of Political Studies at Queen's University and former CIIPS Director of Research; and **Geoffrey Pearson**, departing Executive Director of CIIPS and former Canadian ambassador to the USSR.



BISSONNETTE: As far as the Institute's role on the international scene is concerned – I know I'm being provocative here – I have always been under the impression that we're simply trying to position ourselves in the arena of large international conferences. To achieve that, we conduct research on just about anything, as you say – the Middle East here, South-East Asia there – since the objective is to be invited to Moscow one day, the next day to Stockholm and the day after to Washington, and later to Pakistan. I think we've done it, it's been accomplished, the Institute is known, I should imagine, all over the world. But the Institute has no "Canadian specificity," to use a Quebecois term, on the international scene, and that is the dimension I would like to see grow. What subjects should we be working on? Is it because Canada is a specialist in verification that the

Institute must necessarily do research on verification?

PEARSON: I haven't, in my own mind, decided what is the best approach. Our mandate is also to educate, and it is primarily to educate and inform Canadians, not Swedes, Norwegians, or Palestinians. And therefore, we are responsive to the interests of Canadians from whatever point of view. Whether, for example, they want to know about cruise missiles, on the one hand, or about what is going on in Namibia on the other. In both cases, Canada's interests are involved. So a shotgun approach can be defended. But I think it is something we have to decide; whether we want to pursue that shotgun approach, responding to people's interests, or whether we want to concentrate

on particular things, as other institutes have done and have gained their reputation from doing.

The IISS [International Institute for Strategic Studies] in London is known for the East-West orientation of its studies and has gained a reputation, globally. The Soviets used to quote IISS statistics to me, when I asked about Soviet arms questions. So, will there come a time when they quote CIIPS views? Do we want to have a flagship project of some kind, which would give us a particular profile internationally? I think my view is "no," because, again, we are oriented towards Canadians.

BISSONNETTE: Fine, but if that is true, Geoffrey, how do you justify all the international activities of the Institute?


PEARSON: Well, we are invited to conferences because Canada is a respected country, and in that sense, we reflect our foreign policy. Mr. Clark goes to all kinds of meetings that he might rather not go to....

Canada has close political ties with at least half the world's nation states, through the Commonwealth, and la Francophonie and so on. The Institute is more or less in that situation, so I think that it is probably inevitable that we should be present at many of these international meetings. We can go to these meetings, bring back what we learn, and digest it for Canadian purposes, so that it becomes understandable to Canadian journalists and Canadians who are interested in these matters. But we don't have to study all questions.

COX: Is the answer not that you can do both? You respond, with all the dangers of dispersal, to the

external community and then sharply focus the internal activities of the Institute.

PEARSON: Whatever we choose to do, should we try to give the Canadian audience and any international audience that is looking on, a balanced view of every question, or should we encourage our scholars and others, to give a particular view based on advocacy of particular solutions? That is a question that will continue to face us as well, and I guess that we will probably not come to final conclusions on policy because we are not a pressure group; we are not a lobby; we don't have a mandate to persuade the government to do certain things. I expect we will continue to emphasize the balanced view, whether it is because we publish various points of view, and you have that balance, or whether we publish impartial studies. It doesn't matter, as long as the views are well expressed and well based. We should publish what we think are valid contributions to the debate. But we won't normally express a point of view as an institute. But that will always be a subject of some controversy because the media, in particular, looks for, as you know Lise, a "yes" or "no" answer.

 **BISSONNETTE:** People rely on the Institute to get reference material. But as far as Canadian problems are concerned, people would certainly like someone to tell them, for example, whether or not the idea of getting nuclear submarines is crazy or if it's a great idea. That's what is hard to find in the Institute's documentation, something that will enlighten us. That brings us to the whole question of the relationship, the connection the Institute has, with the Canadian government. Is it supposed to evaluate the performance of government? Is it supposed to follow the government's agenda? Should we be quite close to it or should we deal with it at arm's length? That question is not yet resolved as far as I'm concerned ... as a member of the Board, who sees things somewhat from the outside. It's not clear.

PEARSON: I started last year the writing of an annual report on the international situation and the Canadian government's response to it, and we will continue that this year, and I hope that it continues as a regular Institute publication. It is an end of the year review of what the government has been saying and doing. It may be critical, or it can be supportive; it depends on what the author thinks the government has been doing. But that is in the name of the Executive Director, and I think we all agree that it doesn't necessarily represent the views of the Board of Directors. It could become an important annual document – who knows – a key document in foreign policy debates over the next few years. That is one way of establishing our bona fides if you like. I think the government will come to look forward to this, perhaps be slightly apprehensive about it, because it will be critical of some of the things that are done.

COX: I must say, that I find that some things which are relatively small are enormously gratifying. One that comes immediately to mind is that the study undertaken for External Affairs on the arms control register, and the conference that was held, are having an effect. I believe, in fact, that the entire process has helped the people, who were interested in the idea to begin with, to present their views to External.

PEARSON: As another example, Mr. Clark asked the Institute to organize a meeting between Canadians of Arab and Jewish origin. We did that at Montebello. It stirred up all kinds of controversy, but nevertheless, it was the first time that there had been an organized meeting of this kind in which public funds had been used. So it was an important breakthrough and has definitely led to a greater sensitivity on both sides to the need to understand each other better. The Institute can be a kind of catalyst for such things, if we look for these opportunities and are re-

sponsive to the government's concerns. However, we must never be regarded as speaking for the government. But we can act as a catalyst, an intermediary, an objective source of knowledge, and so on. I think that is as important a role as any.



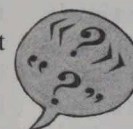
COX: What did you think the Institute would be like? Has what's happened been what you expected to happen? Is it what you wanted to happen?

PEARSON: I think when it was first proposed, nobody quite knew what it was supposed to be. It was a vague idea in the Speech From the Throne. There was really no more to it than that the Canadian public needed to know more about these issues. It was thought that the information we were getting from the States through the media was not always accurate or didn't always reflect Canadian concerns and interests. Therefore, we needed something of our own, which is a very Canadian idea; we are always creating corporations which are designed to do that – to clarify or reinforce our own identity. So, I accepted that. I was also very conscious of the fact, having just come back from Moscow, that much of the information being published on East-West relations was not only inaccurate, but deliberately distorted by certain sources. This was during the height of the Reagan administration, so that was understandable....

What I did not expect was that we would get into this whole grants business. The word "grant" is not mentioned in the Act. This was a Board decision, that we needed to help voluntary organizations that didn't have funds to pursue their interests, because the government or the private sector wouldn't help them for one reason or another. I accept that now. I think that was the right thing to do, but I don't think that it has to be permanent. I don't think that we have to go on forever writing cheques for NGOs.

BISSONNETTE: I speak as a Quebecker, but I'm sure that if I were from Halifax or Vancouver, I would react in the same way. It

has a very distinctive "Ottawa institute" flavour. It might be very convenient as far as research goes, but if we consider public programmes, the education of Canadians and so on, I think it definitely creates a problem. From Quebec's point of view there's a gap, even though we're not very far away. Over the years the relationship between the Institute and Quebec has improved dramatically. But this sort of incestuous relationship between the federal government and the Institute is a pity. It was inevitable, mind you, given the circumstances, but ... I'm not sure how we would go about dissociating ourselves a bit from the government.



PEARSON: There is a language barrier, that's certain. I don't know if the fact that the Institute is in Ottawa has anything to do with it. Even in Montreal, I don't think that we would have found a lot of francophone researchers who could have or would have worked at the Institute.

BISSONNETTE: I beg to differ. It's really too bad that the great tradition of Canadian foreign policy has evolved without the participation of francophones. This tradition must be developed among francophones. The international Francophonie is a reality.

PEARSON: We are supposed to be global in our interests. And the advantage of being in Ottawa is that you have access to information – not classified information, which we do not have access to and have not asked for and do not want – but information which is available through official documents and other sources which you couldn't find easily outside Ottawa. You have to balance that advantage against what Lise has been saying. And I don't know what the answer is. It would be very useful for someone to look at the record of Ottawa-based institutions. Ottawa tends to be dominated by a kind of anglophone view of the world despite bilingualism. I hope we continue to be sensitive to that question. □

WHAT TO DO ABOUT THE SUBMARINES

Canada has invested a lot of diplomatic capital in its plans to purchase nuclear-powered submarines from either France or Britain. Choosing between them is proving difficult; choosing neither will leave Western allies distinctly unhappy.

BY SHARON HOBSON

ONE OF THE TOP ITEMS ON the new government's agenda is the nuclear-powered submarine. The \$8 billion mega-project has already been delayed nearly nine months – in part because the political stakes are so high. Canada is the first to buy a complete nuclear-powered submarine design from another country, and further delays would raise eyebrows in the international community.

This is not a simple matter of deciding whether the French or British design is best suited to the navy's requirements; the government's decision also has to take into account other factors, diplomatic and economic. Britain and France, for example, are two of Canada's most important trading partners. Last year, two-way trade with Britain was \$7.2 billion, and \$2.5 billion with France. Canada and France also have negotiations underway that could be affected by the outcome of the submarine competition. For example, Canadianair Limited is trying to sell water-bombers to the French government. Also, France and Canada are negotiating over fishing rights in the vicinity of St. Pierre and Miquelon off Newfoundland's coast.

But Canada owes Britain a favour. The British have cancelled plans to impose legislation calling for all fur products to carry a label stating if the animal involved was caught in a leg-hold trap. Ottawa feared the repercussions for its fur industry, and especially the effects on Canada's native people, if Britain passed that legislation. Just before Prime Minister Thatcher attended the seven-nation economic summit in Toronto, her government dropped the proposal.

Canada and Britain have close naval ties: their submarine officers train together, and Canada's current fleet of three Oberon-class subs was designed and built in Britain. Both navies operate in the North Atlantic and both specialize in anti-submarine warfare. Within NATO, a British and an American commander coordinate all submarine movements in the North Atlantic and Canadian subs work closely with these two main players. France is not integrated into the alliance's military structure. These differences in alliance participation have been exploited by the British in their lobbying for the Canadian contract.

BRITAIN'S VICKERS SHIPBUILDING and Engineering Ltd. (VSEL) has proposed its Trafalgar-class nuclear-powered submarine design for the Canadian fleet. The Trafalgar is generally acknowledged as the most effective nuclear-powered attack submarine currently in operation, and has a proven under-ice capability, but it will not necessarily win the design competition.

It is up against the Amethyste-class boat being offered by French companies under the auspices of SNA Canada Inc. The Amethyste is seen as a more modern, automated submarine, incorporating new silencing techniques and advanced operating technologies. That does not necessarily make the Amethyste a better submarine. It would have to go a long way to beat the large, fast, silent, and deep-diving Trafalgar. But the Amethyste does have an edge – the French government owns the tech-

nology and none of it has to be approved for sale by a third country.

Because the Trafalgar's reactor is based on US technology transferred to Britain in 1958, and despite the fact that the 1980s reactor bears little resemblance to the original design, the US, through two bilateral agreements, holds a veto over whether or not Britain can sell the Trafalgar design to Canada. A 1958 agreement between the US and Britain has been amended to allow Vickers to sell nuclear-powered subs to Canada, but a 1959 agreement between Canada and the US still threatens to nix the sale. The 1959 agreement prohibits the export of US nuclear fuel and technology to Canada – and the British submarine uses nuclear fuel enriched in the US. (Trafalgar uses ninety-five percent enriched uranium. Britain is not able to enrich it to that level so it buys that service from the US.)

This past June, Canadian and American representatives negotiated an amendment to the 1959 Treaty which does not put any extra constraints on Canada's purchase of Trafalgar-class submarines, other than those imposed by Britain. Now the amendment has to be passed by Congress. Not all members of that institution are happy at the thought of Canada acquiring nuclear submarines, and it is widely expected that hearings will be held on the issue. In essence, there will be an American investigation of Canadian defence policy – something Ottawa would find galling.

France not only owns the technology in its Amethyste-class submarine, but is also able to provide Canada with the enriched uranium fuel. The Amethyste's reactor uses only six percent enriched uranium,

and France has the enrichment facilities to do this for Canada, thus cutting the US out of the fuel-cycle loop. Buying the French boat would not leave Canada hostage to American whims or pique.

The Amethyste is also cheaper. However, the design will have to be modified to Canadian specifications – lengthened by seven metres to accommodate the navy's weapons system of choice, the Mark 48 torpedo; and ice-strengthened and equipped with an "ice-pick" in order to meet the Canadian requirement of being able to break through up to one metre of ice.

WHAT REMAINS AN UNKNOWN, IS how much all these changes will push up the unit price. At the moment, the French estimate the new, modified Amethyste will cost approximately \$380 million per boat. That compares favourably to the \$453 million estimated cost of a Trafalgar-class submarine. With a project ceiling cost of \$8 billion (all figures in 1986-87 dollars), the Department of National Defence (DND) would be able to buy twelve French submarines as compared to a maximum of ten British.

The Trafalgar is of an earlier design than the Amethyste, but both boats will have to undergo various, expensive updates over the coming years if Canada's submarine fleet is to be effective into the twenty-first century. Although the project budget of \$8 billion includes some money for technological upgrades, it is likely that sum will be insufficient and DND will be faced with some unpleasant choices as technological need runs up against budgetary constraints.

Moreover, the agreement negotiated so far with the British only gives Canada the nuclear technology which is in the Trafalgar today. The French, on the other hand, have proposed joint development of reactor technology. All this puts the French proposal in a better light than expected when it entered the competition as the perceived underdog.

Ottawa knows it cannot please everyone in its design choice; the challenge will be to keep the diplomatic damage to a minimum. One way of doing that is to direct other defence contracts to the losing country. For example, both Britain and France have companies involved in the \$2-billion-plus Tactical Command, Control, and Communications programme. Also, the French are likely to put in a bid for the \$2.5 billion tank replacement programme.

REGARDLESS OF THE DESIGN choice, the Canadian shipbuilding, nuclear, and associated industries all stand to benefit greatly from the government's proposed acquisition of nuclear-powered subs. Jim Clarke, President of the Canadian Maritime Industries Association, says there is a vast difference in benefits for industry between building diesel-electric and nuclear-powered submarines. He says the technology already exists in Canada for diesels, but the nuclear programme "would introduce a whole new generation of technology into Canada."

The government's proposed programme is an economic lifesaver for the shipbuilding and nuclear industries, for which orders have plummeted in recent years. Clarke says cancelling the plan and replacing it with one for diesel-electric boats and surface ships, will not bestow the same benefits. Not surprisingly, his organization strongly supports the decision to buy nuclear-powered submarines. So does a group of businesspeople and academics who have formed a group specifically to promote the acquisition of nuclear-powered subs. The Committee for a Sovereign and Effective Naval Defence includes former Liberal defence minister

Jean-Jacques Blais, academics Harriet Critchley and Joel Sokolsky, and businessmen Conrad Black and Jim Clarke.

Some have questioned the credibility of the Committee because a couple of its members could benefit directly from the programme. Blais, for example, is acting on behalf of Thomson-CSF, one of the key suppliers to the French Navy. But the Committee was not formed purely out of self-interest; the members believe acquiring a fleet of nuclear-powered submarines is Canada's best naval option.

Apart from the Liberals and NDP, the most vocal opposition to the purchase comes from the non-governmental "peace movement" and the Canadian Centre for Arms Control and Disarmament. Representatives of the Centre have dispensed their views to newspapers across Canada and have appeared before the Standing Committee on National Defence.

If the nay-sayers in Canada and the US convince Ottawa to drop its plans, the after-effects will be felt at home and abroad. Such a decision would amount to a repudiation of the 1987 defence white paper. The proposal to acquire a fleet of ten to twelve nuclear-powered submarines was the centrepiece of the Conservative government's policy paper. That document painted a picture of a bipolar world in which Canada would willingly shoulder the military burden of being a reliable member of the western alliance. To that end, Canada would do more in its own defence, and rationalize its alliance commitments.

The government, recognizing Canada as a maritime nation, put as its first priority the rebuilding

of the navy; the heart of that plan was to acquire a nuclear-powered submarine fleet. The navy was elated. Plans to buy fourteen more frigates and four new diesel-electric submarines were cancelled and instead the navy would receive six more frigates and ten to twelve nuclear-powered subs.

The change of plan fits in nicely with one of the government's top priorities – deficit reduction. Based on the government's estimated cost of \$8 billion (critics expect the cost to be much higher) the annual expenditures will average \$300 million over twenty-seven years. The programme to buy the first six patrol frigates, in comparison, has annual expenditures as high as \$800 million. The annual expenditures for the cancelled eight anti-air warfare frigates and four diesel-electric subs would have been even higher. By buying nuclear-powered subs instead and spreading the purchase over almost three decades the government is freeing up hundreds of millions of dollars which could be used to reduce the deficit in the near term.

CANCELLING THE PROGRAMME FOR nuclear-powered submarines will not solve the government's deficit problem; it will likely make it worse as Ottawa struggles to come up with the money for shorter-term naval projects to maintain an effective fleet. Internationally, a cancellation could irreparably harm Canada's reputation. Britain and France have provided large amounts of extremely sensitive information in good faith that Ottawa intends to proceed with its plans. If the Canadian government

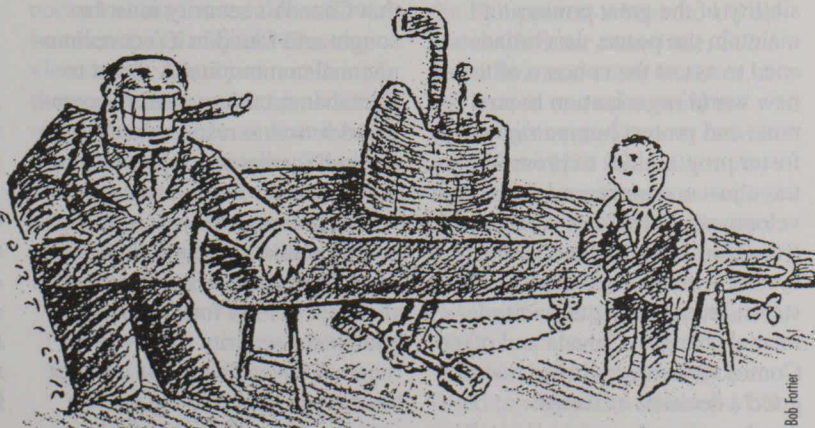
now turns around and drops the programme, it will have received that information for absolutely no (financial) cost. Neither France nor Britain will acquiesce quietly; other allies will wonder whether or not Canada can be trusted again.

Canada has invested a lot of diplomatic capital in the submarine programme. Ottawa has worked hard to convince NATO that a Canadian nuclear-powered submarine fleet will strengthen the alliance. And in the United States, President Reagan went against the advice of the US Navy and others to back Canada's decision to acquire the subs. Still, the allies have remained skeptical of Canada's commitment to carrying through: as strategic analyst Joel Sokolsky says "they're waiting for Canada to be Canada." Only by going ahead with the programme, will Canada gain NATO's respect.

The task force assigned to evaluate the competing submarine design proposals has not formally finished its evaluation. The evaluation was broken down into ever smaller groups studying finer and finer details. The areas looked at included operational characteristics (the submarines were not compared to each other but to the navy's requirements), cost, international implications, and industrial benefits.

The teams have now completed their work but what remains to be done is the final "roll up" – bringing it all together. Once "rolled up," the evaluation goes to the Senior Review Board (an inter-departmental board) and the Minister of Defence. He will then present it to Cabinet. Given the political will, this could all be accomplished within a number of days.

For the past nine months, that will has been lacking. Aware that an election was to be called this summer or fall, Cabinet has been reticent to make a decision on an \$8 billion programme, especially one with the word "nuclear" in it. Especially worrying were some public opinion polls which showed that support for the project was waning, although DND's own polls did not show this. With the election over, the government must now decide. □



JOHN W. HOLMES

CANADIAN PEACE-SHAPER

1910-1988

On 13 August 1988 John Holmes, a preeminent figure in both the study of Canadian political and foreign affairs and in formulation of foreign policy, died at the age of seventy-eight. King Gordon was a long-time friend of Holmes and worked for the United Nations in various capacities including that of Director of the UN Information Centre for the Middle East during the Suez Crisis in 1956.

BY KING GORDON

JOHN HOLMES' MAJOR WRITTEN work appeared in two volumes under the title: *The Shaping of Peace: Canada and the Search for World Order, 1943-1957*. It is a brilliant piece of writing based on scrupulous research covering many events in which John Holmes had participated. I recently read his gripping account of those tense days when Pearson and Hammarskjöld together produced the formula that brought into being the United Nations Emergency Force (UNEF) which effectively ended the Suez Crisis. And I was taken back to Cairo and the long night in which a group of us tried to follow those events on radio. In the morning we came out and against a bright blue sky a British Canberra bomber was describing a figure eight but no bombs were being dropped. Ten days later I was establishing the information office of the UNEF HQ camp at El Balah on the Suez Canal and beginning a seven-month assignment to report on the successful operation of the United Nations' peacekeeping force. *The Shaping of Peace*, should be required reading for every politician, teacher and community leader in Canada.

John Wendell Holmes was born in 1910. After his graduation from the University of Western Ontario, he took his M.A. degree at the University of Toronto. He taught for several years at a progressive boys school, Pickering College, and proceeded to the University of London for further graduate studies. The war came and he returned to Canada. Discovering that the Canadian Institute of International Affairs (CIIA) was looking for a National Secretary, he applied for the job and, somewhat to his surprise, was accepted.

John Holmes discovered that a prevailing theme of CIIA discussions – Canada's status as a Commonwealth and North American nation – had now been rendered more specific: Canada in a post-war world. It also prepared John for the job he was handed when in

1943 he was asked to join the Department of External Affairs. That job was as Secretary of the Working Commission on Post-Hostilities Planning.

Two events sharpened the focus of the planners. In October 1943, representatives of four great powers in the wartime alliance – the US, the USSR, Great Britain and China – met in Moscow to set in motion a plan to create a post-war international organization to guarantee the peace. The following year the Dumbarton Oaks Conference met in Washington. Representatives of the US, the USSR and Great Britain reached agreement on a draft text of a constitution for the United Nations Organization. It is important to note that the distinctively big-power document that came from Dumbarton Oaks underwent significant change at the subsequent San Francisco Conference. A Charter with an almost exclusive emphasis on the collective responsibility of the great powers to maintain the peace, was broadened to assert the concern of the new world organization to promote and protect human rights, foster programmes to promote more just economic and social development and initiate a cooperative effort to replace a colonial system with free and independent states. In producing these fundamental changes, Canada and other Commonwealth countries had exerted a decisive influence.

In 1948, John Holmes attended the Third Session of the United Nations General Assembly in Paris. He was then posted to Ottawa to head the United Nations Division of the Department of External Affairs. Far from confining his activities to Ottawa, the new position brought him into direct involvement with UN activities in New York: twice as acting head of the Canadian Permanent Mission to the UN, active on numerous Canadian delegations in UN sessions and frequent advisor to Canadian officials, including Lester Pearson, then Secretary of State for External Affairs.

When John Holmes retired from External Affairs in 1960, to become President and then Director General of the CIIA, he carried with him certain firm ideas about Canada's position in the post-war world and the foreign policy that would make that position clear and effective.

In the first place he believed that Canada's security must be sought and found in a secure international community. A threat to Canadian security called for combined action to resolve conflict through mediatory or peacekeeping measures. The alternative, which Holmes rejected, is an extended version of the medieval armed city state, where the prince, sheltered behind fortified walls, guarantees security to all within range of his artillery. The concept has carried over into the nuclear age; Reagan and Bush refer to it as "peace through strength."

Secondly, in an international community, Canada has a special role to play as a middle power. It is not sufficient to shelter under the protection of a great power nor to make futile attempts to match its strength. But Canada has resources which exceed those of the majority of other states that can be applied to achieve effective results. In the third place, the UN must be seen as occupying a key role in Canada's post-war position in the international order.

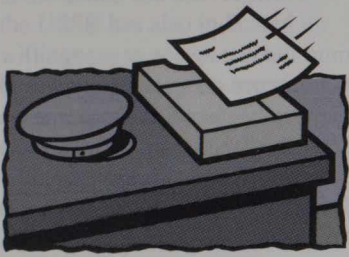
These were the ideas John Holmes' life gave testimony to during the last three decades in the CIIA and as a teacher, writer and consultant to government and non-government organizations. He had a literal belief – perhaps the adjective should be "realistic" – in the first seven words of the UN Charter: "We the peoples of the United Nations..." Not just governments but peoples, who have a direct interest in a just and peaceful community, have an important role in bringing it into being.

When I think of John Holmes, I think of the words of Dag Hammarskjöld in his Swedish Academy lecture on Linnaeus:

Only those who do not want to see can deny that we are moving these days in the direction of a new community of nations, however far away we may be from its full realization, however often we may seem to have chosen the wrong path, however numerous the setbacks and disappointments have been. Could it be otherwise, when no other road appears to open out of the dangers a new era has created?

John Holmes was so contemporary, so sensitive to the important changes in the pattern of the global society. Just the other evening I mentioned his name to a visiting Soviet scholar. His eyes lit up. "John Holmes!" he said. "He spent a week with me in Moscow just a year ago. He was so excited, so happy!" New hope in a new age. □

DEFENCE NOTES



Star Wars Developments

■ In late September, General Abrahamson announced his intention to resign as director of the US Strategic Defense Initiative (SDI) to take a position in the private sector. Earlier that month, Abrahamson presented revised cost estimates for a "Phase I" SDI deployment of a system to destroy ballistic missiles launched against the US. The Phase I plan called for the deployment of 3,000 space-based interceptors carried on 300 satellites, with up to 2,000 ground-based interceptors in support. It would require a combination of space-based and ground-based surveillance systems.

The official costs of this system, planned for deployment in 1998, went from an estimated US \$60 billion in early 1987 to \$120 billion in early 1988. In June the Defense Department asked Abrahamson to reassess the programme. By reducing the number of interceptors and making the sensors less complex, the new proposal recalculates the cost at close to the original estimate of \$60 billion. It is not clear how the changes will affect the original Department of Defense requirement that the Phase I system be capable of intercepting thirty per cent of a 5,000 warhead Soviet attack.

However, a recent study by the Office of Technology Assessment (OTA) suggested that a Phase I type system might destroy anywhere from "a few to a modest fraction" of the warheads in a large Soviet attack. The OTA study, part of which was declassified and released in June, considered that the system might be technically deployable in the

1995–2000 period. However, the study suggested that it would only make sense to deploy if there were high confidence in the technologies required in Phase 2 – in the period 2000–2010 – when the defence would need to employ directed-energy weapons, and measures to counter probable improvements in Soviet offensive forces.

Sharing SDI With the Allies

■ While doubts mount that SDI budgets will be sufficient to maintain the pace required for the first phase of deployment, it has become clear that earlier promises of extensive allied participation in SDI research have not materialized. By the end of 1987 about US \$127 million in contracts had been awarded to foreign firms. When the British government signed the Memorandum of Understanding with the US in 1985, they hoped for more than \$2 billion in contracts over a five-year period; by the end of 1987 British firms had obtained only \$30 million worth.

Canada did not sign a Memorandum of Understanding, and there has been little commercial interest in the SDI programme. A report in the *Globe and Mail* (10 October) suggested that SDI contracts to Canadian firms totalled less than \$1 million.

New Bombers and Air Defences

■ In August, at Kubinka airbase outside Moscow, US Secretary of Defense Frank Carlucci sat in the cockpit of the most modern Soviet bomber, the Blackjack. Close-up views of the Blackjack confirmed that its dimensions and probable range were exactly as described in releases by the Pentagon. The Pentagon accounts were reportedly based on US reconnaissance satellite photographs dating from the early 1980s. Twelve Black-

jacks may now be deployed, with the expectation that the aircraft – which resembles the US B-1 – will replace about a hundred older Bear bombers dating from the mid-1950s.

As new combinations of penetrating bombers and long-range cruise missiles enter the arsenals of the superpowers – including the US B-2 "stealth" bomber scheduled for public unveiling in mid-November – the problems of early warning and defence against cruise missiles are being taken more seriously. Although still very small by comparison with SDI, the Air Defence Initiative (ADI) has a budget of US \$200 million for 1989. The US Navy appears to be emerging as a prominent participant in the programme. The Navy is researching passive and active acoustic sensors to improve the detection of cruise-missile submarines in coastal waters. More generally, the ADI research programme appears to be concentrating on technologies for airborne surveillance systems that would eventually replace the North Warning System in Canada and other ground-based radars. According to the 1987 Defence White Paper, Canada is participating in the ADI programme.

US Bases Overseas

■ During the past several months the United States has discussed the renewal of agreements on military bases with three allies: the Philippines, Spain and Greece. In the Philippines, where the US operates Clark air force base, Subic naval base and other facilities, it has agreed to a substantial increase in direct payments to Manila (from US\$ 180 million to \$481 million per year), as well as to other financial subsidies. The agreement is expected to lead to further talks on the status of the bases after the leases expire in 1991.

Spain, having previously refused to extend the lease of a US air force F-16 base, has agreed to

the continuation of three other US bases on Spanish territory. Greece, however, has confirmed that a US air force base at Hellenikon, near Athens, will be closed when a defence agreement expires at the end of 1988. There are three other major US military installations in Greece, the future of which are now under negotiation.

Finally, reports from Iceland indicate that NATO is seeking a second air base in that country to reduce pressure on the existing US base at Keflavik. In the event that the request is refused, a location in Greenland is also said to be under consideration.

UN Peacekeeping

■ The award of the Nobel Peace Prize to UN peacekeeping has renewed interest in both peacekeeping and the United Nations. The mediating role of the Secretary-General in the Afghan and Iran-Iraq cease-fires is generally seen to have restored credibility to the organization, which nevertheless continues to suffer from serious financial deficits. In an unexpected move, President Reagan signalled a change of heart towards the UN by offering to pay US \$144 million out of the total US deficit of \$520 million.

The Soviet Union has also discovered the value of peacekeeping. In early October Vladimir Petrovski, Soviet Deputy Foreign Minister, proposed in New York that a permanent UN peacekeeping force be established, and offered Soviet support in its creation. In response, the Secretary of State for External Affairs Joe Clark, declined to comment directly on the Soviet proposal, but affirmed Canada's interest in establishing peacekeeping on "a more professional and broader basis." □

– DAVID COX

ARMS CONTROL DIGEST



ABM Treaty

■ The long-awaited third Review Conference of the US-Soviet Anti-Ballistic Missile (ABM) Treaty of 1972 took place in Geneva from 24 to 31 August. It was preceded by a sharp debate within the US administration over whether or not to charge the USSR with a "material breach" of the Treaty because of the construction of a large radar complex near the central Siberian city of Krasnoyarsk. The US government (as well as most private arms control experts) have long contended that the radar, because it is not situated on the periphery of the USSR nor facing outward, violates a key provision of the Treaty meant to prevent early-warning radars from being used in a nationwide ballistic missile defence. The USSR continues to insist that the radar is for space-tracking, not covered by the ABM Treaty. Nevertheless, in response to US concerns, in October 1987 it imposed a moratorium on further construction of the radar, which US intelligence sources estimate is still three or four years from completion. These sources also belittle the radar's military significance, given its vulnerability to attack.

Declaring the radar to be a "material breach" of the Treaty would lay the groundwork for US abrogation of the agreement, as desired by many advocates of the US Strategic Defense Initiative. The US State Department and Joint Chiefs of Staff were reported to be resisting such a move, partly on the grounds that the USSR would be in a better position than the US to build, relatively quickly, a nationwide defence.

While the debate was going on in Washington, on 19 July the USSR announced its willingness

to "dismantle the equipment of the Krasnoyarsk radar in a verifiable way that would leave no doubts on the part of the United States," conditional on agreement "to abide by the ABM Treaty, as signed in 1972." The Soviets had previously offered to dismantle the radar, but only if the US did likewise with two of its new radars in Greenland and Britain, which the Soviets (backed by some arms control experts) charge are themselves violations of the Treaty. Disagreement over the interpretation of the ABM Treaty has been one of the chief stumbling blocks to a new strategic arms reduction (START) agreement. The US State Department welcomed the new Soviet proposal as a "positive step," but continued to insist on the radar's dismantling "without delay and without conditions." The US debate over the "material breach" issue was temporarily resolved on 8 August, when the White House announced that the decision would be deferred until after the Review Conference.

Unlike the previous two review conferences (in 1977 and 1982), the meeting at the end of August failed to produce a joint communiqué reaffirming the Treaty's aims and purposes. The US delegation afterwards stated that it had made clear to the Soviets that the US would not sign a START agreement if the radar were not dismantled. The Soviet delegation, in turn, threatened to withdraw from the START talks if the US abrogated the ABM Treaty. It revealed that, at the meeting, the USSR had proposed such measures as advance notification of the building of new radars, agreement on ways to distinguish missile defence radars from other kinds, and mutual inspection of disputed radars. Later, it was reported that the Soviets had sug-

gested the possibility of joint manning of the Krasnoyarsk radar, but that this had been rejected by the US for fear that its personnel could be expelled in a crisis. The Soviets were also reported to have informally suggested replacing the radar's large, sophisticated transmitter with a less-capable, mechanically-steered dish (also rejected by the US as insufficient).

On 16 September, in a speech in Krasnoyarsk, Soviet leader Gorbachev publicly offered to turn the radar into a "centre of international cooperation for peaceful uses of outer space," under the control of a proposed World Space Organization. This offer was apparently unconditional, although Gorbachev, referring to the disputed US radars in Greenland and Britain, stated that "We expect Washington to take corresponding steps in reply to our new initiative." US officials reportedly said the proposal would be acceptable to the US if it involved dismantling the radar or converting it into a new type, but not if it amounted simply to "legitimizing" its completion and operation.

On 6 October, it was reported that Soviet officials had called for technical experts from the two sides to review the details of a Soviet plan to dismantle or modify the radar. The US was said to have agreed in principle to such a meeting.

At the end of October, the Soviet government announced that the radar would indeed be turned into a civilian-run space research centre and that the USSR expected the US to take similar measures with its UK and Greenland sites. At the time *Peace & Security* went to press there had been no reaction from the United States.

Nuclear Test Limitations

■ The Limited Test Ban Treaty of 1963 prohibits nuclear testing in the atmosphere, outer space, or underwater. On 4 August, its 25th anniversary, five countries at the

Conference on Disarmament in Geneva began an effort to transform the Treaty into a comprehensive test ban by submitting to Britain, the US, and the USSR (its "depository governments") an amendment to prohibit underground testing as well. If the proposed amendment gains the support of a third of the Treaty's parties – as appears certain, since one hundred countries approved the idea at last year's UN General Assembly – this will force the depository governments to convene a conference of all parties next year to consider the amendment. However, actual amendment of the Treaty requires support from a majority of its parties, including all three depository governments. Of the latter, both the US and UK continue to oppose a comprehensive test ban at this time. Advocates of the amending conference are hoping that it will at least put pressure on them to change their position.

As agreed in their on-going Nuclear Test Talks in Geneva, the US and USSR this summer conducted a Joint Verification Experiment (JVE) at each other's underground nuclear test sites – at the US site in Nevada on 17 August, and at the Soviet site near Semipalatinsk on 14 September. For the first time ever, scientists, technicians, and observers from each side participated in an actual underground nuclear test by the other, by monitoring the explosions through a combination of seismic and hydrodynamic means (the former favoured by the USSR, the latter by the US).

Initial results from the Nevada test were controversial, with some geologists insisting that it proved seismic methods to be at least as good as hydrodynamic, and others disagreeing. The USSR has long

favoured seismic methods, since they are less "intrusive," not requiring the presence of inspectors at the actual test site. However, the USSR has also indicated its willingness to accept a small number of on-site inspections, if necessary, to calibrate seismic equipment.

American critics of their government's position on nuclear testing charge that the US is biased against seismic methods because, unlike hydrodynamic measurements, they could be used to monitor a comprehensive test ban – a goal which the Reagan administration has relegated to the distant future.

The results of the experiment will be analyzed and taken into account in completing verification protocols to the US-Soviet Threshold Test Ban and Peaceful Nuclear Explosions Treaties of 1974 and 1976, respectively. These treaties, which limit underground nuclear explosions to 150 kilotons in yield, have yet to be ratified because of US insistence on first strengthening their verification provisions. According to a year-old agreement, the next step will be to negotiate "intermediate limitations" on nuclear testing, such as further reductions in their yield or number. However, a report by President Reagan to Congress in late September cast doubt on the US administration's previously expressed commitment to reduce testing in parallel with nuclear arms reductions. The report denied that there was any "direct technical relationship" between the number of tests needed and the size of nuclear arsenals. It also maintained that the need for testing could actually rise in the context of arms reductions, to ensure that the remaining weapons were reliable. And it stated that any new limits on testing would be acceptable only in the context of a "major reduction in the threat to the US and our allies brought about by a significant alteration in the international environment."

Chemical Weapons Control

■ Reports of the use of chemical weapons (CW) by Iraq in its war against Iran, and also against its

own Kurdish insurgency, persisted throughout the summer. On 1 August, a UN team sent to the area reported that Iraqi use of such weapons, in violation of the 1925 Geneva Protocol on chemical

dorsed three days later by French President Mitterand, who also called for an "embargo on all deliveries of products, technologies and more generally, weapons" to any state using chemical weapons.

Early Warning

29 November 1988:	three-week session of CD's ad hoc committee on chemical weapons begins, Geneva.
7 to 11 January 1989:	conference on the 1925 Geneva Protocol on chemical weapons, Paris.
February 1989:	Spring session of the CD begins, Geneva.

weapons, had become "more intense and more frequent." Since 1984, six different UN fact-finding teams have confirmed chemical weapons use in the Gulf War. Iraq did not admit such use against Iran until July, and has never acknowledged using chemical weapons against its own Kurdish rebels. On 26 August, the UN Security Council condemned the use of chemical weapons in the war and asked the UN Secretary-General to investigate promptly any future allegations. It also pledged to take "effective and appropriate measures" when allegations are confirmed. However, on 16 September, Iraq refused a request by Secretary-General Perez de Cuellar to admit a UN team to investigate Kurdish allegations. Both houses of the US Congress have voted overwhelmingly to impose sanctions on Iraq unless the US President certifies that Iraq has ceased using chemical weapons and will allow on-site inspections by impartial observers.

In his farewell speech to the UN on 26 September, President Reagan called on the parties to the Geneva Protocol, as well as other states, to convene a conference "to consider actions that we can take together to reverse the serious erosion of this treaty." Examples later given by the US State Department were the drafting of detailed provisions for UN investigations of alleged violations, and protocols for controlling the sale of chemicals to states violating the agreement. The proposed conference was en-

On 20 October, France announced that, as the depositary of the Geneva Protocol, it would hold a conference of foreign ministers in Paris from 7 to 11 January to reaffirm and strengthen the agreement.

Meanwhile, efforts continue in the Conference on Disarmament (CD) in Geneva to conclude a global Convention banning the development, production, stockpiling, transfer, and use of chemical weapons. At the CD on 28 July, in what it described as "another major step toward greater openness," the US for the first time identified its five past and present chemical weapons production sites, including the types of chemicals produced at each plant and the procedures for destroying the installations under a Convention. It also endorsed a Soviet proposal for a multilateral experiment to conduct trial inspections of civilian chemical plants. By the end of the summer, a number of states, including East and West Germany and Japan, had joined with the superpowers in agreeing to begin trial inspections on a national basis before the end of the year, as a prelude to an international exchange of inspectors. The chief US delegate, noting that the CD was now spending about ninety percent of its time on the chemical weapons negotiations, predicted on 16 September that they "could move very close to concluding a treaty next year."

Brief Notes

■ The first of 1,752 Soviet and 859 US intermediate-range missiles to be eliminated under the

INF Treaty were destroyed on 22 July and 8 September, respectively. Also in accordance with the agreement, "baseline inspections" of all missile operating bases and support facilities to verify the initial exchange of data were completed by 1 September. Soviet inspectors had visited twenty-six installations in the US and Western Europe, US inspectors 133 installations in the USSR, East Germany, and Czechoslovakia.

■ In a speech to the UN General Assembly on 27 September, Soviet Foreign Minister Shevardnadze proposed a number of measures for strengthening the UN's role in arms control, including an international monitoring and verification agency and a conventional arms transfers register. He also called for a multilateral agreement to limit the proliferation of ballistic missile technology. US and Soviet officials held their first bilateral meeting on the latter subject, as called for at the Moscow Summit, in Washington on 26 September.

■ In a speech in Krasnoyarsk on 16 September, Mikhail Gorbachev reaffirmed a Soviet pledge not to increase the number of its nuclear weapons in the Asia-Pacific region, calling on others to do likewise. He also proposed a freeze on naval forces in the region; reducing naval and air force activity in the Yellow and Japan Seas; a multilateral, regional Incidents-at-Sea agreement; and the creation of a negotiating mechanism for Asian-Pacific security. Finally, he offered to give up the Soviet Navy's "material and technical supply station" at Cam Ranh Bay, Vietnam, if the US agreed to eliminate its military bases in the Philippines. The latter proposal was immediately rejected by the US, in the midst of negotiations (successfully concluded in October) with the Philippine government over the future of the bases. □

— RON PURVER

REPORT FROM THE HILL



Editor's Note: The 33rd Parliament came to an end on 1 October when Prime Minister Brian Mulroney called an election for 21 November. The new Parliament is expected to be called into session early in December. Because of the timing of the election and Peace & Security's production schedule, election results are not reflected in this issue of the magazine.

Southern Africa Policy

■ A Commonwealth committee on Southern Africa consisting of eight foreign ministers under the chairmanship of Secretary of State for External Affairs Joe Clark met in Toronto on 2 and 3 August. The committee had been created at last October's Commonwealth summit in Vancouver to develop plans to combat *apartheid*. Its end-of-meeting report contained suggestions to Commonwealth and other governments about how to widen and tighten economic and other sanctions. Yet the opposition in Parliament appeared to judge the results of the meeting disappointing.

On 10 August Liberal MP Bob Kaplan demanded to know if the government planned to invoke total sanctions against the South African regime, citing remarks the Prime Minister had made before the UN General Assembly in October 1985 that Canada would sever relations absolutely if no progress were made in dismantling *apartheid*. Similar questions persisted from both Liberal and NDP members in the weeks leading up to the Prime Minister's address to the UN General Assembly on 29 September. In that speech, Mr. Mulroney referred to "specific new measures [announced earlier in the week] to tighten the ban on government contracts with South African com-

panies and a further ban on high technology." This did not prevent Liberal leader John Turner from criticizing the Prime Minister in the House the following day for his failure to use the occasion to break off both diplomatic and economic relations with South Africa.

UN Peacekeeping

■ On 9 August Defence Minister Perrin Beatty announced that Canada had agreed to provide troops as part of the United Nations Iran-Iraq Military Observer Group (UNIIMOG) set up to monitor the ceasefire in the eight-year Iran-Iraq war. An initial force of about 850 is being provided by twenty-four countries. Only fifteen Canadians will serve in the eventual force of 350 unarmed military observers who will patrol the ceasefire zone along the 1,200 kilometre border between the countries. In the first six months, however, Canada is providing 495 additional troops to set up a communications infrastructure for UNIIMOG. On 24 August Mr. Beatty moved a resolution of support in the Commons for Canadian participation in UNIIMOG which prompted an extended debate on peacekeeping before all-party consent was obtained.

Central America Policy

■ On 23 September External Affairs Minister Joe Clark released a copy of a letter he had sent to John Bosley, chairman of the Special House Committee on the Peace Process in Central America, in response to the recommendations that committee had made to the government on 5 July. The chief news was the government's agreement to provide \$100 million in addition to currently planned expenditures to assist Central American reconstruction and economic development efforts over a six-year period, 1988 through 1994. This represents substantially more than a doubling of bilateral assistance to the region over the previous five-year period.

In principle, the Minister ac-

cepted the importance of strengthening Canadian diplomatic representation in the region, while rejecting the idea of opening mini-posts in Nicaragua, El Salvador and Honduras. Mr. Clark indicated that he hoped to be able to upgrade the position of chargé d'affaires in Guatemala to the level of ambassador. The government also accepted the committee's recommendations concerning technical assistance in human rights and democratic development, and with regard to verification and control measures to buttress the peace accord signed by the five Central American powers in August 1987. However, Canadian assistance would depend on a request by the five countries which, in the latter case, has been stymied by a protracted dispute between Honduras and Nicaragua that has reduced cooperation in the region to a minimum.

The government had already moved on another recommendation of the committee in favour of the creation of an International Centre for Human Rights and Democratic Development. Bill C-147, an Act to establish such a centre was introduced in the House on 15 August and Royal Assent was given on 30 September. The centre, which will be established in Montreal, is similar to the Canadian Institute for International Peace and Security insofar as it is a crown corporation which has assured funding for the first five years of its existence. Its mandate will be to provide technical assistance, training, and resources for the development of electoral, legislative, judicial and legal systems both in Canada and abroad.

Short Notes from the Hill

■ The second report of the Standing Committee on National Defence, entitled "The Canadian Submarine Acquisition Project," was tabled in the House on 18 August. It provides an overview of testimony heard by the committee, largely from defence officials, but

also from outside analysts and critics, on the initial stage of the submarine acquisition programme. No recommendations were made.

■ On 14 August, Yves Fortier was named by External Affairs Minister Joe Clark to replace Stephen Lewis as Canada's Ambassador to the United Nations. Mr. Fortier was a partner in one of Canada's largest law firms and a director of the Royal Bank of Canada. A former president of the Canadian Bar Association and a member of the permanent Court of Arbitration, he has also represented Canada at the Hague in bilateral disputes with the United States and France over territorial and fishing rights. On 26 October it became clear that he would be representing Canada on the UN Security Council when Canada won the election for a two-year term to one of the non-permanent seats reserved for Western countries on the fifteen-member council.

■ On 29 September it was noted in the House that the Ministers responsible for Science and Technology, Robert de Cotret and Frank Oberle would that day sign an intergovernmental agreement with the United States, nine European countries and Japan governing international participation in the US space station project over the next thirty years. A major point of contention during three years of difficult negotiations was national security use of the station. The compromise reached mandates peaceful use, but does not attempt to define or interpret that phrase. Canada will receive three percent of the use of all station elements in return for providing the servicing equipment for station repair and maintenance.

■ In September, the United Nations General Assembly elected Canada's Ambassador for Disarmament, Douglas Roche, as chairperson of the First Committee for the 43rd session. □

— GREGORY WIRICK

LETTERS TO THE EDITOR



Naïve About US Influence in Haiti

I looked forward to and enjoyed reading Cary Hector's article (*Peace&Security*, Summer 1988) on Haiti. I was dismayed, though, at the seeming naïveté that was indicated by the scant reference to the part played by the US in the recent history of that country.... Their [US] interests were manifest in the fact that they supported Duvalier for many years and had not one word of condemnation about the deplorable working and living conditions that prevailed during his and his father's regimes.... I have been aware for many years of how many companies send goods to countries with poor or non-existent labour legislation and certainly Haiti was a favourite with many of them. Proof of that appeared in the Report on Business section of the *Globe and Mail*, 30 January 1988. In "Haiti retrenches as international aid cut off" we read that: "Many U.S. and international companies send electronics and textiles for assembly to Haiti, where the minimum wage is \$3.00 a day, thus lowering their labor costs. Haiti worked hard to attract these companies but recent political instability has frightened off some investment...." Apparently ... during those earlier, stable times, the US supported Duvalier while people who opposed him were imprisoned, tortured and murdered by the Ton Ton Macoutes. The general population was weakened by poverty, illiteracy and political powerlessness. The US looked on, as the dream of a democratically

elected government was shattered by violence and bloodshed. They have therefore ensured that the misery of the Duvalier times will return to Haiti, cheap labour will continue to be available and yet another country will have been saved from the democratic control of its own destiny. Cary Hector, how could you not have commented on such a negative influence when it played such an important role in the affairs of your country?

Jean Smith, Toronto

Selin's Critique of Feminist Peace Activists Blames the Victims

As a doctoral candidate in international politics who happens to be a woman, I can sympathize with the situation discussed by Shannon Selin in: "Could Women Really do a Better Job?" (*Peace&Security*, Spring 1988). She rightly contrasts the richness of the feminist peace movement with the relative dearth of women in responsible foreign policy positions and the strategic community in general. I was sorry to see that rather than addressing the structural causes for this phenomenon, or trying to find ways of bridging these two communities, Ms. Selin preferred not only to obscure the positions of feminist peace activists but to blame them, rather than the difficulties posed by what she admits is a male-dominated arms control establishment, for the lack of women in positions of power and influence.

... Selin notes, with no little condescension, the proliferation of feminist peace groups, while lumping them all together as a monolithic "women's movement." I would like to think that the diversity of the movement entails a certain respect for the potential for variation and sophistication of positions. Yet, Selin chooses to lump us all together in a single, uneducated mass.

The strategic community, concedes Selin, is male-dominated and would benefit from women's participation. But she fails to consider the possibility that there may be social and structural reasons why women do not enter peace and security fields. As a woman who has studied security and arms control extensively I have found that few women have had encouragement to study in military fields, and many women lack the confidence to feel that understanding strategic issues is within their competence. It is also a fact that many women, as well as many men, are alienated by the tendency of strategic studies to focus on the mechanics of violence rather than to question its use and abuse as an instrument of power. Many women find that the strategic community itself is not hospitable to people with alternative ideas on peace and security, and there exist those few who will seek to discredit a woman who questions the basic tenets of strategic thought, by slurring her competence as a woman.

Selin attacks the credibility of those with whom she disagrees by calling them "moral mothers," rather than treating them as colleagues who have their particular views on issues.... Not only does this attack the seriousness of the women's movement, but it also blames women for the fact that they are left out of political decision-making, an issue that Selin herself laments earlier in her article. This technique is known as blaming the victim.

Similarly, in dismissing feminist holistic views of politics – which see disarmament issues and social welfare issues as integrally related – as "utopian," Selin chooses to focus on what she perceives as the lunacy of the desire for profound social change, rather than to make the simple equation that since, as she herself admits,

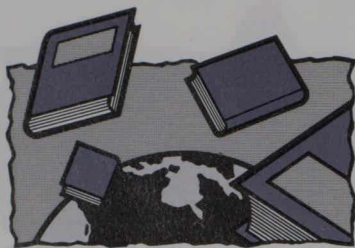
this is a male-dominated world, politics tend to address male priorities. Selin asserts that feminists have a biologically determinist position that women are nicer human beings and thus would rule better, implying that the women's movement is chauvinist. The issue is not whether women are better fit to rule than men. The issue is that women, who have been, and continue to be, left out of positions of power and influence, might, if [they were] in power in large numbers, have the leverage to devote more resources to female policy concerns, such as child care and health.

Selin's article points to a broader problem. One of the ways in which advocates of arms control criticize peace activists, who disagree with their positions, is to belittle them as ignorant, naïve and utopian. It is implied that only those with a thorough education in international security and arms control are qualified to discuss such serious political matters as disarmament. The result of such an elitist position is that peace activists say, quite rightly, that the "bombs-and-rockets" people cannot talk to anybody who doesn't "speak their language." In such a climate, yes, Ms. Selin, ending the arms race is utopian. And whose fault is that?

Governments, not peace groups, have control over weapons. And if those in government do not allow disarmament to enter the range of possibilities, then disarmament is unrealistic. But to say that we cannot have disarmament is to say that human beings do not control this planet and do not control their own destiny. Technological determinism does not run this world – people do. And if arms control advocates disagree with that, so be it. But it is a valid viewpoint, and the cause of political stability is not served by discrediting peace activists as naïve.

Andrea Chandler, New York □

REVIEWS



Innovation and the Arms Race: How the United States and the Soviet Union Develop New Military Technologies

Matthew Evangelista

*Ithaca, N.Y.: Cornell University Press,
1988, 300 pgs., US \$32.95*

Matthew Evangelista, a political scientist at the University of Michigan, begins this important book by asserting that "the relationship between technological innovation and the accumulation of new weapons lies at the core of the Soviet-American arms race." Indeed the dangers of the technological arms race have never been more apparent. As the United States and the Soviet Union continue negotiations to reduce nuclear arsenals, they are both proceeding with long-term plans to "modernize" their nuclear weapons.

Evangelista challenges the popular action-reaction cycle theory of the US-Soviet military innovation with a detailed examination of a multitude of factors which fuel the arms race: technological imperatives, threat perceptions, interservice rivalries, military doctrines and economic and bureaucratic interests being the most prominent.

The result – based on a thorough review of the literature, primary documents, military memoirs and a case study of the development of tactical nuclear weapons by both the United States and the Soviet Union – is a new account of the causes and mechanisms of the technological arms race. This conclusion is that the processes of weapons innovations in the two superpowers differ fun-

damentally: in the US, impetus for innovation comes "from the bottom," at the initiative of corporate or government researchers and military officials, whereas the centralized Soviet system produces innovation "from the top," in response to foreign (in other words Western) developments. Evangelista divides the modernization process into five stages in order to see which factors come into play at any given time and his methodology and analysis are convincing. He is both wary of forced generalizations and a simple accounting of "everything" that plays a role in weapon innovation. Nor does he claim too much, as he acknowledges that the evolution of "Star Wars" does not easily fit his model. The book, in my opinion, is by far the most extensive treatment available of the various factors which account for nuclear weapons modernization. My only criticism is that his analysis of American weapons innovation may somewhat understate the importance of US strategic nuclear doctrine (strategic superiority, extended deterrence, counterforce, and so on) in influencing which nuclear weapons innovations are encouraged.

Whether it be in regard to strategic nuclear arms or conventional forces in Europe, the arms race is proceeding with almost unchecked technological "advances." Evangelista recognizes this ongoing weapons modernization as a Pandora's Box which most often results in greater instability. The present period offers an opportunity to put a lid on the technological arms race and makes it all the more necessary to reflect and act upon Matthew Evangelista's final sentences: "In acknowledging the counterproductive nature of the techno-

logical arms race, the US and the USSR would open the way to cooperative agreements aimed at ending it. Both sides would fall under the shadow of the future instead of falling for the fallacy of the last move."

– *Simon Rosenblum*

*Mr. Rosenblum is the Political
Affairs Coordinator for Project
Ploughshares*

Anti-Submarine Warfare and Superpower Strategic Stability

Donald C. Daniel

*Urbana: University of Illinois Press,
1986, 240 pgs., US \$32.50*

Strategic Antisubmarine Warfare and Naval Strategy

Tom Stefanick

*Lexington, MA: Lexington Books, 1987,
416 pgs., US \$49.95*

For those interested in "strategic anti-submarine warfare (ASW)," it is a treat to have two comprehensive studies of this arcane subject published virtually simultaneously. The only other book-length studies appeared almost a decade and a half ago. Strategic ASW is directed at strategic, ballistic missile-carrying submarines (SSBNs) – usually considered the most "secure" (because least vulnerable to attack) leg of the strategic nuclear triad of each superpower. Considered "destabilizing" by many analysts because it threatens to deprive the other side of its ability to retaliate against – and thus deter – a first strike, strategic ASW is the centerpiece of the controversial new American naval doctrine known as the Maritime Strategy.

Of the two books under review, Stefanick's is the more detailed and technical. In fact, the bulk of it consists of eight appendices, on topics ranging from submarine design to "submarine detection in the Arctic Ocean and Northern Seas" (the latter, of course, being of special interest to Canadians). Daniel's book is a good, basic introduction for the general reader.

It is also useful for the specialist, not least because of its excellent documentation. Daniel's book is more narrowly focused on ASW; Stefanick puts it in the context of broader nuclear strategy and naval doctrine, including a trenchant critique of the Maritime Strategy, which had not yet been enunciated at the time of Daniel's writing.

The basic conclusions of the two works are quite similar: neither side's SSBNs are vulnerable to a surprise attack or very rapid attrition during a conventional war, now or for the foreseeable future; "barrage attacks" by ballistic missiles on wide expanses of the ocean to "kill" SSBNs are infeasible, given the area to be covered and the relatively limited number of attacking warheads; and a breakthrough in non-acoustic means of detection (such as the surface detection of submarine wakes) is unlikely. Daniel points out that, even if the latter were to occur, converting it into an operational system would be a slow and readily detectable process, providing ample time for relatively simple countermeasures to be developed.

Both authors discuss the SSBN vulnerability question in terms of two scenarios: (1) a surprise, all-out, first-strike attack; and (2) gradual attrition during a lengthy conventional war. The feasibility of the first is rightly dismissed by both. As for the second, Daniel argues convincingly that the Soviets would not be likely to unleash their submarine-launched ballistic missiles against the continental US for fear of otherwise "losing" them, as this would invite full-scale nuclear retaliation. However, he fails to address the possibility that, in responding to US attacks on their SSBNs, the Soviets might breach the nuclear "threshold" at sea, by attacking US carrier battle groups with nuclear weapons, which could lead to wider nuclear

escalation. Stefanick does consider this possibility, concluding that nuclear retaliation against carriers would be unlikely, but against attack submarines themselves quite likely. The thrust of his critique of the Maritime Strategy is that it would be practically impossible to execute as intended, and could disadvantage the US in a conventional war by tying up too many of its attack submarines in hunting down Soviet SSBNs.

Unfortunately, neither of the books spends much time assessing the prospects for arms control in this area – Daniel devotes only five pages out of 214, and Stefanick fewer than two out of 370! Both authors are pessimistic about arms control, although Daniel endorses a ban on “plunging” ballistic missiles (suitable for barrage attack); while Stefanick notes that limits on the number of attack submarines might benefit the US, and concedes that SSBN “sanctuaries” (areas within which an opponent’s ASW activity is prohibited) might become more attractive in the future. It is true that a substantial literature on ASW controls exists, mainly from the 1970s. However, in view of rapid changes in technology, doctrine (such as the Maritime Strategy itself), and politics (such as the sharp drop in numbers of SSBNs expected to result from a START agreement), greater attention to the issue of strategic ASW controls would have been warranted.

– Ron Purver

Mr. Purver is a research associate at CIIPS

The Future of Immortality and Other Essays for a Nuclear Age Robert Jay Lifton

New York: Basic Books Ltd., 1987, 368 pgs., US \$21.95 cloth, US \$10.95 paper

■ In this collection of essays, Robert Lifton explores the pain, confusion, and destruction of recent holocausts of our past (Nazi Germany, Hiroshima, and My Lai)

in an effort to develop an understanding of the “human potential for evil” and its implications for the all-too-possible future holocaust of nuclear destruction. He asserts that this painful and frightening confrontation of our collective responsibilities for past and future events is an essential means through which we can bring about changes necessary to ensure human survival in this nuclear age of “total universal vulnerability.” His initial discussion of the future of immortality, the continuity of the human race, is overwhelming in its use of heavily philosophical and symbolic terminology which may turn off some readers and, hence, reduce the broader impact of this book. But I encourage people to read on, for this book is not just an intellectual exercise. It is a passionate, challenging and hopeful effort to address human destructiveness.

What makes Lifton’s approach different and, hence, enlightening is his linking of psychological theory to social and historical context. He has taken some of the classic psychoanalytic concepts such as guilt, death anxiety, and psychic numbing and connected them to human behaviour in “atrocious producing situations” – situations which create “collective disturbance and mass murder.”

One of the psychological mechanisms Lifton invokes as “an important clue for understanding the psychological behaviour of people who have become associated with actual or potential mass killing” is doubling. This is process by which a relatively autonomous second self emerges and is the one involved in atrocities. This permits the individual to be able to see himself or herself as a normal person – a parent, spouse, and member of the community. This doubling is encouraged by situations of inescapable moral contradiction which transform killing, in the case of Nazi Germany, into a healing process for the group, or in the case of My Lai, into a way of assuring continuity with fallen comrades.

For this reviewer, the process of reading this book was often pain-

ful and depressing. In it, one faces the enormity of human destructiveness and an analysis which makes it all so understandable, and, hence, all the more frightening. And yet, in Lifton’s writing one is able to envision ways to challenge what some see as an inevitable and irreversible path to human destruction. In his final essay, Lifton suggests principles for change, always focussing on the influence of each of us, as individuals and collectively, in the maintenance of life. One comes away from Lifton’s writing with an optimism grounded in some very harsh realities.

– *Loraleigh Keashly*

Ms. Keashly is an assistant professor of psychology at the University of New Brunswick.

The Road to Peace

Ernie Regehr and
Simon Rosenblum (editors)

Toronto: James Lorimer, 1988, 206 pgs., \$12.95 paper, \$24.95 cloth

■ The editors of this useful guide to strategies for disarmament in the era of *glasnost* work for Project Ploughshares. They have a genuine concern that the recently signed Intermediate Range Nuclear Forces (INF) Treaty “will become a symbol of false hope if the momentum for disarmament and the fires of public opinion that produced it are not maintained.”

With eight authors involved, there is some overlapping in the coverage of the various fields of arms control and disarmament reviewed, but generally this study is fairly concise, informative, and free from most of the emotive jargon that passes for commentary on peace issues.

Retired General Leonard V. Johnson, in reviewing the evolution of nuclear war-fighting strategies and their proponents, says Canada has been drawn into a partnership with such strategists, but

he has little to say about similar Soviet strategies. He argues that as a condition for continued membership in NATO, Canada should insist on a nuclear no-first-use policy and a non-offensive defence policy in Europe. A more detailed discussion of this non-provocative defence idea is included in Rosenblum’s chapter on proposals for European disarmament.

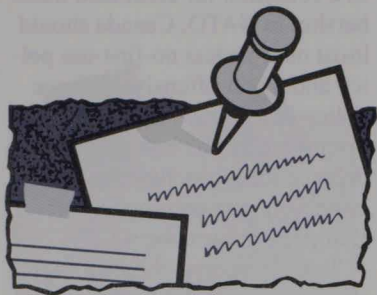
Two interesting chapters deal with how increased knowledge has changed our vision of what nuclear war would really be like, written by Don Bates, and a thorough review of verification techniques, their possibilities and political limitations, by Gary Marchant and Al Banner.

John Barrett sums up a study of Canada’s arms control and disarmament policies by suggesting that the Mulroney government, for reasons connected with promoting the free trade deal and high technology research, has undermined Canada’s arms control policies by its cautious reluctance to spell out forthright views on the American strategic defence initiative.

Bill Robinson argues the dangers of the militarization of space and urges ways to produce common security in space through treaties banning space weapons and cooperative programmes for space monitoring. The two editors conclude this volume with a call for making Canada a nuclear-weapon-free zone. This controversial proposal is not to seek immunity from nuclear war, but “is a peacetime measure to restrict the spread of nuclear weapons, to withdraw political and technical support from the nuclear arms race, and to build trust between nations and regions of the globe.” The list of actions required of Canada are detailed. They may be more easily spelled out than acted upon in today’s world, but they are worth discussing, along with the other proposals made in this slim volume. – *John R. Walker*
Mr. Walker writes a column on international affairs for Southam News. □

Reviews of French language publications can be found in *Paix et Sécurité* “Livres” section.

NEWS FROM THE INSTITUTE



■ **Judith Padua**, Executive Director of the Clifford E. Lee Foundation in Edmonton, Alberta, was named in October to the Board of Directors of the Institute. Her appointment was announced by Joe Clark, Secretary of State for External Affairs.

■ "Challenges to Canadian Security in the Year 2000" was the title of the Institute's annual conference, held this year in Winnipeg. Participants looked at subjects ranging from poverty, population and environment to disarmament, arms control and regional conflict. Possible Canadian responses were forecast and examined. Speakers included **Stephen Lewis**, former Ambassador to the UN; **Jim MacNeill**, a staff member with the Brundtland Commission and now with the Institute for Research on Public Policy; **Richard Ned Lebow** of Cornell University; **Jean-Pierre Derriennic** of Laval University; **Douglas Lindores**, Vice-President of CIDA; and **Geoffrey Pearson**.

Prior to the conference the Information Services section of the Institute organized a half-day session for librarians and resource centre personnel in Manitoba and North-Western Ontario on peace and security information resources.

■ **Nikita Bantsekin** and **Eugenia Issraelyan** of the Institute for the USA and Canada in the Soviet Union were in Ottawa at different times for several weeks during September and October as part of an exchange agreement between

CIIPS Awards Programme

■ The Institute invites applications for the CIIPS Awards Programme, open to both academics and non-academics who wish to enter or continue work in the field of international peace and security. Applicants must be Canadian citizens and hold at minimum a first degree or equivalent experience. The Institute has set aside \$173,000 for ten awards, three at \$25,000 and seven at \$14,000. Applica-

tions will be assessed by an independent selection committee and decisions announced in May 1989. The deadline for applications for the 1988-1989 academic year is 1 February 1989. For further information and application forms please write to:

The Awards Division
Association of Universities
and Colleges of Canada
151 Slater Street
Ottawa, Ontario K1P 5V1

their Institute and CIIPS. They travelled to Montreal, Quebec City, Kingston and Toronto to interview Canadians who specialize in their areas of interest - French-English relations, regional conflicts, disarmament and arms control policies of the Canadian government and non-governmental sector, and women's issues.

■ **Ron Purver**, **Roger Hill** and **Nancy Gordon** spent several weeks in the Soviet Union at different times during the fall, talking to and working with scholars there on matters of mutual interest.

■ **Geoffrey Pearson** spoke at a colloquium organized by students at Laval in September on the new leadership in the Soviet Union. Earlier that month he led a seminar at the Journalism School at Carleton University on East/West relations. **Carl Jacobsen**, a Fellow at the Institute and a member of the faculty at Carleton University, organized a seminar in late September entitled "Soviet Foreign Policy at the Crossroads." Among the people who spoke were **Jerry Hough** of Duke University, **Paul Marantz** of UBC, **Jacques Lévesque** of UQAM, and **Ron Purver** of the Institute.

■ "The Reduction of the Risk of War Through Multilateral Means"

is the title of a conference sponsored by the Yale University Program for International Security and Arms Control, and CIIPS. The conference, organized by **David Cox**, former Director of Research at the Institute and now a professor of political studies at Queen's University and **James Sutterlin** of Yale, took place in Kingston in early October and discussed multilateral war risk reduction centres, their utility, structure, scope, and feasibility. Participants also focussed on the necessity for improved UN peacekeeping capabilities, and the role of multilateral organizations in dealing with conflicts stemming from social or domestic political tensions. The keynote address was given by **Vladimir Petrovski**, Soviet Deputy Foreign Minister, who spoke of new ideas for UN action in the field of conflict resolution. The conference agreed to establish a series of small study groups to work on concrete proposals to put to the United Nations.

■ In late October, CIIPS and Science for Peace co-sponsored an international conference on arctic cooperation. Held in Toronto, the conference focussed on four major areas: the regional and global context, the arms race and arms control, science and cooperation,

technical and cultural cooperation. It brought together physical and social scientists, representatives of the indigenous peoples, and policy-makers. Organized by a group including **Franklyn Griffiths** of the University of Toronto and **Ron Purver** of the Institute, the conference attracted an impressive array of international and Canadian speakers. Proceedings of the conference will be available next year.

■ **Chai Chengwen**, Deputy Chairman of the Beijing Institute for International Strategic Studies in China, led a delegation from his Institute which visited CIIPS in September, and took part in a seminar on East/West relations, Sino-Soviet relations, developments within the USSR, and Sino-American relations.

■ **Dietrich Stobbe**, member of the Bundestag in West Germany and former mayor of Berlin, addressed a seminar at CIIPS on 25 October on "SPD Views of Gorbachev's Reform System: Opportunities for East/West Cooperation" to a group of officials, academics and M.P.s at the Institute in October. Early in November, **Thomas Kielinger**, editor in chief of the German weekly *Rheinischer Merkur* led a discussion on "Europe in the year 1992."

■ In mid-October, "In recognition of his distinguished service to Canada, his promotion of international development and disarmament and his many contributions to the scholarly study of international affairs," Dalhousie University conferred upon **Geoffrey Pearson**, Executive Director of CIIPS, the degree of Doctor of Laws, *honoris causa*. □

**PUBLIC PROGRAMMES GRANTS –
First Half 1988–1989**

Les Ami-e-s de la Terre Québec , Québec Désarmement et action pacifique (Série d'émissions, articles et mini-colloques)	\$ 5,000
Canadian Forces Logistics Association , Ottawa, Ontario Canada's New Field Army (Conference)	4,000
Canadian University Press , Ottawa, Ontario Improving CUP Coverage of International Peace and Security Issues	5,000
Centre d'animation St-Pierre de Montréal Inc , Montréal, Québec Formation aux questions de paix et de désarmement (série d'ateliers)	2,150
Centre for Education, Law & Society Simon Fraser University, Burnaby, British Columbia Human Rights and the Disappeared: A Canada Latin-America Consultation	5,000
Cinéfort Inc , Montréal, Québec Peace is More than the Absence of War (Film)	10,000
Conference of Defence Associations Institute , Ottawa, Ontario Documentary Film "Canada's Military Heritage"	5,000
Conseil estrien pour la paix , Sherbrooke, Québec Forum "La paix et sécurité" (Atelier)	600
Dalhousie University , Halifax, Nova Scotia Pacem in Maribus XVII (Conference)	10,000
Dalhousie University , Centre for Foreign Policy Studies Halifax, Nova Scotia The Undersea Dimension of Maritime Strategy (Conference)	18,000
Face to Face Media Society , Vancouver, British Columbia Living in the Nuclear Age (Teachers' Guide)	10,000
Global Education Workshops , Stanstead, Quebec Global Education Workshops	1,500
Global Village Sudbury , Sudbury, Ontario Global Village News, Phase II	1,600
Groupe de recherche et de réflexion sur la paix et la sécurité internationales , Outremont, Québec Séminaires et présentations de notes de recherche sur la paix et la sécurité internationales	1,300
The Group of 78 , Ottawa, Ontario Canada and Her Neighbours (Conference)	10,000
Institute of Peace and Conflict Studies , Waterloo, Ontario Conflict Resolution in the Horn of Africa: Envisioning Alternative Future (Consultation)	5,000
International Council for Adult Education , Toronto, Ontario Consultation of Funding Agencies for Peace and Security Issues	1,200
Jarvis, Michael , Ottawa, Ontario A Canadian Journal on Soviet Affairs and Canadian-Soviet Relations	5,000
The Marquis Project , Brandon, Manitoba Rural Schools Peace Education Project	3,900
Monet-Chartrand, Simonne , Richelieu, Québec En route vers la paix	5,700
The National Council on Canada-Arab Relations , Ottawa, Ontario Seeking Peace in the Middle East: Toward A UN International Peace Conference	15,000
Network for Community Justice and Conflict Resolution Kitchener, Ontario North American Conference on Peacemaking and Conflict Resolution	5,000
Peace Coalition Committee – Mississauga , Mississauga, Ontario "What is Security?" – The Peace Imperative (Film Festival)	1,000
Peacefund Canada , Ottawa, Ontario Newsletter	5,000
Progress Pictures , Montreal, Quebec Peace Talk Travels: The Arctic Youth Tour 1988 (Film)	9,400
Projects Peacemakers , Winnipeg, Manitoba Peace Projections (Newsletter)	1,000
Project Ploughshares Calgary , Calgary, Alberta Southern Alberta Peace Education Project – 1988	10,000
Queen's University , Centre for International Relations, Kingston, Ontario The US-Canada Security Relationship: The Politics, Strategy and Technology of Defence (Proceedings)	3,000
Royal Society of Canada , Ottawa, Ontario To Know this Planet: Global Change, A Canadian Challenge	15,000
Royal United Services Institute of Nova Scotia , Halifax, Nova Scotia The Canadian Army in the Twenty-First Century (Seminar)	3,000
Science for Peace , Toronto, Ontario Publication of the Canadian Papers in Peace Studies	6,000
St. Mary's Secondary School , Cobourg, Ontario Speakers Forum – Canada and the Islamic World	2,000

Terra Nova Integrated School Board , Peace Education Committee Gander, Newfoundland Development of Instructional Units and Materials	8,750
The True North Strong and Free , Inquiry Society, Edmonton, Alberta A Public Inquiry into – The Arctic: Choices for Peace and Security	20,000
The University of Lethbridge , Division of Continuing Education Lethbridge, Alberta Beyond the INF Treaty: Toward International Security and Peace (Conference)	5,000
University of Manitoba , Department of Political Studies Students Conference, Winnipeg, Manitoba Nuclear Proliferation and Arms Control: the Forgotten Link	4,500
University of Toronto , University College, Toronto, Ontario Third Inter-University Seminar on Peace Studies	5,000
TOTAL	<u>\$228,600</u>

**RESEARCH GRANTS –
First Half 1988–1989**

Adelman, Howard York University The Global Crisis in Refugee Migration: The Security Problems that Arise in Countries of First Asylum	\$ 7,500
Dhanapala, Jayantha United Nations Institute for Disarmament Research Conference on Conventional Disarmament in Europe	10,000
Duhamel, Luc Centre interuniversitaire d'études européennes Les relations sino-soviétiques en 1978–1988 : leur évolution vue à travers les médias locaux dans la région frontalière	10,000
Hervouet, Gérard S. Université Laval, Centre québécois de relations internationales Transformations et équilibre dans la région Asie-Pacifique : une analyse du réajustement de la politique étrangère de quatre états régionaux à l'endroit des États-Unis	10,000
MacDonald, Brian S. Canadian Institute of Strategic Studies Canada, China and North Pacific Security	5,000
Opazo Bernales, Andres Centam University Confederation (CSUCA) Book on Central America Peace Process	40,000
Pfefferblit, Irving Committee for the Eric Group A Possible Security Regime for the Year 2000	15,000
Rikhye, Indar Jit International Peace Academy The United Nations and Peacekeeping: Results, Limitations and Prospects – Lessons from 40 Years of Experience	20,000
Ross, Douglas Langdon, Frank University of British Columbia, Institute of International Relations Dialogue on Peace and Security in East Asia: Steps towards the Resolution of the Korean and Kampuchean Security Dilemmas	10,000
Rubinoff, Arthur G. University of Toronto Canada-South Asia Political and Strategic Relations: Issues and Perspectives	5,000
Scheinberg, Stephen J. Concordia University, Department of History Civil Aviation and the Failure of Internationalism 1942–1944	2,400
Zureik, Elia Queen's University, Department of Sociology Attitudes to the Israeli Criminal Justice System: An Arab-Jewish Comparison	10,000
TOTAL	<u>\$144,900</u>

Grants Procedures and Deadlines

■ *The Institute allocates grants twice a year. Contact the Institute for a copy of updated criteria and application forms. Please note the following deadlines:*

30 June for an October decision

31 December for a March decision

LETTER FROM MOSCOW BY MICHAEL CONSTABLE



**There's no
Xmas shop-
ping in**

**Moscow, no Xmas trees,
no Xmas lights, no Xmas
presents. There is none of
that here....**

Here it's called New Years – New Years shopping, New Years trees, New Years lights, New Years presents.

Nevermind, it rang my Pavlovian bell anyway; I went shopping.

I found myself pressed in the crowd at Detskymir (Children's World) Department Store, shouldering towards a first floor toy counter.

I shuffled closer, shoulders parted to reveal something olive drab on the counter, shoulders closed. Shoulders parted again, a Babooshka shoved me through the gap and there on the counter, its muzzle staring me in the eye, was the cannon I wanted for Christmas in 1953.

Cast metal, rubber tires, worm gears, cocking lever, magazine – it could lob a fire cracker thirty feet, it was the one all right and I wanted it.... The cash registers whirred, the muzak blared, the slush melted through my boots.... It's a war toy, I do cartoons about war toys, war toys are bad, I left the store. No cannon.

I went back after New Years to examine the arsenal.

I counted twenty toys: sets of plastic soldiers at the cheap end of the scale, 1 ruble; a battery-powered life-size AK-47 rifle at the top end, 20 rubles.

There were no Sci-Fi warriors, or changebots of superhero action dolls.

The play weapons are patterned mainly on World War II equipment reflecting the many WWII movies on TV and at the cinema. The war toys don't have their own TV programmes here like the Rambo and G.I. Joe cartoons.

The package is simple, a box that contains a cannon, shows a cannon. No "enemy" is depicted.

War toys are not advertised here. Shoes, soap and tooth paste aren't advertised either. There is no advertising. But this may be changing. The economy is being restructured. Instead of central direction and subsidy, manufacturing is being put on a profit-loss basis. If a toy company is going to succeed it's going to have to do it on sales alone. Sales orientation means advertising and new products.

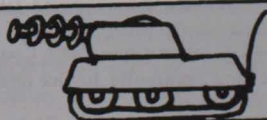
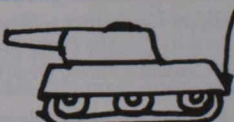


For the Soviet toy industry it means an enterprising management team may put out a line of *Action Ivan*® and his mortal enemy *Jihad Joe*®. Research may already be underway for a planet-zapping space walker.

I think it's time for mutual arms reduction in the play room. What Soviet toys lack in electronic sophistication they make up for in cast iron durability. I think parity does exist, particularly in the USSR-USA toy tank forces (see diagram)

I would suggest the elimination of categories A, B and E and the phasing out of C and D as their batteries run down.

The Soviets should be allowed research and experiment in the action figure and planet blaster sectors pending a comprehensive war toy elimination agreement. This will only happen when we get rid of the real stuff that toys are but a reflection of. □

Michael Constable is a professional illustrator and lives in Toronto. He was in Moscow last December.

	USSR	USA
A	FLASHING LASER RADIO GUIDED	
B	RADIO GUIDED	
C	WIRE GUIDED	
D	BATTERY POWERED	
E	WIND-UP	DISCONTINUED